

RAPPORT MORAL 2013

« On voudrait être traités
comme tout le monde »

ATD QUART MONDE EN FRANCE



Fête de clôture de la campagne Taporì commencée en septembre 2013, à Fives-Lille (Photo JP d'Heedene)

Sommaire

Le mot du Président, Pierre-Yves Madignier	5
Préambule	6
1. COMPRENDRE	8
1.1. La discrimination pour précarité sociale	8
1.2. Une année d'évaluation et de questionnement	16
1.2.1. Un exemple d'évaluation : les enseignements de la « démarche École » ou comment coconstruire des propositions politiques à partir d'une démarche commune	16
1.2.2. Lors du Forum « Agir contre la misère », le débat structurant « Quel travail pour quelle société ? »	22
1.2.3. La participation d'ATD Quart Monde à deux séminaires internationaux sur l'évaluation des Objectifs du millénaire pour le développement	26
2. AGIR	32
2.1. Introduction : Construire une stratégie pour agir contre la fatalité	32
2.2. Engagements communs 2014-2017 pour la France	33
2.3. 12 projets pilotes : Entreprendre pour montrer les possibles et apprendre de l'action	41
3. MOBILISER	48
3.1. Campagne contre les idées reçues et la discrimination pour précarité sociale	48
3.1.1. Le succès du livre « <i>En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté</i> »	48
3.1.2. Campagne d'affiches et d'encarts dans la presse écrite	50
3.1.3. Campagne de dessins et de caricatures dans les réseaux sociaux	50
3.1.4. Préconisations pour la lutte contre la discrimination pour précarité sociale	50
3.1.5. La pétition « Je ne veux plus » pour la reconnaissance de la discrimination pour raison de précarité sociale	54
3.1.6. L'impact de la Journée mondiale du refus de la misère du 17 octobre 2013 « Ensemble vers un monde sans discrimination »	54
3.2. Construire ensemble l'école de la réussite pour tous	55
3.2.1. L'inscription, dans la loi pour la Refondation de l'École de la République, de l'accueil de tous les parents à l'école et de la coopération entre les élèves	55
3.2.2. La production et la diffusion d'un outil pédagogique sur les espaces parents	55
3.2.3. Au milieu des sorties de l'année, la publication du livre « <i>Tous peuvent réussir</i> »	56
FINANCER LES PROJETS	60
PERSPECTIVES 2014	66
Annexes	68



En haut : Été 2013. Première ascension dans les Alpes des jeunes du Val-d'Oise avec l'association des 82 4000 et ATD Quart Monde (Photo Hugues Chardonnet)
 En bas : Le 4 juillet 2012 dans la cité Lys à Fives-Lille, pour une dernière fête avant sa démolition. (Photo Aline Reynaud-Paligot)

Le mot du Président

Le titre du rapport moral 2013 sort de la bouche d'une personne qui connaît une vie très difficile en raison de la grande pauvreté. Ce choix est cohérent avec le projet du Mouvement ATD Quart Monde de détruire la misère en partant de la vie et du courage des plus exclus. Tout au long de cette année, nous avons vécu la fidélité à nos origines d'association créée par des personnes issues de la grande pauvreté et qui se sont reconnues dans une identité commune, celle de peuple du Quart Monde. Le Mouvement ATD Quart Monde s'inscrit dans la dynamique et le soutien des personnes que notre société comprend le moins bien, qu'elle soupçonne d'avoir le moins de volonté de s'en sortir. L'incessante recherche par les familles très pauvres d'une vie meilleure est la source et fait la force de nos engagements. Une vie meilleure pour les plus pauvres, c'est une vie où l'égale dignité de chacun est reconnue, où tous les enfants peuvent apprendre et réussir à l'école parce que l'expérience et les valeurs de leur milieu sont reconnues, où le logement et le travail décents sont des droits parce qu'il est insupportable et absurde de laisser tant de personnes sur le carreau. Notre société n'a plus les moyens de ce gâchis économique et humain.

C'est à l'aune de l'impératif que Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement ATD Quart Monde, nous a fixé d'aller constamment à la recherche du plus pauvre, que peuvent s'expliquer et que doivent être mesurées l'inventivité, la puissance et la rigueur de nos démarches, de nos projets pilotes et de nos combats pour mobiliser la société relatés dans ces pages. Une grande proximité, dans le Val-d'Oise ou ailleurs, avec des personnes très pauvres nous ouvre sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU ou encore vers une évaluation et une programmation mondiale que nous avons travaillées en 2013. Il n'y a pas de réplique plus forte face à la tentation du repli sur soi, à la peur ou au rejet de l'étranger, que de s'engager avec les plus fragiles pour détruire la misère.

Les plus pauvres ne veulent pas d'un entre-soi confortable et enfermant. Pour détruire la misère, ils savent qu'il est besoin d'alliances. C'est ainsi que des coformations par le Croisement des savoirs avec des personnes très pauvres sont un outil irremplaçable pour que professionnels et militants Quart Monde apprennent et construisent ensemble. La rigueur de la méthode se met au service d'une volonté commune de se comprendre et de dépasser les antagonismes pour faire avancer des solutions qui tiennent compte des réalités de vie des plus pauvres. C'est ainsi que des députés réunis par Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, ont travaillé avec des personnes très pauvres pour comprendre comment celles-ci ont pu coconstruire des démarches politiques sur des sujets aussi importants pour tous que l'école. Un tel événement fraie des chemins nouveaux pour redonner force à la citoyenneté et combattre la morosité civique.

Les projets pilotes que mène le Mouvement ATD Quart Monde sont l'expression de rêves qu'expriment les personnes très pauvres. Par exemple, accéder au logement ordinaire quand on sort de l'errance avec de très jeunes enfants, pouvoir travailler quand, toute sa vie, on a été très éloigné de l'emploi, permettre à ses enfants de réussir à l'école quand on a soi-même un parcours douloureux d'échec scolaire... Ces « rêves » sont en fait des droits reconnus à la plupart d'entre nous. Leur mise en œuvre sous forme de recherches-actions est une manière forte et concrète d'apprendre à construire une société des droits pour tous.

C'est cela que vise le travail entrepris de longue haleine sur la reconnaissance de la discrimination pour précarité sociale et qui a abouti à la publication d'un Livre blanc le 17 Octobre 2013. L'objectif n'est pas de multiplier les procès, car les plus pauvres n'y auront que très exceptionnellement recours, mais que la République manifeste son attention à une réalité d'humiliation qui est jusqu'à présent largement occultée et de ce fait ronge la cohésion sociale.

Pierre-Yves Madignier
Président

Préambule

Le bois du Trou Poulet. Ce nom pourrait être un titre de conte. Il a fini par devenir celui de l'histoire d'un combat... et d'une victoire en vue d'obtenir que toutes les familles aient le droit d'habiter décemment quelque part.

Au départ, pourtant, le lieu n'a rien de poétique. Bien au contraire. Ce bois n'est rien d'autre qu'un terrain vague, à cheval entre les communes de Pierrelaye et Herblay dans le Val-d'Oise. Pendant de nombreuses années, il a constitué le refuge de voyageurs sédentarisés ou de ménages. Longtemps, les habitants qui avaient échoué sur ce terrain ont été ignorés, tant par la municipalité d'Herblay que par le département qui ne les considérait plus comme voyageurs car ils s'étaient sédentarisés, malgré des conditions très dures : en effet, la plupart n'ont accès ni à l'électricité ni à l'eau. Bien qu'un effort soit porté par la commune pour entrevoir des terrains familiaux, ces familles ne sont pas prises en compte dans les plans de relogement. Après des années d'oubli, la ville, sous prétexte de « protéger cette zone naturelle », choisit la confrontation malgré une proposition d'appui financier du Conseil régional : après avoir classé en 2003 le bois en « zone naturelle qu'il convient de protéger en raison de la qualité du paysage », en février 2004, la mairie envoie un

huissier, accompagné d'importantes forces de police, afin de procéder à un recensement ; deux mois plus tard, 42 adultes sont assignés en référé en vue d'une expulsion rapide pour occupation illégale et stationnement interdit. Pourtant, selon le constat même de l'huissier, le terrain n'abritait guère que des caravanes, et « de très nombreux morceaux de voitures, de moteurs et débris divers jonchaient le bois abandonné » : étonnante « qualité de paysage ».

En parallèle démarrent, en octobre 2004, les travaux de construction d'une route à quatre voies à proximité immédiate des domiciles des requérants.

Un comité de soutien voit alors le jour. ATD Quart Monde sollicite l'appui d'un avocat qui mobilise trois autres confrères. Cette défense aboutit à une première victoire, en juin, quand la demande d'expulsion en référé est rejetée, le juge estimant que les habitants occupaient les lieux depuis de nombreuses années, bien avant le nouveau plan d'occupation des sols et que, par conséquent, l'urgence ou le « trouble manifestement illicite » ne semblait pouvoir raisonnablement être invoqué. La mairie fait appel.

Le tribunal de grande instance (novembre



«Le bois du Trou Poulet» dans le Val-d'Oise. (Photo François Philpneau).

2004), puis la cour d'appel (octobre 2005) qui jugent sur le fond, sont toutefois d'un autre avis, considérant que si le droit au logement était bien constitutionnel, force devait néanmoins en rester à la « légalité » et au « respect des règles en vigueur ». Condamnées à évacuer le lieu dans les trois mois, sous astreinte de plusieurs dizaines d'euros par jour de retard, les familles subissent alors un harcèlement administratif régulier. En mai 2005, avec la pression des travaux de la 11^e avenue, quatre d'entre elles quittent les lieux. En janvier 2006, quatre autres font de même juste avant le délai d'exécution des astreintes.

Suite à la réclamation collective déposée par le Mouvement international ATD Quart Monde auprès du Conseil de l'Europe en janvier 2006, la préfecture annonce une enquête sociale puis la mise en place de terrains familiaux destinés à reloger certaines familles. Devant la lenteur de la mise en œuvre, l'abandon s'installe progressivement. « *Nous n'avons plus de nouvelles et nous nous décourageons, confie Sandrine, qui a fait sa demande de relogement dès qu'elle est arrivée ici, voilà dix ans. Ce n'est pas une vie quand on ne sait jamais de quoi sera fait demain...* ».

Si la mairie renonce à faire appel à la force publique, la misère, le harcèlement et l'incertitude demeurent toutefois une réalité quotidienne pour nombre de ces personnes. L'engagement des volontaires-permanents permet de maintenir des liens avec les familles parties dans l'errance. Dans leur longue itinérance qui rend difficile la scolarisation de leurs enfants, elles tentent de leur côté de subsister dans des conditions pourtant indécentes : l'une vit ainsi en 2013 à huit, dont six enfants, dans une camionnette garée sur un parking de Seine-et-Marne. Le père, de plus en plus malade, ne peut pas exercer sa profession d'artisan s'il n'est pas domicilié quelque part. Les enfants n'ont été scolarisés que six mois en quatre ans, tous vivant dans la hantise d'une intervention des forces de police. La mère, qui a des soucis de santé, ne peut s'absenter pour subvenir aux besoins des siens.

Comme le dit l'un des membres de ces familles : « On nous a refusé le droit d'habiter quelque part. » « Vivre cette errance, c'est aussi vivre l'exclusion au quotidien, la défiance, le regard des gens. C'est très difficile de vivre ainsi. Il faut pouvoir tenir côté moral. »

Après de nouvelles démarches auprès de la préfecture et le rejet en Cour de cassation, des membres d'ATD Quart Monde décident alors d'accompagner 25 requérants, dépourvus toujours de toit, dans une démarche devant la Cour européenne des droits de

l'homme (CEDH) dont l'article huit de la Convention, notamment, stipule que « toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance ».

Le 17 octobre 2013, qui est aussi la Journée mondiale du refus de la misère, c'est tout un symbole : les habitants du bois du Trou Poulet qui avaient saisi la Cour, soutenus par ATD Quart Monde, se voient reconnaître leur bon droit.

Selon la CEDH, les cabanes et autres caravanes de ces gens du voyage, qui par ailleurs étaient tous français, constituaient bien des « domiciles » au sens de l'article huit de la Convention, étant donné l'ancienneté des liens jugés "continus" et "suffisants" de ces personnes avec "un lieu déterminé". La Cour estimait aussi que cette affaire mettait en jeu le droit des requérants au respect de la vie privée et familiale, dès lors que la vie en caravane faisait partie intégrante de leur identité. Aussi l'obligation, qui leur avait été faite d'évacuer le terrain sous astreinte, constituait bien une ingérence dans le droit de ces personnes au respect de leur vie privée et familiale, ainsi que de leur domicile. Certes, l'action des pouvoirs publics n'était pas jugée illégitime ; toutefois, la Cour rappelle-t-elle dans cet arrêt qui devrait faire date, que « dans une société démocratique », l'utilisation de cette ingérence doit répondre à un « besoin social impérieux », devant lui-même demeurer « proportionné » au but à atteindre.

Pour finir la CEDH réaffirme une chose fondamentale en ces temps de crise : le caractère essentiel des droits énumérés à l'article huit dont fait partie le droit au logement. Ces droits, affirme en substance la Cour européenne, sont "d'une importance cruciale pour l'identité de la personne, l'autodétermination de celle-ci, son intégrité physique et morale, le maintien de ses relations sociales ainsi que la stabilité et la sécurité de sa position au sein de la société".

Ces rappels fondamentaux n'ont pas été simplement le synonyme de la victoire d'une poignée d'exclus faisant reconnaître leur droit à la dignité après un long combat : ils renouvellent également pleinement la définition que le Conseil économique et social, sur la base du rapport Wresinski, avait donné en 1987 de la grande pauvreté, définition que les Nations unies avaient elles-mêmes reprise 9 ans plus tard : « La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités (...) permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales, sociales (...). Elle conduit à la grande pauvreté quand (...) elle compromet les chances de réassumer des responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même dans un avenir prévisible ».



Assemblée nationale, Journée mondiale du refus de la misère, 17 octobre 2013. (Photo J.-C. Foureau)

1. COMPRENDRE

Détruire la misère et restaurer la dignité de ceux et celles qui la subissent peut inviter à l'action immédiate. Quoi de plus normal ? Pourtant, combattre la grande pauvreté demande d'abord de passer par une étape exigeante, difficile mais fondamentale : comprendre. Comprendre profondément, quotidiennement ce qu'implique une vie de précarité sociale ; et ce, non seulement en termes matériels mais dans les relations sociales, le regard et la parole qui, parfois, plus encore que le simple manque de moyens peuvent être sources d'humiliation, de stigmatisation et donc d'exclusion et d'enfermement. Comprendre pour mieux agir suppose donc l'écoute et le dialogue. Tel est l'objet de la première partie de ce chapitre.

C'est souvent par l'action elle-même que se révèle la compréhension des réalités : la population défavorisée se livre davantage quand elle voit des partenaires qui s'engagent et agissent avec elles. L'action est donc source de compréhension à condition qu'elle soit soigneusement relue, évaluée avec les premiers intéressés. C'est la deuxième partie de ce chapitre : évaluer pour comprendre.

Comprendre demande aussi d'écouter la parole des premiers concernés, mais comme celle-ci n'est pas toujours crue par la société, il faut parfois l'objectiver, sortir de l'émotionnel pour mesurer la réalité du vécu. Nous avons donc décidé d'essayer de mesurer la portée des effets de l'exclusion, de certains préjugés ou d'idées reçues en quantifiant les discriminations dues à la grande pauvreté et à la précarité sociale.

1.1 LA DISCRIMINATION POUR PRÉCARITÉ SOCIALE

La volonté de s'attaquer à cette question part de constats bien réels. Oui, la discrimination liée à ce qu'il faut appeler tantôt pauvreté, tantôt précarité sociale existe. En 2013, le défenseur des droits, Dominique Baudis, pointait d'ailleurs lui-même du doigt la réalité de ce type de stigmatisation : « Réduction des personnes à leur détresse matérielle, sans analyse des mécanismes par lesquels se crée ou se perpétue la pauvreté, mise en cause des victimes, considérées comme responsables de leurs maux : serions-nous revenus à l'ère des " classes miséreuses, classes dangereuses " ? ... »

Soyons tout d'abord très clairs : toute atteinte à l'égalité de traitement ne constitue pas une discrimination. La discrimination n'intervient que dans le cas d'une violation injustifiée de cette égalité de traitement, c'est-à-dire non pertinente sur la base d'éléments objectifs. Or, s'il existe des cas assez nets de discrimination directe ou indirecte et que la loi française a déjà identifiés comme tels, ainsi ceux qui reposent sur la race ou le sexe, la discrimination pour cause de pauvreté procède d'un cadre plus complexe du fait que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel de cumul de précarités. Il semble cependant que cette dimension ne peut pas être réduite à la résultante des autres discriminations, mais qu'elle s'y ajoute. Une personne pauvre peut ainsi vivre une discrimination sans qu'aucun des 20 critères déjà reconnus ne s'applique.

De nombreux cas de stigmatisation sociale sont déjà bien identifiés par les sociologues : le statut de chômeur constitue ainsi un facteur stigmatisant au regard de la forte dimension identitaire conférée par le travail dans notre société même si, il est vrai, le chômage de masse a aujourd'hui atténué ces effets de stigmatisation.

À cette place disqualifiée dans l'échelle sociale s'ajoute l'attribution d'un certain nombre de préjugés qui, à leur tour, entraînent vers la discrimination lorsqu'ils sont générateurs de présomptions d'incapacités ou de comportements non conformes aux normes et jugés susceptibles de troubler l'ordre social et/ou moral.

Dernière étape de cette stigmatisation et non des moindres, les personnes vivant dans la pauvreté finissent par intérioriser ces présomptions d'incapacité et à s'enfermer dans une identité qui leur est assignée. Ainsi, il est difficile de garder une bonne image de soi lorsqu'on est socialement défini par le manque (sans travail, sans diplôme, sans logement, sans ressources, etc.).

Un glissement d'une situation sociale objective et matérielle est alors insidieusement opéré : la pauvreté se voit renvoyer à un destin et une responsabilité personnelle où le pauvre se sent alors de fait responsable de sa condition, étape ultime de la discrimination puisque la victime finit par s'autocensurer et à s'enfermer elle-même dans un état d'infériorité.

Témoignages

Bénéficiaires de la CMU : l'ère du soupçon ?

■ « Des médecins n'acceptent pas l'aide médicale d'État (AME) ou la couverture maladie universelle (CMU). Quand ils voient qu'on n'a pas la carte vitale, ils ne veulent pas nous soigner ; « il ne fallait pas prendre rendez-vous, il fallait aller à l'hôpital public ! », c'est ce que m'a dit une rhumatologue. (...) J'ai pleuré car j'ai été humiliée, et, en plus, je n'ai pas pu avoir les informations sur ma santé. On ferme la bouche quand on n'a pas la preuve d'être traité différemment. On ne peut rien faire.

Malgré ces humiliations, je participe à beaucoup d'associations. Je ne peux pas lutter toute seule contre ça. Seule je ne peux rien faire, je n'ai que ma langue pour parler et c'est ce que je fais.

Une loi peut faire changer les choses, elle peut obliger les médecins à nous recevoir. Et aussi simplifier les démarches pour les médecins qui reçoivent les personnes qui ont l'AME, c'est trop compliqué pour eux et ils ont trop de papiers à faire. »
(Meriem Zeggai, le 17 octobre 2013, Université populaire Quart Monde Île-de-France)

■ « À force d'être stigmatisée comme je l'ai été par tous les professionnels que j'ai pu rencontrer, aujourd'hui, franchement, je n'ai plus envie de les rencontrer. J'ai envie de garder ma dignité. J'ai droit à la CMU, mais depuis six mois, je n'ai pas fait ma demande. Je paie le tiers payant, je paie mes médicaments même si je paie cher. J'en ai assez aujourd'hui qu'on nous traite de cas sociaux, qu'on nous dise qu'on est des bons à rien et qu'on ne cherche pas du travail !

Et en plus, on culpabilise parce qu'on finit par croire que tout est de notre faute, alors que c'est pas notre fait ! (...) C'est pas notre faute. On nous dit : « c'est un droit » et de l'autre côté, on nous le reproche. Alors que faire aujourd'hui ? »
(Jeannine)

■ « Certains ont du mal à se faire soigner parce qu'il existe des médecins et des dentistes qui refusent la CMU. La pharmacie est située juste en face de l'hôpital, mais on ne veut plus y aller. Elle ne prenait pas l'aide médicale, elle commence seulement à le faire parce qu'elle a perdu beaucoup de clientèle. Elle humilie publiquement tous ceux qui sont pauvres. Il faudrait porter plainte auprès de la Sécurité sociale. Mais certains disent : nous sommes en état de faiblesse, nous ne pouvons pas porter plainte, parce que nous ne sommes pas capables. Nous avons choisi de ne pas y retourner et on le dit autour de nous. »

(Chantal Peaudeau, Groupe de Trappes)

■ « J'ai pris la liste des orthophonistes de L. dans l'annuaire et j'ai téléphoné. La personne m'a donné facilement un rendez-vous. J'ai demandé combien coûtait une séance et s'ils prenaient la CMU, parce que je ne voulais pas faire l'avance de frais. On m'a répondu : « Vous faites l'avance de frais, vous vous faites rembourser après. » Mais si j'avais les moyens de faire l'avance de frais, je n'aurais pas besoin de la CMU ! C'est complètement débile comme réponse. Moi, je ne peux pas faire l'avance de frais. »

(Témoignage de Mireille ¹, mère de famille ayant bénéficié de la CMU-C et qui avait besoin d'un orthophoniste pour sa fille)

Au-delà de la discrimination flagrante dont ils font état, ces témoignages peuvent expliquer pourquoi, au contraire de nombreuses idées reçues, et alors que 8 Français sur 10 estiment aujourd'hui « qu'il y a trop d'assistanat et que beaucoup de gens abusent des aides sociales » ², les taux de non-accès aux dispositifs visant à soutenir un meilleur accès aux droits n'ont jamais été aussi élevés.

Rapport ONPES de décembre 2012		
Taux pour le non-recours		
RSA-Socle	35%	} soit près de 5,1Mds d'euros par an
RSA-Activité	68%	
CMU-C	entre 10 et 24 %	
Aide Médicale d'Etat	60%	
Observatoire de l'accès aux soins de 2012		
Taux pour le non-recours		
ACS	75% des ménages	
Fonds de financement de la CMU		
Taux pour le non-recours		
CMU	78% ³	
Allocation Chômage	39% des allocataires potentiels qui n'ont pas fait la demande	} soit près de 24Mds d'euros

La crainte d'une stigmatisation émerge comme une des principales explications du non-accès, en particulier pour les cas de non-demande, c'est-à-dire les cas où ce sont les personnes elles-mêmes qui ne formulent pas leur demande de droits en toute connaissance de cause. Plusieurs peuvent être avancées : parmi elles, l'anticipation par les bénéficiaires potentiels d'une disqualification

sociale ou de discriminations à leur égard ; l'infériorisation du rejet social dont elles font l'objet par les personnes concernées, ou encore, le sentiment de ne pas être un citoyen à part entière parce qu'on est traité différemment renforcent la logique de non-accès. Comme l'a montré le rapport moral 2012 résumant une recherche de trois années, la violence du mépris mène au silence, et du même coup nul ne se plaint, nul n'entend les plaintes et le statu quo peut perdurer. « C'est par son silence qu'un peuple appelle au combat » disait Joseph Wresinski.

Témoignages

De la stigmatisation... à l'enfermement (in)volontaire

■ « Nous avons dans notre pays des lois qui condamnent certaines discriminations... Mais rien, rien contre les offenses que l'on fait aux plus pauvres à l'école, dans les lieux de culture, dans la recherche de travail et aussi dans le domaine de la santé et bien d'autres.

À l'école en premier lieu : issu de la communauté des gens du voyage, petit, quand je suis allé à l'école, aucun enfant ne jouait avec moi. On me traitait de pouilleux, que j'étais mal habillé. Je me suis enfermé sur moi-même, je me protégeais en m'éloignant des autres. Plus tard lorsque mes enfants sont allés à l'école, je ne pouvais pas franchir la grille des établissements scolaires quand il y avait des problèmes ou même pour aller parler aux enseignants. (...)

La discrimination sociale a lieu aussi dans le domaine de la culture. Nous avons, dans notre ville, un partenariat entre le comité ARID et le service « saison culturelle » de la municipalité. Donc, lors de certaines représentations théâtrales ou des spectacles, des militants s'y rendent

et à plusieurs reprises ils ont entendu des réflexions comme quoi ils avaient le RSA, qu'ils allaient au Resto du cœur et qu'en plus, ils avaient encore des spectacles gratuits ! En fait, ils en profitaient ! » (Franck Lenfant, Nogent le Rotrou)

■ « À la Courneuve, on partait pour une journée à la plage. Les premiers à nous accueillir ont été les gendarmes. Ils sont montés dans le car et nous ont dit : « Si vous faites des bêtises, vous ne repartez pas ». Le lieu où l'on habite est associé à la pauvreté. Si tu te prénommait Mohammed et que tu viens des Emirats arabes, on ne va rien te demander. Mais si Mohamed habite Aubervilliers, il devient suspect ! C'est donc bien une histoire de

1- L'histoire de Mireille et de ses problèmes de santé est détaillée dans un article de la revue Anthropologie et santé, 2013.

2- Sondage Ifop - Journal du dimanche, novembre 2012.

3- Cf. Rapport d'activité 2011 du Fonds CMU, 31.05.2012.

pauvreté. Quand on est pauvre, on est toujours humilié. On prend l'habitude de baisser l'échine. »
(Marion Navelet, Groupe d'Aubervilliers)

■ « On finit par se stigmatiser soi-même. À la fin, à force de voir ce regard sur nous (le regard des gens du quartier, des parents, de la famille, des amis parfois, des commerçants aussi...) on finit par le prendre. Si on se laisse aller, on finirait par le penser... Moi, je sais dans le fond que je ne suis pas une mauvaise mère, pas un cas social, mais la personne qui n'a aucun recours social, moral ou quelqu'un à qui parler tout simplement, elle peut finir comme ça. »

(Fabienne, Université populaire Quart Monde publique du 19 mars 2013 à la Sorbonne en présence de Christine Lazerges, présidente de la CNCDH)

De la parole à la mesure : l'utilisation du « testing scientifique »

Repérer et mesurer les phénomènes de discrimination s'avère difficile. Les victimes n'en sont pas toujours conscientes, soit parce qu'elles ont intégré le traitement différent dont elles font l'objet, soit parce qu'elles ne sont pas en situation de le comparer à celui dont d'autres bénéficient, et surtout parce qu'elles ont honte et préfèrent se taire. Du côté de ceux qui produisent des discriminations, individus ou institutions, l'enquête s'avère également problématique, soit parce qu'en tant que pratique illégitime la discrimination est rarement reconnue, soit parce que certains ne sont pas nécessairement conscients de la pratiquer.



Pour tenter de mesurer les phénomènes de discrimination, la méthode du *testing* a été mise au point, notamment le *testing* scientifique.

Le *testing* a ses limites, les situations testées peuvent dépendre de facteurs aléatoires que l'on ne peut pas maîtriser : ainsi telle candidature rejetée un jour, pourra être retenue un autre jour, ou tel patient sera reçu par le médecin qui, habituellement, ne reçoit pas les bénéficiaires de la CMU, parce qu'il aura une annulation de dernière minute. Afin de contrebalancer ces effets, les *testings* scientifiques dont nous faisons ici état ont donc impliqué un grand nombre de tests afin que le poids de ces aléas dans les résultats soit neutralisé au maximum. Au total, les résultats d'un *testing* constituent avant tout une « photographie » d'un domaine donné, à un moment donné. Ils n'en sont pas moins révélateurs de situations et de tendances.

• Testing et discrimination liée au département, à la commune et au quartier

Les récents travaux effectués par Yannick L'Horty, Emmanuel Duguet, Loïc du Parquet et Pascale Petit ont, au travers de deux études, isolé l'effet propre du territoire.

Dans un de ces *testings* intitulé « *les effets du lieu de résidence sur l'accès à l'emploi : une expérience contrôlée sur les jeunes qualifiés en Île-de-France* », ces économistes se sont appuyés sur des candidats qualifiés, détenteurs d'un Bac+5, afin de postuler dans un secteur d'activité en tension, l'informatique.

Afin de mettre en lumière la discrimination territoriale à proprement parler, ont été retenues les communes d'Enghien-les-Bains comme ville de référence, ainsi que Sarcelles et Villiers-le-Bel, villes réputées défavorisées. Plusieurs éléments ont été pris en compte pour justifier les choix de Sarcelles et Villiers-le-Bel : le faible taux de sortie du chômage, la part importante de résidents n'ayant pas de diplôme, la présence de zones urbaines sensibles.

Au terme de cette étude⁴, si aucune discrimination n'apparaît de façon évidente pour les hommes, le lieu de résidence a en revanche un

4- Six paires de candidatures distinctes avaient été constituées, permettant l'envoi de 3684 candidatures en réponse à 307 offres émises entre décembre 2008 et janvier 2009. Cette expérience a permis de recevoir un nombre significatif de réponses qui permet l'établissement de taux de discrimination. Ainsi, les taux bruts laissent apparaître que les femmes d'origine française et maghrébine reçoivent plus de réponses lorsqu'elles habitent la commune d'Enghien-les-Bains, tandis que les hommes, toutes origines confondues, sont plus favorisés lorsqu'ils résident à Sarcelles.

impact plus prégnant sur les femmes. La discrimination est constatée pour les femmes d'origine française résidant à Villiers-le-Bel, mais également pour les femmes d'origine maghrébine habitant Sarcelles ou Villiers-le-Bel. Toutefois, il faut encore souligner que le taux de discrimination est plus fort pour les femmes venant de Villiers-le-Bel que pour celles venant de Sarcelles.

Dans « Effets de quartier, discrimination territoriale et accès à l'emploi », Mathieu Brunel, Pascale Petit, Emilia Ene et Yannick L'Horty ont pu montrer de leur côté que le quartier d'habitation peut exercer un impact sur les recherches d'emploi des candidats et ainsi constituer une discrimination territoriale.

D'autres études auraient également mérité de figurer ici : ainsi le *testing* de l'institut ISM Corum sur le parc locatif de Villeurbanne, ou encore celui d'avril 2013 sur « L'insertion des jeunes issus de quartiers sensibles » réalisé par Thomas Couppié. Au-delà de la diversité des champs observés, des nuances et des incertitudes inhérentes à tout travail de recherche, toutes fournissent néanmoins de solides indices permettant de conclure à l'existence d'une discrimination territoriale globale.

• *Testing et discrimination dans le domaine de la santé : l'exemple des titulaires de la CMU*

Plusieurs études ont permis de confirmer la réalité d'une situation dont les quelques témoignages recueillis précédemment ne constituaient qu'une présomption.



À l'issue des *testings* réalisés par le DIES en 2006, l'IRDES (en 2008 et 2011) et l'ISM Corum⁵, en collaboration avec le Fonds CMU, les différents résultats obtenus témoignent d'une étonnante convergence. Les refus de soins aux allocataires de la CMU peuvent atteindre jusqu'à 40 % de la part de spécialistes ou de dentistes dans les grandes agglomérations.

Au-delà, trois principaux constats ressortent de ces études :

1. En premier lieu, le taux de discrimination est beaucoup plus important pour les praticiens du secteur 2 que pour ceux du secteur 1. Les médecins autorisés à pratiquer des dépassements d'honoraires par rapport au tarif servant de base au remboursement par l'Assurance Maladie accueillent ainsi plus difficilement un bénéficiaire de la CMU-C que leurs collègues du secteur 1 sur l'ensemble des *testings* tenant compte de cette variable.

Ce résultat s'explique logiquement puisque les praticiens de secteur 2 ne sont pas autorisés à appliquer un dépassement d'honoraires aux bénéficiaires de la CMU-C, ce qui a pour conséquence une réduction potentielle de leurs revenus. De plus, les patients n'ont pas à régler la consultation (tiers payant) et les praticiens sont remboursés directement par les caisses. Des professionnels qui refusent les titulaires de la CMU (et parfois aussi ceux qui ne refusent pas) avancent également des questions de lourdeur et d'erreurs administratives, ou encore de retards de remboursements. Certains proposent alors de recevoir les bénéficiaires de la CMU à condition qu'ils fassent l'avance de frais.

2. Un second enseignement est que le taux de discrimination varie fortement selon la catégorie de professionnels : plus de refus sont observés chez les dentistes que chez les médecins, plus de refus parmi les médecins spécialistes que les généralistes ; ce constat restant à nuancer en fonction de la spécialité du médecin. Par exemple, l'étude de l'IRDES de 2009 permet de comparer les médecins généralistes, les dentistes, les gynécologues, les ophtalmologues et les radiologues, avec comme observation principale que ces derniers sont de loin les moins discriminants avec un taux de

5- On pourrait également ajouter ceux de Médecins du Monde en 2003, de l'UFC Que choisir en 2004 ou encore le *testing* du Collectif Intersocial sur la Santé – FNATH – UNAF, de 2009 qui aboutissent à des constats identiques.

discrimination de 4 à 6%, tandis que les autres spécialités présentent des taux variant entre 9% à 40%. Deux hypothèses pourraient expliquer ce phénomène : les patients sont adressés par un confrère dans le cas de la radiologie, et les bénéfices de ce type de médecins proviennent davantage de l'acte radiologique lui-même que du coût de la consultation, ramenant à nouveau la question financière sur le devant de la scène.

3. Enfin, l'ensemble des *testings* semble montrer une tendance ⁶ plus affirmée à la discrimination à Paris, notamment du fait d'une plus forte densité de praticiens de secteur 2, notamment parmi les généralistes (en particulier ceux qui ont un mode d'exercice particulier), mais également du fait d'un environnement riche en structures de soins et offrant des alternatives : on a pu noter que certains renvoyaient sur leur consultation hospitalière ⁷ ou celle de leurs collègues.

• ***L'impact de deux nouveaux signaux liés à la pauvreté et à la précarité : habitat en centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et passage par une entreprise d'insertion***

Nous venons de voir que différents *testings* passés ont mis en évidence des phénomènes de discrimination à l'encontre de populations résidant dans des quartiers défavorisés sur le marché du travail ou de bénéficiaires de la CMU-C dans l'accès aux soins. Ces deux signaux caractérisent, chacun à leur manière, des populations socialement défavorisées, pour lesquelles la précarité sociale est fortement probable (résidents de quartiers défavorisés) ou établie (bénéficiaires de la CMU-C).

Ces *testings* n'ont jamais été rapprochés auparavant. Partiellement pour les premiers et en totalité pour les seconds, ils renvoient selon nous à une même réalité : la précarité sociale. Il nous a paru opportun de contribuer au développement du champ des connaissances et de l'observation de potentielles discriminations au motif de la précarité sociale en mettant en œuvre un nouveau *testing* sur d'autres signaux de la précarité sociale. Nous avons donc développé une nouvelle expérimentation testant de nouveaux marqueurs plus directs et explicites d'une situation de précarité sociale dans la phase de prise de contact avec des employeurs en vue d'une embauche.

Pour renseigner sur l'existence de ce type de discrimination, l'opération de *testing*, engagée en partenariat entre ATD Quart Monde, ISM Corum et un comité scientifique et d'orientation très divers ⁸, a ciblé simultanément deux signaux possibles d'une situation personnelle de précarité sociale chez le candidat à l'embauche ; d'une part, le passage dans le parcours professionnel passé par une entreprise d'insertion et d'autre part, le fait de résider au moment de l'enquête dans un foyer d'hébergement. Le premier signal est donc constitué par la présence, dans les CV utilisés pour les tests, d'une période d'emploi, révolue depuis plusieurs années, dans une entreprise d'insertion ⁹. Le second signal correspond à une adresse de résidence (actuelle) en centre d'hébergement, indiquant un empêchement – au moins temporaire – de la personne à accéder à un logement individuel et donc de bénéficier pleinement d'un de ses droits fondamentaux. En contrepoint, les individus dits « de référence » présentent des CV similaires aux précédents, sans ces deux signaux de précarité.

6- Il s'agit d'une tendance, car les études qui comparent plusieurs villes ne reposent pas sur des échantillons représentatifs.

7- Il n'y a pas alors refus de soins stricto sensu, mais discrimination, puisque le patient CMU n'a pas le choix du lieu de consultation (libéral ou public) à l'instar des autres types de patients.

8- Travaux coordonnés par Jérémie Ianni, Bert Luyts et Bruno Tardieu avec les contributions de Ommar Benfaïd, secrétaire confédéral en charge des discriminations à la CFDT ; Lucas Bisson, étudiant chercheur en droits de l'homme ; Marie-Rose Blunsch, directrice de l'Institut de recherche et de formation aux relations humaines ATD Quart Monde-Centre international Joseph Wresinski ; Gwénaële Calvès, professeur de droit public à l'Université de Cergy-Pontoise ; Éric Cediey, directeur d'ISM Corum ; Françoise Coré, représentante du Mouvement ATD Quart Monde au CNLE ; Geneviève de Coster, représentante d'ATD Quart Monde à la CNCDH ; Thomas Couppié, chargé d'étude au CEREQ ; Emmanuel Decaux, professeur de droit à l'Université Panthéon-Assas à Paris ; Caroline Desprès, médecin anthropologue, chercheur contractuelle au CERMES ; Yves Doutriaux, professeur associé à Paris 1, membre du collège antidiscrimination auprès du Défenseur des droits ; Marc Dubourdieu, ancien directeur général de la HALDE ; Fabrice Foroni, chargé d'étude et de formation à ISM Corum ; Jérémie Ianni, volontaire-permanent ATD Quart Monde ; Aurélie Iffrig, étudiante chercheur en droits de l'homme ; Christine Josse, volontaire-permanente ATD Quart Monde ; Fanny Lesueur Roch, étudiante Master Inégalités et discriminations ; Bert Luyts, délégué national adjoint ATD Quart Monde France ; Michel Miné, professeur de droit du travail au CNAM ; Agnès Naton, secrétaire confédérale de la CGT ; Chantal Richard, secrétaire confédérale de la CFDT chargée de la lutte contre les exclusions et la pauvreté ; Thierry Rochereau, chercheur à l'IRDES ; Dominique Schaffhauser, conseiller juridique du Mouvement ATD Quart Monde, magistrat honoraire ; Joan Schneider, étudiant chercheur en sociologie des organisations ; Bruno Tardieu, délégué national ATD Quart Monde France.

9- Évoquée par le nom explicite d'une entreprise d'insertion locale réelle.



TAE, Noisy-le-Grand.
(Photo François Philiponeau).

L'opération de *testing* a duré d'avril à mi-juillet 2013 et a concerné sept aires géographiques : Paris, la petite couronne, Bordeaux, Caen, Grenoble, Nice et Strasbourg. 400 paires de candidatures spontanées (un CV « *de référence* » et un CV « *précaire* ») ont été envoyés dans des enseignes de la grande distribution en trois vagues et selon une répartition territoriale équilibrée : 50 envois par territoire (100 pour la petite couronne). En revanche, l'échantillon des offres d'emploi dans les secteurs du nettoyage, de la restauration et de la vente en boutique n'a pas donné lieu à stratification préalable par territoire, puisqu'il s'est agi de saisir le flux des offres émises par pôle Emploi. On a donc une représentation fidèle des opportunités rencontrées sur cette période. Au final, 320 offres d'emploi auront été testées (par un CV « *de référence* » et un CV « *précaire* ») : 88 dans le secteur du nettoyage, 173 dans la restauration et 59 dans la vente en boutique.

• Résultats du testing

Au-delà des simples chiffres, nous avons souhaité aller plus loin en appréhendant les résultats du *testing* par le biais de deux séries d'indicateurs complémentaires qui permettent de mesurer les éléments recueillis à la fois du point de vue des candidats aux différents emplois, mais aussi du point de vue de l'expérimentateur cherchant à établir l'existence – ou non – d'une discrimination.

La première série d'indicateurs exprimant le point de vue des candidats se base sur les taux de

retour positif (prise d'info et/ou proposition de rendez-vous de la part du recruteur contacté) pour chaque type de candidature (celle intégrant des signaux de précarité sociale d'une part, celle dite de référence d'autre part) et sur la différence constatée entre ces deux taux. Cet indicateur est aisément interprétable puisqu'il calcule le « *rendement* » apparent de la démarche de recherche d'emploi en restituant les taux de retour qu'observerait chacun des deux candidats ayant effectivement envoyé un CV à chacune des offres d'emploi. Cependant, ce premier indicateur est insatisfaisant du point de vue de l'expérimentateur cherchant à établir l'existence – ou non – d'une discrimination, ce que fera de façon plus rigoureuse le calcul d'un second indicateur : la « *discrimination nette* » au sens du Bureau international du Travail (BIT).

Pour ce second indicateur, on commence par exclure chaque test où le recruteur n'a retourné aucune réponse positive à aucune des deux candidatures du test, car alors on ne peut écarter l'hypothèse que le recruteur ne les a même pas regardées (par exemple parce que son offre d'emploi est déjà pourvue). La mise en évidence statistique d'une discrimination nette ne peut s'appuyer que sur des tests où au moins l'un des deux CV a reçu une suite favorable, ce qui est considéré comme le signe que les deux CV ont été regardés, car ils ont été envoyés à peu près en même temps. S'il y a un déséquilibre statistiquement significatif (ce qui veut dire qu'il ne peut pas être dû au hasard), alors on pourra conclure, pour cette expérience, à l'existence d'une diffé-

rence de traitement, donc d'une discrimination. À l'issue de ce regard croisé, que nous disent les résultats ?

Concernant les réponses aux offres d'emploi dans les trois métiers de la vente en boutique, du nettoyage et de la restauration, notre *testing* ne permet pas de valider l'hypothèse d'une discrimination dans le cas des candidatures en réponse à une offre d'emploi sur ces métiers. La proportion de retours positifs de la part des recruteurs est presque identique pour les deux types de candidature (21,3% pour les CV avec marqueurs de précarité sociale contre 22,8% pour les CV dits de référence, différence non significative). Ce résultat d'ensemble se retrouve d'ailleurs également pour les trois métiers pris séparément.

Concernant les candidatures spontanées sur des emplois d'opérateur de caisse dans la grande distribution, on observe dans ce *testing* une discrimination statistiquement significative à l'encontre des candidatures porteuses de signaux de précarité sociale. En adoptant le point de vue des candidats, l'écart entre les taux de réponse positive est nettement perceptible : ce taux atteint seulement 11% pour les candidatures contenant des éléments de précarité sociale contre 17,3% pour les candidatures dites de référence, ces dernières recueillant donc 50% de réponses positives supplémentaires. Du point de vue de l'expérimentateur, l'indicateur de discrimination nette du BIT fait apparaître un taux plus élevé encore. Ainsi, quand les recruteurs contactés manifestent de l'intérêt pour les candidatures spontanées du *testing*, ils traitent de façon égale les deux candidatures dans 36% des cas ; quand ils préfèrent l'une des deux (64% des cas), ils privilégient trois fois sur quatre la candidature dite de référence au détriment de la candidature contenant des indices de précarité sociale.

Ces résultats se retrouvent parmi les paires de candidatures féminines comme parmi les paires de candidatures masculines, la discrimination nette atteignant +35% pour les premières et +25% pour les secondes.

Exemple de CV utilisé par le *testing*.
Extrait du Livre blanc
« On n'est pas traités comme tout le monde ».

Que conclure ?

Une fois encore, il apparaît nécessaire de conserver une certaine prudence au regard de ces résultats. Comme nous l'avons nous-mêmes rappelé, tout résultat de *testing* reste contingent aux conditions de l'expérimentation.

Est-ce à dire pour autant que tous ces résultats ne prouvent rien ? Non, loin de là. L'ensemble de ces *testings* contribuent à apporter des éléments certes ponctuels et localisés, mais dont l'accumulation construit peu à peu le mécanisme de la preuve.

Du reste, ces expériences n'avaient pas vocation à trancher définitivement la question de l'existence de discriminations au motif de précarité sociale. Ces études viennent cependant s'ajouter à des résultats antérieurs pour souligner, tantôt de façon directe – comme dans le cas de l'accès aux soins des bénéficiaires CMU – tantôt de façon indirecte – comme dans le cas de l'accès à l'emploi des jeunes de quartiers défavorisés – l'existence manifeste, dans certains contextes et pour certains événements de la vie, de possibles discriminations liées à la seule condition sociale précaire des personnes.

Rémi GRANGEON
Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale du Pais
rue Gioffredo - 06000 NICE

06 43 23 77 51
re.grangeon@laposte.net

ETUDES

2002 : BEPC

EXPERIENCE

2009 - 2013 : **Employé libre-service** rayon frais - LECLERC
facing
commandes
mise en place des promotions
référencement des nouveaux produits
mise en rayon
rotation des produits
conseils clients

2006 - 2009 : **Conseiller-vendeur** rayon décoration - CASTORAMA

2005-2006 (15 mois) **Employé commercial** - ASSOCIATION INTERMEDIAIRE REINSERTION EMPLOI

2004 (4 mois) **Agent Polyvalent** - FRANCE HANDLING

2004 (5 mois) **Agent de tri** - FEDEX

2004 (2 mois) **Distributeur journaux** - ADREXO

2003-2004 (5 mois) **Employé Espaces Verts** - SOCIETE VALLOIS

2003 (3 mois) **Vendeur en boulangerie** - LE FOURNIL

2002 et 2003 **Saisonnier** (cueillette, vendanges)

DIVERS

Football, natation
30 ans
Langue : bases en anglais
Pratique de l'informatique

1.2 UNE ANNÉE D'ÉVALUATION ET DE QUESTIONNEMENT

Les séminaires et démarches d'évaluation programmation au niveau national pour l'année 2012-2013 :	
30 nov - 01 déc 2012 ; 01 juil 2013	Évaluation du pôle Mobilisation-Communication-Publication
16-19 déc 2012	Évaluation de la coconstruction de propositions politiques lors de la démarche « Quelle école pour quelle société ? »
1-2 mai 2013	Évaluation de l'accueil dans le volontariat d'ATD Quart Monde (processus découverte du volontariat)
13 mai 2013	Journée d'évaluation du projet service civique à Lyon
29 juin 2013	Journée d'évaluation des groupes relais pour le renouvellement des équipes d'animation régionale
9-10 juillet 2013	Évaluation du projet HAVEA (Habiter et Apprendre à Vivre Ensemble Autrement) à Bezons
13-14 juillet 2013	Séminaire Chercheurs d'art
20-21 septembre 2013	Évaluation du pôle Administration Financement
12 octobre 2013	Évaluation de 10 ans d'action théâtre au Centre de promotion familiale sociale et culturelle à Noisy-le-Grand

« À travers nos actions, la population la plus pauvre a-t-elle gagné en liberté, en responsabilité, en fraternité ? » Telle était pour Joseph Wresinski la question centrale à se poser régulièrement en évaluant toutes nos actions et en les reprogrammant. Pour lui, sans une évaluation préalable à la programmation, le Mouvement ne manquerait pas de finir par dévier de son ambition première : libérer de la misère, mais à partir des plus pauvres et avec tous.

Le Mouvement ATD Quart Monde fait donc régulièrement des démarches d'évaluation programmation depuis ses débuts. Il s'agit à chaque fois de se rendre compte, avec les populations qui vivent la misère au quotidien, de l'impact réel des efforts et de la progression du combat contre la misère. À partir des perceptions croisées de tous les acteurs, chaque groupe local, chaque projet pilote, chaque combat transversal a pris les moyens d'identifier les avancées, les obstacles, pour en déduire les problématiques stratégiques et les évaluations précises à entreprendre. Ces problématiques singulières ont été discutées avec d'autres de trois manières : au niveau international avec d'autres groupes locaux, avec les autres groupes et projets de la même région, et au plan national.

De ces échanges et d'une série de travaux nationaux et internationaux ont émergé les composantes des Engagements communs 2014-2017.

1.2.1 Un exemple d'évaluation : les enseignements de la « démarche École » ou comment coconstruire des propositions politiques à partir d'une démarche commune ¹⁰.

La relative incapacité de notre système éducatif à réduire les inégalités est aujourd'hui presque unanimement reconnue. Il n'est pas un jour sans que des chiffres alarmants ne viennent nous interpellier. Dans un rapport du Conseil économique, social et environnemental de 2011, Xavier Nau souligne ainsi que les difficultés d'apprentissage sont très tôt installées : elles sont repérées dès le début de l'école élémentaire chez 15% des élèves. De plus les inégalités dans la réussite des enfants sont très nettement corrélées avec les situations sociales et culturelles de leurs familles.

Ce gâchis n'est pas inévitable. D'autres solutions sont possibles. Depuis sa création, ATD Quart Monde se bat contre cette injustice insupportable, expérimente des projets pilotes, propose de

¹⁰- L'évaluation qui est présentée ici est le résultat d'une démarche d'interviews d'une cinquantaine d'acteurs de l'action « quelle école pour quelle société ? » puis d'une analyse croisée de ces interviews lors d'un séminaire réunissant des parents en situation de pauvreté, des parents solidaires, des enseignants, des chercheurs et des volontaires-permanents d'ATD Quart Monde suivant la méthode « learning from success ». C'est cette analyse des raisons d'une influence politique réussie et des bonnes pratiques à retenir pour l'avenir qui est résumée ici.

nouvelles voies au nom d'un principe : l'accès au droit fondamental à l'éducation – article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme – doit « se faire avec tous et par la mobilisation de tous ».

Ainsi donc, le thème de l'école, de l'échec scolaire des enfants de familles pauvres ne s'est pas à nouveau imposé par hasard. Comme l'explique Bruno Tardieu, délégué national d'ATD Quart Monde France, « Bien qu'il soit permanent, ce combat pour l'école est directement lié au contrat d'engagements communs pour ATD Quart Monde en France pour la période 2008-2012. (...) Notre réflexion fondamentale sur les droits nous amène à dire que le droit seul ne suffit pas. Sans la fraternité, les droits volent en éclats : « Droits de l'homme, droits de l'Autre » dit Emmanuel Levinas. Si des droits comme le droit au logement nécessitent un sursaut civique par la mobilisation de tous, cette réflexion s'applique aussi à l'école. En effet, le droit à la scolarisation existe et est opposable. Mais cela ne suffit pas. Si les enfants se rejettent, si les parents et les enseignants se méprisent, le droit à l'éducation reste lettre morte... ».

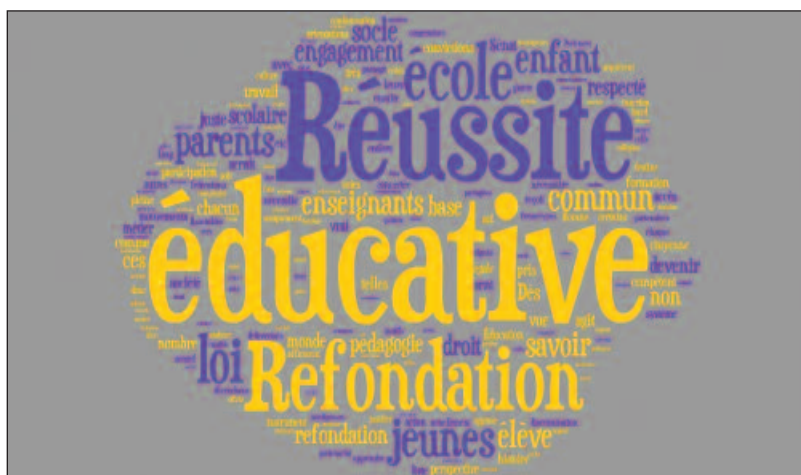
Forts de ce constat, nous nous sommes interrogés au cours de ces années : comment éviter l'échec qui menace actuellement le lien entre l'École et les enseignants d'une part, et les élèves et les parents en situation de grande difficulté sociale, d'autre part ? Comment faire pour que chaque enfant puisse développer tous ses potentiels ? Pour que notre école soit ambitieuse pour chaque enfant, pour chaque jeune ? Comment faire en sorte que l'École, appelée de ses vœux par le fondateur d'ATD Quart Monde, Joseph Wresinski, devienne réalité, « une école qui s'appuie sur les expériences d'entraide quotidienne vécues par les enfants dans les quartiers populaires, pour les développer et faire passer cette entraide dans la classe, une école qui transforme cette entraide en une vraie solidarité entre tous les enfants sans exception (...) » ?

La « démarche École »

« Quelle école pour quelle société ? » Telle est la question à laquelle la « démarche École » de ces dernières années a souhaité apporter des éléments de réponse, démarche qui a culminé dans le séminaire de restitution de Lyon de 2011 et dont l'impact s'est fait sentir jusque dans l'adoption de la « loi du 8 juillet 2013 pour la Refondation de l'École de la République ».

Au vu de cette réussite, nous avons décidé de procéder à une évaluation approfondie de la démarche, de la décortiquer en quelque sorte, afin de pouvoir en dégager les principes d'action et les bonnes pratiques applicables pour d'autres combats d'envergure. En effet par cette démarche nous sommes sortis d'un modèle traditionnel, dans lequel on écoute les plus démunis pour ensuite transmettre des propositions aux décideurs pour arriver à un modèle nouveau de coconstruction de propositions politiques associant d'emblée l'ensemble des intéressés. L'évaluation qui est présentée ici est le résultat d'une démarche d'interviews d'une cinquantaine d'acteurs de l'action « quelle école pour quelle société ? » puis d'une analyse croisée de ces interviews lors d'un séminaire réunissant des parents en situation de pauvreté, des parents solidaires, des enseignants, des chercheurs et des volontaires permanents d'ATD Quart Monde suivant la méthode « learning from success ».

Cet aboutissement, cette lente et patiente coconstruction de propositions politiques et citoyennes autour de ce pilier intégrateur de notre société qu'est et doit rester l'École a demandé du temps, de la rigueur et du travail.



• Du temps

Il nous a fallu en effet trois années pour parvenir à faire émerger, sédimenter et produire ces propositions. Pourquoi une si longue durée ? Parce que pour écouter et construire, il faut du temps : du temps pour aller au-devant des personnes qui vivent les difficultés ; du temps pour que les militants qui ont l'expérience de la précarité puissent échanger et écrire leur pensée avant de discuter avec d'autres acteurs ; du temps aussi pour que les acteurs de l'École se rencontrent, se confrontent et trouvent les chemins du dialogue et de l'apaisement pour mieux se connaître ; du temps enfin pour des rencontres de travail suffisamment longues pour rassembler tous les enseignements avant la tenue d'une réunion plénière réunissant l'ensemble des parties.

• De la rigueur

Réfléchir et produire des propositions ne s'improvise pas. Un moment de préparation est nécessaire pour représenter les familles, pour se présenter, connaître et comprendre le rôle de chacun et ce qu'il amène avec lui. Il est alors nécessaire de s'astreindre à une écoute pleine et entière, sans interruption afin que tous puissent s'exprimer dans un respect mutuel, à chaque étape de l'échange. Rigueur enfin aussi dans la synthèse et l'écriture des contributions : l'écrit représente en effet une étape fondamentale, exigeante de ce processus, à l'issue duquel le sentiment que rien d'essentiel n'a été oublié doit être validé par tous. Écrire avec des mots simples pour exprimer le signal de la parole, écrire pour conserver, écrire aussi pour pouvoir mobiliser les partenaires puis négocier et agir.

• Du travail

Une telle démarche exige de chacun des acteurs une implication, un sérieux et un retour sur soi exigeant. Pour la coconstruction, il faut en effet avant tout faire l'effort de bien identifier le but commun : cela implique un vrai travail sur l'identification des partenaires, sur l'essentiel de ce que l'on souhaite transmettre, faire avancer, ce qui suppose un constant recentrage sur le cœur du sujet, le tout dans un climat de confiance et sur un temps long. Cet effort demande également de se former : pour participer et oser

la confrontation, il faut être formé à oser prendre la parole, oser dire les choses essentielles même lorsqu'on semble à contre-courant. La démarche requiert enfin de tous, surtout lorsque les personnes sont peu habituées à ce genre d'exercice, de se préparer, de s'entraîner, d'accepter de découvrir des horizons nouveaux et donc de travailler les défis que cela représente.

• Oser associer les partenaires incontournables

Régulièrement les interlocuteurs du Mouvement sur la question de l'école nous disaient que le blocage venait d'une autre cause (les tenants de la pédagogie, les syndicats d'enseignants, les fédérations de parents d'élèves). Aussi, bien que non spécialistes, nous avons osé proposer à 12 de ces partenaires parmi les plus importants de porter avec nous la question : pourquoi l'école en France ne réduit plus les inégalités ? Cette question était très difficile à éviter pour tous ces partenaires conscients de la difficulté. Et plusieurs nous ont dit que le fait d'être réunis par ATD Quart Monde leur a permis de trouver des accords entre eux, malgré leur différences. L'idée s'est imposée que les familles les plus pauvres, les autres familles et tous les partenaires clés de l'école faisaient partie du problème et donc aussi de la solution. Tous ont accepté le postulat qu'il était possible de confronter leurs analyses, leurs propositions, de croiser leurs savoirs et leurs pratiques pour arriver à des propositions communes.

• Une question commune à tous les citoyens

Proposer une thématique non « marginalisante »



Festival des Savoirs et des Arts, à Maurepas. (Photo Bruno Masurel)

et un combat qui profite à tous a été une clé de la réussite. L'école est une question centrale pour les personnes en situation de pauvreté, mais aussi centrale pour tout le monde. Le plus souvent, les personnes en situation de pauvreté sont cantonnées dans des combats qui leur sont spécifiques ou réducteurs (sur les besoins biologiques comme un toit et de la nourriture). Si cette démarche a provoqué une véritable mobilisation, c'est qu'elle affirmait que les personnes en situation de pauvreté sont très attachées à l'école, et actait que tous – enfants, parents, enseignants des quartiers –, devaient se mobiliser pour que tous les enfants trouvent leur place.

• Oser choisir le timing politique

Le pari a été fait de coconstruire des propositions politiques pour une école pour tous avant les élections présidentielles et de pouvoir aller voir les candidats des partis de gouvernement avec les autres partenaires pour leur présenter la plateforme commune. La question de l'éducation a été effectivement posée pendant la campagne, par les grands partis et une fois les élections passées, les engagements pris ont eu des suites sous la forme d'une loi de Refondation de l'École de la République.

• S'appuyer sur des propositions expérimentées

Force est de constater que dans les propositions qui ont été jusqu'au bout de la création d'un accord, seules celles qui avaient été longuement expérimentées dans des projets pilotes et évaluées par les différentes parties prenantes ont été retenues. Deux propositions (sur l'amélioration de l'orientation dès l'enfance et pour les jeunes) qui n'étaient basées que sur une souffrance, mais n'avaient pas été expérimentées n'ont pas réussi à créer l'accord. Ainsi, nous découvrons que si la libération de la parole des exclus est vitale pour construire des propositions politiques, l'action expérimentale en partenariat avec les populations exclues est aussi une clé essentielle pour prouver que le changement est possible.

Des « Ateliers pour l'École », à Lyon, au vote de la loi École : une lente sédimentation

L'avènement des propositions sur l'École est donc l'histoire d'un effort de fond, d'une lente et patiente construction commune, marquée par de nombreuses étapes.

Des dialogues se sont tout d'abord noués au sein des quartiers entre parents et professeurs,

L'incompréhension mutuelle : un fléau à combattre par le dialogue.

Paroles de parents et d'enseignants extraits de « Quelle école pour quelle société ? », Éditions Quart Monde / Pascal Percq, 2012.

« Je me bats contre les préjugés familiaux. Quand le dernier d'une famille arrive au collège et qu'on lui dit : « On connaît déjà tes frères et sœurs ! ». Ce n'est pas bien de juger la famille d'après le nom. (...) Mon fils de 14 ans, ça le suit encore. »

« Quand l'enfant est perturbé, les parents hésitent à aller voir les professeurs. C'est difficile pour eux. Il faudrait des interprètes pour ceux qui ne comprennent pas. Des fois, les enfants sont perturbés et ils ne disent pas qu'il y a une réunion avec les professeurs. »

« Les parents ont peur des enseignants et les enseignants ont peur. Je pense qu'il y a des profs qui s'en prennent plein la tête par certains parents. »

« J'avais très peur des professeurs. Mon enfant était hyperactif. Il mettait le bazar. J'étais donc régulièrement convoquée. Comme j'étais mal à l'aise, je comprenais tout de travers. J'ai demandé à une amie de m'aider à comprendre les mots utilisés par l'école. Maintenant, ça passe beaucoup mieux. Mais j'ai encore peur à l'intérieur de moi. »

« Il y a des moyens de dialoguer même si c'est difficile. Comment mes gosses et ceux des autres peuvent réussir ? C'est la question de fond. Combien d'enfants ont eu leur scolarité gâchée par de mauvaises pratiques et par un manque de compréhension entre l'école et les parents. C'est une vie de combat que l'on mène. En primaire, on y arrive encore. Au collège, c'est la rupture, surtout quand on vit à sept dans cinquante mètres carrés. »

comme à Rennes. C'est là qu'on a découvert que les parents en situation de précarité appréhendaient de rencontrer les enseignants mais aussi que ces derniers avaient eux-mêmes peur : défiance, incompréhension réciproque, nous sommes au cœur de ces blocages qui, s'ils ne sont pas surmontés par la volonté d'écoute et de dialogue mutuels, sont à l'origine même de la discrimination sociale.

Quatre week-ends de croisement des savoirs ont ensuite eu lieu avec les différents acteurs : parents en précarité, parents d'autres milieux, enseignants et chercheurs, pour voir ensemble comment les enfants peuvent réussir.

Jennifer Quivront et Cathy Laethem, délégation ATD Quart Monde de Lille et Murielle Gélén, militante Quart Monde de Bretagne témoignent le 17 octobre 2013 devant le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, de la manière dont s'est construite la « démarche École ».

Jennifer Quivront : « C'est d'abord entre parents, avec ATD Quart Monde qu'on a commencé à discuter de l'école. On a réfléchi aux conditions qui permettaient aux enfants de mieux réussir à l'école, les conditions qui dépendaient des enfants, des parents et de l'école. À partir de photos qu'on choisissait, on a aussi exprimé ce que voulait dire « réussir à l'école ». D'après nous, c'est apprendre ce qu'il faut pour avoir un travail, oser parler et aussi réussir à vivre ensemble. « Ensuite nous avons travaillé une campagne des droits de l'enfant et nous l'avons proposée aux enseignants. Au début, ce n'était pas facile car on était parfois dans des liens agressifs avec l'école où on pensait qu'on se mêlait du travail de l'enseignant. Là, on sent qu'on est utile à la société ; on participe à la vie de l'école ; les autres parents nous voient participer ; on montre aux enseignants qu'on est là pour nos enfants. » (...)

Cathy Laethem : « On a participé à une rencontre entre parents et enseignants du quartier pour parler d'actions qui ont comme objectifs de rapprocher les parents et l'école : on a constaté que souvent les parents et les enseignants se renvoient la balle. Les parents pensent des choses négatives des enseignants et les enseignants croient que si les parents ne viennent pas aux réunions, c'est qu'ils ne s'intéressent pas à la réussite de leurs enfants. Cette réunion nous a permis aussi de mieux connaître les écoles du quartier et leurs projets. On a participé à deux Universités populaires Quart Monde sur l'école à Lille. On a échangé sur la façon dont on se sentait accueillis à l'école quand on était enfant ou en tant que parents. On a entendu beaucoup de peurs des parents. Une directrice a dit qu'il y avait aussi des peurs du côté des enseignants. »

Murielle Gélén : « Je m'appelle Murielle Gélén. J'habite au Blosne, qui est un quartier populaire de Rennes. Je suis la maman de 4 enfants, le plus jeune me cause beaucoup de soucis car il n'aime pas l'école et a du mal à apprendre. C'est pourquoi je milite à ATD Quart Monde pour que tous les enfants réussissent à l'école. J'ai participé aux combats pour l'école qu'ATD Quart Monde a mené ces trois dernières années : Tout d'abord j'ai participé pendant un an, au cours de trois week-ends, à une réflexion utilisant la démarche du croisement des savoirs. Il s'agissait de mettre

en place un dialogue entre des personnes disposant de savoirs différents : d'une part, celles qui vivent dans la précarité, d'autre part, celles qui ont un savoir reconnu comme les professionnels de l'éducation et les chercheurs. Il y avait aussi des parents solidaires.

Au premier séminaire, consacré aux conditions de la réussite à l'école, nous avons été très durs avec les enseignants qui ne comprenaient pas la haine que nous avions envers l'école.

Au deuxième séminaire, consacré aux obstacles à la réussite, c'est avec les parents solidaires que nous avons été agressifs et là nous avons été rejoints par les enseignants.

Au troisième séminaire, nous avons été capables de rédiger un texte commun contenant des propositions concrètes, par exemple, l'espace parents pour faire rentrer tous les parents dans l'école.

Grâce à ce travail, j'ai changé de regard envers les enseignants et cela m'a donné la force d'aller à la rencontre des enseignants de mes enfants pour essayer de trouver ensemble des solutions pour leur réussite. J'ai compris que si les parents ont peur des enseignants, ça va aussi dans l'autre sens.

Ensuite, forte de ce savoir, j'ai pu participer aux Ateliers de Lyon. C'était très impressionnant de se retrouver à 450 à l'École normale supérieure avec 80 parents, habitants de quartiers populaires, au côté d'enseignants, d'autres parents et de chercheurs. Nous étions tous bien décidés à faire des propositions ensemble pour changer l'école. Dans mon atelier, j'ai pu parler à armes égales avec des tas de gens aux statuts différents qui avaient la volonté de prendre le temps de s'écouter, de se comprendre. C'était magnifique. (...)

À la sortie des Ateliers, j'étais très enthousiaste et nous attendions avec impatience la signature de la plateforme par les syndicats d'enseignants, les fédérations de parents d'élèves et les mouvements pédagogiques. J'ai su qu'il y avait eu des tensions mais que tous étaient conscients de l'attente des parents qui vivent dans les quartiers populaires. Comme j'étais attentive au fait que le texte soit compréhensible par tout le monde, on m'a demandé de le relire pour trouver des mots simples. »

Ces moments ont permis de découvrir et de comprendre la source des conflits ; les gênes ont pu être décortiquées, dépassionnées et expliquées au sein de divers groupes de dialogue comme les Universités populaires Quart Monde, les groupes jeunes, les groupes d'enfants Taporï ou encore entre professeurs.

En parallèle, une plateforme citoyenne regroupant douze organisations ¹¹ s'est réunie une première fois en février 2011, puis à cinq autres reprises. Ce comité inter-partenarial a pu ainsi accompagner les ébauches de propositions avancées par ATD Quart Monde et valider les thèmes de travail soumis à l'examen des participants lors des Ateliers pour l'École des 11, 12, 13 novembre 2011 à l'École normale supérieure de Lyon.

Ces Ateliers pour l'École ont en quelque sorte constitué l'aboutissement de l'ensemble de la « démarche École ». 440 participants issus de cinq grands groupes d'acteurs s'y sont retrouvés : militants des milieux populaires, parents intéressés par la réussite de tous les enfants, professionnels de l'École, autres professionnels et personnes intéressées par la réussite de tous les enfants, chercheurs universitaires.

Les ateliers étaient centrés chacun sur une des 7 propositions, animés par une méthode inspirée du croisement des savoirs et des pratiques entre parents, enseignants et chercheurs. Les conclu-

sions finalement adoptées se sont donc appuyées en grande partie sur l'expérience, la parole et la pensée des parents, des jeunes et des enfants connaissant la grande pauvreté. Cette parole n'a elle-même pu être traduite que grâce à tout le travail en amont des rencontres locales, des week-ends de croisement des savoirs préparatoires.

Cette pensée a été confrontée à celle de chercheurs en pédagogie, et d'enseignants afin de créer des accords sur des propositions qui soient réalistes pour les uns comme pour les autres et aussi porteuse d'ambitions communes.

Les partenaires issus des mouvements pédagogiques, des syndicats, des fédérations de parents d'élèves et de diverses universités ont mesuré la cohérence qui existait entre les propositions de réformes de l'école et la méthodologie employée pour que la pensée de chacun compte, et que tous les savoirs se confrontent et arrivent à s'enrichir. Une des responsables a déclaré à la fin des ateliers qu'elle avait vécu « la pédagogie de l'égalité » et la mise en œuvre de manière politique du « tous capables ».

Suite aux Ateliers pour l'École, les 12 partenaires se sont à nouveau retrouvés plusieurs fois pour négocier l'accord sur une plateforme commune de propositions qui engageait chacune des organisations. Cinq des sept propositions élaborées à Lyon ont été menées jusqu'au bout. L'expérience commune des Ateliers pour l'École a donné une

Suite de l'intervention de Murielle Gélïn à l'Assemblée nationale le 17 octobre 2013

Le 8 juillet 2013, le Parlement adoptait la loi dite de Refondation de l'École de la République : récompense ou simple satisfaction du travail accompli, de nombreux éléments des conclusions des Ateliers pour l'École à Lyon se sont retrouvés dans ce texte de loi à la satisfaction des participants, comme Murielle :

« Au cours de l'année 2012-2013, j'ai été informée des discussions pendant l'élaboration de la loi par des membres du Mouvement qui se sont battus pour obtenir que des choses très importantes soient clairement affichées. J'ai été très heureuse que le Parlement adopte le 8 juillet 2013 cette loi. J'ai retenu trois points dans l'article 2 :

- La reconnaissance que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser.
- Pour garantir la réussite de tous, l'école doit se

construire avec la participation des parents, quelle que soit leur origine sociale.

- L'école doit favoriser la coopération avec les élèves par son organisation et ses méthodes, ainsi que par la formation des maîtres.

En conclusion : Qu'est-ce que j'attends maintenant ?

- Il y a urgence à appliquer cette loi parce que les parents dans nos quartiers se découragent et ne supportent plus que leurs enfants échouent à l'école.

- Pour moi cela passera par une vraie participation des parents et une bonne formation des enseignants.

- Nous savons que la loi ne suffit pas et nous serons présents dans les écoles de nos quartiers pour qu'enfin tous les enfants réussissent. »

11- ATD Quart Monde, SGEN-CFDT, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNPDEN, APPEL, FCPE, PEEP, AGSAS, AMF, Montessori, GFEN, ICEM-Pédagogie Freinet.

confiance suffisante pour que les organisations acceptent de prendre des risques et de sortir de leurs positions habituelles, par exemple dans un accord sur l'importance d'imposer la pédagogie de la coopération, vitale pour ceux qui ont le plus de mal à l'école.

Lors des consultations pour la loi de Refondation de l'École de la République, organisées par le gouvernement, l'ensemble des partenaires incontournables de la réforme a défendu le contenu de la plateforme commune. C'est la raison pour laquelle, après encore d'intenses dialogues au Parlement, ces propositions ont finalement été incluses dans la loi.

Au-delà de la satisfaction ressentie d'avoir abouti à la construction d'un dialogue fructueux, débouchant lui-même sur une série de propositions intégrées par la sphère politique, plusieurs enseignements semblent devoir être tirés de cette expérience unique : la certitude que la mobilisation citoyenne est aujourd'hui indispensable pour faire évoluer notre société, dépasser les peurs et les réflexes classiques ; le constat très net que seule l'émergence de cette parole, à condition que ce soit une parole patiente, construite, croisée et respectueuse de chacune des parties au débat, peut non seulement aider à transformer la décision politique mais aussi contribuer à pacifier notre société et faire reculer la peur. Enfin, la conviction que cette « démarche École » peut constituer

une nouvelle manière de construire la décision politique : en partant du réel – c'est-à-dire du rassemblement patient de l'ensemble des acteurs – des propositions ont pu émerger et devenir peu à peu consensuelles à force de dialogue, d'expérimentations à petite et moyenne échelle et pour finir, acquérir une légitimité qui fonde l'essence de la démocratie.

Un leader syndicaliste disait lors de l'évaluation de la démarche : « J'ai vécu une rupture politique. Il ne s'agit plus de penser une école qui va être pour tous, il s'agit d'aller chercher la pensée de ceux qui en sont exclus pour penser une école avec eux et alors elle sera pour tous. »

1.2.2 Lors du forum « Agir contre la misère », le débat structurant « Quel travail pour quelle société ? »

Au moment de lancer le processus d'évaluation programmation, la Délégation nationale a décidé de se concentrer sur quelques grandes problématiques et de les aborder de front lors de débats avec les principaux acteurs sociaux compétents.

ATD Quart Monde estime en effet que pour bien poser les sujets qui émergent des évaluations locales, et donc pour décider s'il vaut effectivement la peine d'investir dans ce domaine, il est essentiel de pouvoir travailler en amont ces

VENDREDI 1^{ER} MARS

13.00 OUVERTURE AU PUBLIC

14.00 **RENCONTRE**
Réinventer l'entreprise
14H-15H GÉRARD DISMEDI (auteur de L'entreprise réinventée), CHANTAL CAUDRON (salariée de Travailler et Apprendre Ensemble), @ BENOÎT STROHAK

15.00 **RENCONTRE**
Ensemble on sait mieux se défendre
15H-16H CARINE BAIWER et COUËTTE JANUTH, membres d'ATD Quart Monde en Belgique, participant à un travail collectif de parents d'enfants placés.

16.00 **RENCONTRE**
Citoyens
16H00-17H00 Film sur les Universités populaires Quart Monde. DELPHINE DUQUESNE, réalisatrice @ DIDIER WILLIAME

17.00 **RENCONTRE**
Université populaire Quart Monde, la construction du savoir émancipatoire
17H00-18H00 GENEVIÈVE TARDIEU, auteure, @ HÉLÈNE BÉZILLE, professeur de l'Université de Paris Est Créteil

18.00 **RENCONTRE**
Quel travail pour quelle société ?
18H-20H LOUIS GALLUCCI, président de la Frains et ancien PDG d'EADES ; THIERRY LEPAGE, futur secrétaire général de la CGT et des MEMBRES d'ATD Quart Monde @ DENIS CORDONNEUR

20.00 FERMETURE @ ANIMATEUR DU DÉBAT

SAMEDI 2 MARS

13.00 OUVERTURE AU PUBLIC

13.30 **RENCONTRE**
Quelle école pour quelle société ?
13H30-14H30 L'apport des familles vivant la grande pauvreté à la refondation de l'école. PASCAL PINGO, auteur. PIERRE-VINCE MACHONIER, Président d'ATD Quart Monde. RIGGS FILAK, ancien principal de collège.

15.00 **RENCONTRE**
Toutes nos envies (2h, 2011)
15H30-17H Claire, jeune juge, entraîne Stéphane, juge chevronné et désemparé, dans son combat contre le harcèlement. Suivi d'une rencontre avec le réalisateur PHILIPPE LIONET @ ISABELLE GORDANO

16.00 **RENCONTRE**
L'écriture contre la misère
16H30-18H00 NICK THROSKEN, JEAN-PIERRE DEFRONTO, auteurs du livre Des poètes contre la misère. LECORRE, militante d'ATD Quart Monde @ EUGÈNE BARBEZAT

17.00 **RENCONTRE**
La justice, une menace pour les pauvres ?
17H-18H DOMINIQUE ATTIAS, avocate, secrétaire générale du Barreau de Paris Solidarité ; SÉRGIE PORTILLU, vice-président au tribunal de Paris et DES MILITANTS de l'Université Populaire Quart Monde @ PIERRE-VINCE FILAK

19.00 FERMETURE @ ANIMATEUR DU DÉBAT

DIMANCHE 3 MARS

13.00 OUVERTURE AU PUBLIC

14.00 **RENCONTRE**
Tempête sous un crâne (2012)
14H-15H Une année scolaire au cœur d'un collège tenu par une équipe soudée, pour transmettre aux élèves les moyens de s'exprimer. Suivi d'un débat sur le rôle de CLARA BOUFFARTIGUES, réalisatrice, @ MARIE VERKINDT, professeure de collège.

15.00 **RENCONTRE**
La Pauvreté en milieu rural
15H-16H ANNE-CLAIRE LOUARD, PHILIPPE LADEBEUR, auteurs de Cher Suzanne et @ MARIE-OLÉNE NOVERT, volontaire d'ATD Quart Monde

16.00 **RENCONTRE**
Faut-il réinventer l'éducation populaire ?
16H-18H Vivre ensemble un moment d'éducation populaire, appuyés par MIGUEL BENABAYAS, @ JEAN-CLAUDE RICHEZ (NUPES), GENEVIÈVE TARDIEU (ATD Quart Monde), @ JIMÈME GODEY (MRJC) @ CHRISTOPHE GIBARD, ASMAE

17.00 **RENCONTRE**
Quelquefois on se trouve beau
16H-17H Vidéo sur un projet culturel à Norys le Grand (26) @ ANNE BERNARD, réalisatrice @ ANNE DE MARCENNE

18.00 FERMETURE @ ANIMATEUR DU DÉBAT

AGIR DÉBATTRE

S'INFORMER RÉFLÉCHIR

sujets avec d'autres partenaires, souvent professionnels, acteurs et spécialistes des problématiques concernées en les faisant interagir avec un public divers et intéressé.

Trois grands débats ont ainsi eu lieu dans le cadre du Forum agir contre la misère les 1^{er}, 2 et 3 mars 2013 à la Cité des Sciences de la Villette et ont réuni chacun plusieurs centaines de personnes. Ils ont surtout permis à des personnes en situation de pauvreté, à des chercheurs et à des praticiens de ces deux champs essentiels que sont le droit et la participation citoyenne de se parler, de se confronter, de s'apprécier, bref, de dialoguer.

Ces trois grands moments ont en outre permis de décider des stratégies qui apparaissent dans le programme d'action 2014-2017.

- **Le premier débat**, « La justice, une menace pour les pauvres ? » a permis de voir combien ce sujet est brûlant pour les plus démunis : tout en subissant de nombreuses injustices, ils se retrouvent néanmoins souvent sur le banc des accusés. De là, cette question fondamentale à laquelle les intervenants ont tour à tour apporté leurs témoignages : Comment passer des incompréhensions, parfois profondes entre ces justiciables les plus vulnérables, et les professionnels du droit, à une alliance pour faire avancer les droits de tous ?
- **Le second**, « Faut-il réinventer l'éducation populaire ? » a mis en lumière le fait que les nouvelles initiatives d'élus ou de services publics, destinées à interagir avec le public pour coconstruire les politiques publiques, courent le risque de ne mobiliser que les plus éduqués et les plus inclus des citoyens. Il est donc urgent de s'interroger sur les conditions qui, demain, permettront d'inclure de manière pertinente et respectueuse les plus éloignés de notre démocratie.
- **Le troisième débat** est sans nul doute celui qui a le plus influencé le programme d'action 2014-2017 en ce qu'il a contribué à en faire une des trois priorités d'action (programme présenté partie 2, p. 32 : Construire une stratégie contre la fatalité).

Le débat du 1^{er} mars « Quel travail pour quelle société ? »

Plusieurs constats, réalisés au cours de diverses rencontres, ont amené à approfondir ce sujet. Un séminaire des Universités populaires Quart Monde

au Conseil économique et social européen avait ainsi fait apparaître des situations où des personnes très démunies travaillaient sans salaire de crainte de perdre leur travail. De nombreux militants Quart Monde ont, en de nombreuses occasions, exprimé leur volonté inébranlable de travailler, tout en soulignant la difficulté à trouver du travail et la contrainte d'accepter des travaux extrêmement précaires, comme par exemple, la nécessité, pour arriver à effectuer une heure de nettoyage la nuit, d'amener sur place le matériel de nettoyage alors qu'il n'y a pas de transports publics.

Devant ces préoccupations constantes et fortes, le Mouvement ATD Quart Monde a alors demandé à des volontaires-permanents de rejoindre les personnes qui vivent ces emplois très précaires, et a choisi de partager cette démarche dès l'origine avec deux syndicats partenaires. Là encore ces expériences ont fait apparaître des conditions de travail indécentes, des heures non payées, des situations d'isolement et d'épuisement. Les écrits de ces volontaires-permanents ont permis aux membres du Mouvement en situation de pauvreté d'oser dire plus sur ces conditions dégradantes.

Au regard des enseignements fournis par l'entreprise écosolidaire « Travailler et Apprendre ensemble », projet pilote d'ATD Quart Monde, qui prouve que personne n'est inemployable, nous avons posé la question suivante qui fut l'objet du troisième débat : « Quel travail pour quelle société ? »

Dans une salle réunissant salariés, personnes sans emploi, responsables ou cadres d'entreprises, associations, un groupe préparatoire (formé de militants de la CGT, de la CGT chômeurs et précaires et d'ATD Quart Monde) a posé trois questions afin de structurer le débat auquel Louis Gallois (actuellement président de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale) et Thierry Le Paon (futur secrétaire général de la CGT) prêtaient leurs concours :

- la question de la compétitivité et de ce qu'elle implique,
- la question du recrutement,
- enfin, celle de l'insupportable isolement des personnes sans emploi.

Mais avant d'aborder chacun des thèmes, salariés et chômeurs ont pu redire ce que signifiait l'emploi, pour eux : « être utile dans les yeux de

l'autre », « participer à un collectif », « une bonne entente entre collègues, se sentir respecté » furent quelques-unes des expressions utilisées. Louis Gallois résumant en ces termes : « Ce que j'entends, c'est que le travail c'est la dignité et c'est la relation avec les autres ; et donc l'absence de travail, c'est quelque chose qui heurte la dignité et coupe des autres ». Tandis que Thierry Le Paon retenait : « La volonté d'autonomie ; la volonté d'être responsable et puis l'utilité ; quand on a ces trois mots-là, c'est en fait la place de l'humain dans notre société. »

Extraits :

Quelle compétitivité ?

Les prises de parole ont rappelé dans un premier temps ce que cette compétitivité pouvait entraîner comme souffrance humaine, comme précarité.

■ **Luisa Ben Bouzid (CGT chômeurs et précaires) :** « La compétitivité dans le secteur du nettoyage s'illustre aujourd'hui par une compétitivité qui s'exerce entre salariés, c'est-à-dire entre femmes de ménage. Par exemple, dans la majorité des hôtels, spécialement les grands hôtels ou les chaînes, on arrive à des contrats de sous-traitants, d'exécutants, etc., qui amènent maintenant à payer les femmes de ménage à la chambre. C'est-à-dire que vous allez recevoir une somme bien précise, mais pour une chambre, ce qui pousse les salariés à travailler dans des conditions exécrables parce que l'objectif ça va être d'avoir le salaire à minima ; donc elles vont se retrouver à devoir faire 20, 30, 40, 50 chambres par exemple en 1 ou 2 heures pour pouvoir avoir un salaire minimum. Et elles sont directement en compétition avec d'autres femmes de ménage qui, elles, vont être payées à l'heure.

Parmi les pistes de réflexion évoquées, destinées à combattre les effets destructeurs de cette compétitivité, placée souvent au-dessus de tout, plusieurs ont émergé : à commencer par le rappel de l'exercice du droit et la nécessité de faire déjà simplement appliquer la loi. Celle, ensuite d'avoir pour objectif de faire en sorte que « les règles du jeu soient toujours plus favorables au respect des personnes », par exemple en « limitant les contrats courts et surtout les contrats ultra-courts ».

■ **Louis Gallois** rappelait une réalité : « Il y a 21 millions d'embauches chaque année en France, 3 millions en CDI (contrat à durée indéterminée) et 18 millions en contrat à durée déterminée. Et

sur ces 18 millions, il y en a 14 millions en contrat de moins d'un mois, alors évidemment ce sont les mêmes, des gens ont 20 contrats dans l'année. C'est un système qui s'est emballé et qui ne peut pas continuer ; donc il faut limiter, je ne dis pas qu'il faut le supprimer parce qu'on a toujours besoin d'intérim, il faut d'abord valoriser l'intérim, il faut apporter de la sécurité aux gens qui sont dans l'intérim en termes de formation, de garantie de droits, de pérennité de droits dans le temps. Je crois aussi qu'il faut essayer de limiter le volume de ces emplois précaires. Et, deuxième chose, il faut jouer plutôt la formation des personnels, l'élévation du niveau de qualification parce que c'est comme ça qu'on aura de l'innovation et de la qualité dans les produits. »

Comment améliorer les pratiques du recrutement ?

Ce qui frappe dans l'ensemble des témoignages recueillis, c'est l'impression que la sélection opérée est aveugle, qu'elle reconnaît moins la « valeur de travail » que le diplôme, ou encore que le niveau de diplôme exigé n'est plus en phase avec les compétences réellement requises, avec le risque de voir se multiplier les discriminations.

■ **William Cardon (militant ATD Quart Monde)** témoigne : « Lorsque je cherche une place de cariste, je fais aussi bien les annonces sur les journaux qu'à Pôle emploi ; il y a écrit : on recherche des caristes avec bac +2, bac +3. Moi, j'ai arrêté l'école à 15 ans, je ne savais pas lire, pas écrire donc je n'ai pas passé le bac. Par contre, le poste qu'on proposait, je sais le faire, ça fait maintenant 17 ans que je suis magasinier cariste. Je sais le faire, mais par contre je ne peux pas postuler pour avoir du travail parce que je n'ai pas le diplôme qu'ils demandent. À l'heure d'aujourd'hui on ne nous reconnaît pas sur notre valeur de travail. On ne me donne pas ma chance de faire voir ce que je sais faire, mais par contre on me demande si j'ai bac +2 ou bac+3 ! (...) Quand je suis intérimaire, c'est la boîte d'intérim qui m'envoie, c'est-à-dire la société qui réclame un cariste m'emploie en tant que cariste – j'ai pas le bac ! Mais par contre pour pouvoir postuler pour un CDI, là on me demande le bac. Donc, là je ne comprends pas. »

■ **Luisa Ben Bouzid** complète : « Le problème qu'il y a c'est effectivement le nombre de demandeurs d'emploi pour le nombre de postes, donc forcément il y a un décalage entre les deux et qu'est-ce qui se passe derrière, c'est que les CV se multiplient et s'accumulent dans les bureaux et derrière il y a une espèce de tri sélectif qui se fait.



Débat travail, Forum contre la misère, Cité des Sciences, à La Villette, avec Louis Gallois. (Photo François Philpneau)

Ce tri sélectif, malheureusement, il va tenir compte de certains critères qui vont de fait exclure certains privés d'emploi à des postes. (...) Donc voilà le problème aujourd'hui, au-delà de ce que disait William, c'est ça. »

Face à ces défis, et même si aucune solution « miracle » n'existe, plusieurs points ont tout de même été rappelés par le futur secrétaire général de la CGT et Louis Gallois :

■ « On est confronté, a rappelé **Thierry Le Paon**, à un chômage de masse... et la situation de manque d'emplois provoque aussi pour les entreprises d'opérer des choix qu'elles n'auraient pas opérés s'il y avait une période de croissance, une période de plein emploi. (...) On a aussi un problème de surestimation des postes. Moi aussi, je l'ai constaté à plusieurs reprises, le niveau de recrutement pour un poste où il suffirait d'un niveau de qualification n°4 ou n°5, on recrute d'emblée au bac (...). Un sujet me préoccupe... il y a 15% aujourd'hui seulement des offres d'emploi qui passent par le service public de l'emploi. En fait, les recrutements se font en dehors du service public... La grande majorité aujourd'hui ça se fait par des boîtes d'intérimaires, ça se fait par de la connaissance, ça se fait sur un lien parental ; quand on n'augmente pas beaucoup le salaire de la mère de famille pendant les 15 jours, ou 3 semaines, ou le mois d'été, on va prendre sa fille ! Et puis, pendant que la mère a ses 4 semaines de congés payés, la fille travaille, et quand la mère rentre, elle dit : j'ai pas été augmentée, mais ma

gamine a eu un peu de boulot ; elle m'en demande un peu moins donc j'ai gagné un peu plus. On est encore sur des mécaniques comme celles-ci, et si on n'a pas un traitement public de ces questions-là, forcément en bout de course c'est l'employeur qui décide, c'est lui qui choisit et qui, et comment, et pour quelle durée et pour quel tarif. »

Louis Gallois a confirmé la réalité de la sélectivité par le diplôme en période de chômage de masse. Toutefois, a-t-il estimé : « ce qui est très important, c'est qu'il faut arriver à valoriser les acquis professionnels. Je pense que là, l'État a une responsabilité de mettre en place un système de valorisation d'acquis professionnels. Quelqu'un qui a

été cariste pendant 4 ou 5 ans doit pouvoir le valoriser lorsqu'il cherche du boulot... Quant aux entreprises, il faut faire la chasse aux discriminations, il y a des discriminations inacceptables, celles qui viennent des quartiers sensibles... le chômeur de longue durée... Je pense que si les entreprises ne modifient pas leur comportement, il faudra aller à des quotas. »

Combattre l'isolement ou la difficulté de créer du lien

■ **William Cardon** rappelle quelques réalités peu visibles : « Vous avez des personnes qui sont isolées chez elles parce qu'elles n'ont pas d'emploi, mais vous en avez aussi qui sont isolées dans des entreprises et qui n'ont personne ou qui ne savent pas vers qui elles peuvent se tourner aujourd'hui. (...) Pendant les pauses, on ne les voit jamais à la machine à café, ils font ceux qui vont aux toilettes, qui vont se changer dans les vestiaires ; pendant l'heure de midi, ils vont se promener au lieu de manger... On a l'impression que ces personnes-là, il n'y a personne qui les voit ou qui s'en occupe ; alors que la première personne qui peut être alarmée et à l'écoute – aussi bien des chômeurs qui ne savent pas beaucoup qu'ils peuvent être aidés par certains syndicats, qui ne le savent même pas du tout –, dans les entreprises, les premières personnes qui sont alertées c'est quand même aussi bien les représentants du personnel que les services sociaux qui sont dans les entreprises. Aujourd'hui, ça on ne l'a pas. »

Face à cette dure réalité, Thierry Le Paon reconnaît l'importance des progrès qui restent à accomplir pour l'ensemble des organisations et des associations afin de créer ce lien qui manque tant aujourd'hui : « L'entreprise a évolué, le syndicalisme a eu beaucoup de mal à évoluer. Il a encore beaucoup de mal à évoluer et on a beaucoup d'efforts à faire pour être avec ceux qu'on voudrait être... C'est une vraie question, y compris dans les relations qu'on doit avoir avec le monde associatif et le monde syndical, deux mondes structurés qui ne se parlent pas, qui ne se côtoient pas ou peu, et pourtant on a sans doute beaucoup à apprendre les uns des autres (...) ».

Comment créer un projet ambitieux de société ?

La dernière partie du débat s'est efforcée de caractériser ce qui pourrait ressembler à un début de solution, au service d'une société apaisée, plus unie et plus juste, où chacun cocontribue à construire l'ensemble. Et là, un mot n'a cessé de revenir : « Comprendre ». « Comprendre comment mieux utiliser l'argent », « Comprendre les raisons pour lesquelles on régresse », « Comprendre les lois que l'on fait » pour améliorer les choses... et faire en sorte que « l'homme soit au centre ». Louis Gallois souscrit à ce sentiment : « Si on veut changer le monde, il faut le comprendre.

Et je pense que l'effort de réflexion, d'analyse il est extrêmement important et il peut être mené par tout le monde. Il n'y pas les intellectuels qui essaient de comprendre, et les autres. Tout le monde peut avoir sa compréhension du monde dans lequel nous vivons et je pense que c'est le meilleur moyen de le changer. »

1.2.3 La participation d'ATD Quart Monde à deux séminaires internationaux sur l'évaluation des Objectifs du millénaire pour le développement

En matière de grande pauvreté, la France, n'est hélas, pas seule. C'est pourquoi il existe, en parallèle des actions menées au niveau national, une recherche destinée à permettre d'acquérir des repères et de se donner des objectifs communs à l'échelon européen et international. ATD Quart Monde France contribue aux efforts du Mouvement international ATD Quart Monde pour faire bouger les lignes au plan mondial.

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont ainsi constitué pendant plus de dix ans une boussole importante de l'évolution de la pauvreté.



Séance de préparation, Pierrelaye. (Photo François Philiponeau)

En 2011, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon s'est toutefois interrogé sur l'impact réel de ces OMD sur les personnes les plus affectées par l'extrême pauvreté. En effet, selon lui, il faut se rendre à l'évidence : si les indicateurs montrent bien un recul global de la pauvreté « les plus vulnérables n'ont pas été touchés ».

Sur la base de ce constat, les Nations unies ont donné mandat à ATD Quart Monde pour mener dans onze pays un programme de recherche-action participative permettant aux personnes en situation de grande pauvreté de contribuer, par leur expérience et leur savoir, à l'évaluation des OMD et à la mise en œuvre des droits de l'homme. La raison d'être de ce programme procède au départ d'une interrogation simple : peut-on parler de pauvreté, créer des politiques de lutte contre la pauvreté sans associer à la conception de cette politique et à ses objectifs les premiers concernés, c'est-à-dire les pauvres eux-mêmes ? Nouveauté remarquable de cette évaluation participative : deux pays-témoins « développés » – la Belgique et la Pologne – font partie du programme. Il s'agit là d'un signe fort nous rappelant encore et toujours que l'extrême pauvreté continue d'assombrir l'existence de millions de personnes partout dans le monde : certes, dans les pays dits en développement, mais aussi dans les régions dites développées comme l'Europe et l'Amérique du Nord.

En apportant la contribution de populations en situation de grande pauvreté au processus post-2015, destiné à prolonger les OMD, l'objectif de ces travaux est donc clairement de produire des propositions pour rendre plus efficaces les programmes et politiques de lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté.

D'autre part, il nous a semblé opportun de mener une évaluation de nos propres actions en même temps que de participer à l'évaluation d'efforts publics contre la misère, afin que le programme d'action, que nous allions construire, soit cohérent avec les demandes que nous pouvions faire sur le programme d'action de la communauté internationale.

À la demande des Nations unies, ATD Quart Monde s'est donc investi dans cette évaluation afin de contribuer à produire des propositions pour rendre plus efficaces les programmes et les politiques de lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté.

En 2013, des délégués d'ATD Quart Monde France ont participé à deux séminaires dans le cadre de cette recherche-action :

- Un séminaire européen au Comité des régions à Bruxelles, du 20 au 22 janvier 2013 avec des délégations de Belgique, d'Espagne, de France, de Pologne et aussi d'Haïti, de l'Île Maurice et des Philippines ;
- Le séminaire international de synthèse, tenu au siège des Nations unies à New York du 26 au 27 juin 2013 avec des délégations de huit pays (Bangladesh, Belgique, Bolivie, Burkina Faso, États-Unis, France, Madagascar, Pérou), qui a permis d'aboutir à une série de propositions concrètes.

La démarche

S'inspirant de la méthodologie du croisement des savoirs¹², l'évaluation des OMD s'est faite en trois grandes étapes, largement inspirée de la « démarche École » :

- La mise en place de rencontres hebdomadaires ou mensuelles avec les personnes en situation de pauvreté. Ces rencontres, fondées sur l'écoute et le respect mutuels ont permis aux participants de vaincre leurs peurs, d'apprendre à oser la prise de parole et à construire un savoir collectif. Ensemble, ces hommes et ces femmes ont pu ainsi évaluer l'impact des politiques sur leurs vies quotidiennes et, ensemble, esquisser des propositions destinées à mieux répondre aux réalités qu'ils affrontaient chaque jour.
- Parallèlement, des universitaires ainsi que des professionnels du développement, se sont rencontrés régulièrement afin de préparer leur dialogue avec les personnes en situation de pauvreté, qui demande écoute et humilité.
- Les deux groupes se sont finalement rencontrés au cours de plusieurs séminaires internationaux pour partager leurs réflexions et construire ensemble des propositions : le séminaire de la Paz ou encore, ceux de Bruxelles (Belgique), de Pierrelaye (France), d'Antananarive (Madagascar) et de Ouagadougou (Burkina Faso).

12- Cf. <http://www.atd-quartmonde.org/charte-du-croisement-des-savoirs.html>

Un exemple de journée d'étude sur l'évaluation des Objectifs du Millénaire, le séminaire « Agir pour un développement durable qui n'oublie personne » les 20-22 janvier 2013 à Bruxelles

Cette rencontre s'est construite autour de trois ateliers :

- Le premier s'est réuni autour d'un constat : il n'y aura pas de développement durable tant que certains continueront à ne pas être associés à la marche du monde. Ainsi cette session a-t-elle permis de mettre en lumière des exemples d'initiatives citoyennes montrant comment des personnes vivant dans la grande pauvreté participent à la vie de leur cité et de leur pays, soutenues par d'autres qui s'engagent à leurs côtés : avec d'autres initiatives, ainsi par exemple celle du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale belge, service fédéral ayant permis de créer un dialogue continu entre acteurs publics et personnes en situation de grandes pauvreté. ATD Quart Monde a pu partager avec l'ensemble des participants l'expérience très forte vécue sur la « démarche École ».
- Un deuxième atelier est revenu sur la nécessité absolue de pouvoir garantir à chacun l'accès aux droits fondamentaux. Or l'atteinte de cet

objectif suppose une nouvelle fois de s'interroger au préalable : comment permettre l'accès effectif de ceux qui vivent dans des situations de pauvreté chronique aux droits au logement, aux soins, à l'éducation et à l'emploi ? Des associations comme « Le Pivot », le Movimiento Cuarto Mundo espagnol, ou encore le Miedzynarodowy Ruch ATD Czwarty Swiat et Social Watch, venus de Pologne, ont apporté leurs témoignages.

- Un dernier atelier, réunissant les contributions d'ATD Quart Monde Philippines, Haïti, le Centre des demandeurs d'asile de la Croix-Rouge de Natoye (Belgique) ou encore, l'Association chinoise pour la coopération des ONG (CANGO) a rappelé que lutter contre l'extrême pauvreté doit être une priorité au Nord comme au Sud. Banalité ? Bien au contraire ! Contrairement à ce que pourrait laisser penser des expressions clivantes séparant les « pays développés », des « émergents » et des pays dits « en développement », la situation d'extrême pauvreté renvoie à une même réalité : celle d'être rejeté et culpabilisé parce qu'on vit dans la misère. Cet atelier s'est donc penché sur la manière de combattre l'isolement, de travailler sur les liens entre les personnes vivant dans la pauvreté, les autres citoyens et les autorités ; ce fut aussi l'occasion d'aborder la question des migrants et des populations déplacées.



Participants au séminaire de synthèse, New York, juin 2013. (Photo Katharina Gotzler)

Le séminaire de synthèse de New York de juin 2013 a posé six grands constats et permis d'aboutir à cinq recommandations pour l'après 2015

Six constats

=> Cette évaluation participative a tout d'abord permis à tous les participants de reconnaître la violence extrême que représente l'extrême pauvreté, par ce qu'elle implique de stigmatisation, de discrimination et d'humiliation, et de constater que combattre la pauvreté a souvent abouti, paradoxalement, à surtout combattre les communautés les plus pauvres, qui de ce fait ont subi une longue histoire de persécutions et d'exploitation. Bref, on ne le dira jamais avec assez de force : l'extrême pauvreté représente un gâchis humain inacceptable ¹³.

=> Deuxième constat : mener une réflexion commune, sur un pied d'égalité, avec des personnes enlisées dans l'extrême pauvreté est non seulement une absolue nécessité, mais demande de dépasser beaucoup d'obstacles des deux côtés. Les personnes en situation de pauvreté ont besoin de temps pour construire une compréhension collective de leur situation, pour se sentir acteurs et acquérir une fierté qui fassent contrepoids à la stigmatisation et à l'isolement dont elles souffrent. Pour les personnes plus aisées, le partage du pouvoir est souvent le défi le plus redoutable : il requiert un réel engagement pour un dialogue à égalité fondé sur un sens de la justice ¹⁴.

=> Troisième apport : le dialogue mondial sur le cadre de développement d'après 2015 doit à la fois relier et distinguer inégalités, pauvreté et extrême pauvreté. Il faut des moyens plus adéquats, plus participatifs pour mesurer la pauvreté et l'extrême pauvreté et pour dissiper les illusions créées par des statistiques mondiales trompeuses. Le critère d'1,25\$ par jour ne devrait plus être considéré comme une mesure internationale fiable de l'extrême pauvreté. Des programmes fondés sur les OMD n'ont pas atteint les populations les plus pauvres et ont ignoré les liens entre inégalités, pauvreté et justice climatique. Il conviendrait de ne considérer les objectifs de développement atteints que s'ils ont touché la totalité du groupe concerné, y compris les 20% les plus pauvres dans chaque catégorie de population, au niveau national ou local. Un nou-

veau modèle de développement devrait donc comprendre des objectifs de construction de la paix et de renforcement de l'État pour aider les États fragiles ou sortant de conflits ; il devrait également aligner les objectifs de développement sur les normes des droits de l'homme ¹⁵.

=> L'ensemble des contributions a par ailleurs mis en évidence que très souvent, les projets de développement fonctionnent contre les personnes en situation d'extrême pauvreté, et non pour elles. Des projets de développement inadaptés leur font du tort, et il arrive que l'aide internationale réduise les plus pauvres au silence. Les investissements échouent à atteindre les plus appauvris travaillant dans le secteur informel et à leur fournir des soins de santé de qualité, un système de protection sociale, un logement et des installations sanitaires. Les projets de développement doivent améliorer l'égalité entre les sexes et prendre en compte l'apport des migrants ¹⁶.

=> Le cinquième constat part des résultats mitigés constatés concernant les objectifs liés à l'éducation. Les principaux obstacles sont la discrimination, la stigmatisation des élèves défavorisés et de leurs parents, les coûts cachés de « la scolarité gratuite », l'absence de papiers d'identité des élèves, et la tendance croissante à la privatisation de l'éducation qui affaiblit les écoles publiques. Une éducation de qualité pour tous, avec des résultats qui profitent réellement aux élèves et à leurs communautés, demande un environnement scolaire fondé sur le partenariat et la coopération ¹⁷.

=> Le dernier constat s'est attaché à rappeler l'importance qu'il y a à associer et intégrer les personnes en situation de grande pauvreté à l'amélioration de leur condition. Il souligne combien les personnes vivant cette pauvreté aimeraient pouvoir participer plus largement au processus de développement lui-même, car cette participation est un processus d'apprentissage et de renouvellement pour les personnes et les institutions qui s'y engagent.

13- Chapitre 1. et Appendice B du rapport de synthèse : "Challenge 2015 : Towards sustainable development that leaves no one behind".

14- Chapitre 2. idem.

15- Chapitre 3. idem.

16- Chapitre 4. idem.

17- Chapitre 5. idem.

Cinq recommandations pour le cadre de développement d'après 2015

1. Ne laisser personne en arrière.

■ « C'est difficile d'accéder à ses droits. Certains finissent par y renoncer. Ce qui nous maintient aussi dans la pauvreté, c'est la discrimination et l'humiliation que rencontrent les pauvres. La façon dont on regarde les pauvres est si dure que la pauvreté reste cachée : les gens ont honte. » (*Un participant français*).

Ne laisser personne en arrière requiert l'élimination des discriminations fondées sur le sexe, l'origine sociale ou la pauvreté et la recherche active de contacts avec les groupes de populations les plus démunis. Cela demande aussi d'aligner les objectifs de développement et leur mise en œuvre sur les normes des droits de l'homme, en accord avec les principes directeurs des Nations unies sur extrême pauvreté et droits de l'homme.

2. Introduire les personnes en situation d'extrême pauvreté comme de nouveaux partenaires dans le processus d'élaboration des connaissances pour des formes de développement plus durables.

■ « Il y a plein d'aide ici. Mais ils la distribuent sans savoir qui en a le plus besoin, alors souvent les plus pauvres ne sont pas aidés du tout. Cette aide crée des jalousies, divise notre communauté, et finit par isoler encore plus les plus pauvres et par aggraver leur situation. » (*Un participant du Sénégal*).

■ « Même s'ils vivent dans la grande pauvreté, les gens ont des idées. C'est quand personne ne reconnaît leurs idées qu'ils tombent encore plus profond dans la misère. » (*Un participant du Burkina Faso*)

C'est seulement en mettant au cœur de notre travail un partenariat authentique avec les personnes en situation d'extrême pauvreté que nous pourrions construire un monde où chaque personne pourra vivre décemment et avoir une place dans sa communauté. L'indice de pauvreté multidimensionnel des Nations unies (IPM) devrait remplacer l'indicateur de 1,25 \$ par jour pour mesurer l'extrême pauvreté. L'IPM mesure les privations vécues par les ménages en ce qui concerne la santé, l'éducation et le niveau de vie. Ces mesures devraient être affinées en y ajoutant la mesure de la discrimination et de l'exclusion

sociale. La méthodologie du croisement des savoirs, développée par le Mouvement ATD Quart Monde, pourrait aider à définir et quantifier ces nouvelles mesures, en partenariat avec des populations en grande pauvreté.

3. Promouvoir une économie qui respecte les personnes et l'environnement.

■ « Le manque d'habits, la peur, l'exclusion, le sentiment de rejet, la honte et la timidité sont les obstacles que rencontrent les jeunes pour suivre une formation professionnelle et pour chercher du travail. Leurs droits humains fondamentaux ne sont pas respectés : le droit à l'alimentation, au logement, à la santé, aux certificats de naissance... L'aspect humain est négligé. » (*Un participant de Madagascar*).

Il est nécessaire de soutenir le plein emploi et le travail décent pour tous, et la mise en œuvre de socles nationaux de protection sociale dans tous les pays. Cela suppose un mécanisme international pour financer et soutenir la mise en place de ces socles quand les ressources suffisantes n'existent pas. Leur conception, leur suivi et leur mise en œuvre devraient se faire avec la participation des syndicats, de la société civile, et des personnes en situation d'extrême pauvreté, comme l'ont souligné dans leur déclaration commune ATD Quart Monde, ITUC et Social Watch (appendice A).

4. Assurer l'éducation et la formation pour tous en se basant sur la coopération, et non sur la compétition, entre élèves, professeurs, parents et communautés.

■ En Bolivie, un professeur a dit à une maman : « Votre fils sera comme son ivrogne de père ! Pourquoi vous ne vous en débarrassez pas en lui trouvant une femme à épouser ? »

■ Un participant haïtien :

« Quand j'allais à l'école en province, ma mère n'arrivait pas à trouver l'argent pour acheter les fournitures scolaires. On me renvoyait à la maison chaque fois que je n'avais pas le livre qu'il fallait. À la fin, j'ai quitté l'école sans avoir rien appris. Quand on est arrivé à Port au Prince, j'ai été à nouveau inscrit à l'école mais je n'ai pas pu y rester pour les mêmes raisons. »

La plupart des délégations ayant participé à notre processus d'évaluation ont déclaré que l'école est le meilleur moyen pour que les enfants se libèrent de la pauvreté, à condition que la péda-

gogie et que le contenu des cours soient adaptés à l'ensemble de la communauté, et pas seulement aux familles les plus aisées. Elles ont demandé que les programmes d'éducation suppriment les obstacles à une éducation de qualité – obstacles souvent cachés comme la discrimination, les coûts indirects –, qu'ils élaborent des formes d'éducation coopérative en partenariat avec les communautés et qu'ils assurent une éducation de bonne qualité conduisant à une amélioration des résultats pour les enfants en situation de pauvreté.

5. Promouvoir la paix à travers une bonne gouvernance participative

■ « Qui veut d'une telle vie ? Nous rêvons d'une vie meilleure, avec un logement décent et une vraie éducation pour chacun. On agit pour changer, mais seuls on ne peut pas faire grand chose. On a besoin de soutien. Nous aussi on souhaite contribuer à un développement qui n'exclut personne, qui ne laisse personne en arrière. On veut travailler

ensemble, comme des partenaires. C'est comme ça que la dignité et les droits de chacun pourront être respectés. » (*Participants des Philippines vivant dans des logements illégaux : dans des cimetières ou sous des ponts*)

Pour y parvenir, les communautés doivent être aidées à renforcer leurs propres organisations de soutien, tandis que les acteurs de développement – que ce soit le gouvernement, des ONG ou des institutions internationales – doivent créer des mécanismes qui permettent aux personnes en situation de pauvreté de participer véritablement aux projets et programmes de développement, à tous les niveaux. Des personnes expérimentées doivent travailler avec les directeurs de projet pour mettre en œuvre la participation sur le terrain, en tissant des liens avec les personnes en situation de pauvreté et en faisant remonter leurs attentes aux responsables du projet et aux bailleurs de fonds. Des systèmes de transparence et de doléances doivent être créés aux niveaux local, national et international.



Participants à l'évaluation des OMD, Pierrelaye. (Photo ATD Quart Monde)



Festival des Savoirs et des Arts, quartier Bellevue à Marseille. (Photo François Philpneau)

2. AGIR

2.1 INTRODUCTION : CONSTRUIRE UNE STRATÉGIE POUR AGIR CONTRE LA FATALITÉ

Joseph Wresinski avait bien compris que la misère est à la fois cause et conséquence de l'exclusion sociale lorsqu'il affirmait inlassablement : « **Le sort des plus pauvres n'est pas dans nos mains ; le sort des plus pauvres se jouera dans la société ou ne se jouera pas** ».

Selon Christopher Winship, directeur du département de sociologie à l'Université de Harvard où il enseigne la pensée de Wresinski, la misère est « entre nous ». L'action pour agir contre elle est donc nécessairement complexe, diffuse, car elle implique d'agir simultanément dans plusieurs directions tout en restant compréhensible par tous ceux qui participent à la lutte. C'est pourquoi la complexité appelle à son tour la mise en place d'une stratégie.

Par « stratégie » nous entendons le choix d'actions significatives susceptibles de déclencher la mobilisation des populations défavorisées et, au-delà, de tous les acteurs afin d'entraîner, sur une

durée suffisante (4 ans) la mise en place d'un contrat unissant populations en situation de pauvreté, partenaires publics et privés, et l'ensemble des citoyens.

Ainsi, à partir d'évaluations locales, régionales et nationales, des problématiques stratégiques ont été identifiées, donnant lieu à un échange mondial. Par exemple, l'équipe France a dialogué avec l'équipe du Pérou et de la Nouvelle Orléans sur « comment permettre la participation sociale et politique des plus exclus ? ».

À partir de ces échanges mondiaux, mais aussi d'évaluations spécifiques menées soit en interne soit en externe, la Délégation générale et les délégués des régions du monde ont proposé **une orientation** - « **aller à la recherche de ceux qui manquent encore** » et **3 priorités d'action** - **l'éducation, l'économie et la mobilisation citoyenne**. Le résumé du texte international se trouve en annexe de ce rapport.

Après l'appropriation de ces grandes lignes, les régions et l'équipe nationale ont à leur tour traduit ces lignes pour les adapter au contexte français et européen de notre Mouvement et de

nos sociétés. Des actions ont ainsi été stoppées, d'autres consolidées, d'autres encore seront initiées. Par ailleurs, 12 actions ont été identifiées comme projet pilote.

Nous présentons ici le texte final coconstruit avec les différents pôles du Mouvement ATD Quart Monde ainsi qu'une brève présentation des 12 projets pilotes.

2.2 ENGAGEMENTS COMMUNS 2014-2017 POUR LA FRANCE

Notre orientation : Aller à la recherche de ceux qui manquent encore

Cette orientation choisie par le Mouvement international est depuis toujours notre boussole. Il ne s'agit pas seulement d'aller vers, mais bien d'aller à la recherche. Cette démarche suppose une mobilisation permanente, inlassable et de chacun dans son milieu, pour rallier encore et toujours ceux et celles qui sont encore absents et qui, de ce fait, manquent à notre société, à nos associations, à nos communautés, à nos entreprises, à nos syndicats, à nos lieux de culte, etc.

Cette orientation est aussi une exigence vis-à-vis de nous-mêmes, de nos engagements personnels et collectifs, de notre propre organisation et de nos groupes. Elle nous invite à penser à ceux que parfois nous connaissons et qui ne trouvent pas leur place dans le Mouvement ATD Quart Monde. Cela nous incite aussi à revoir nos habitudes ou réinventer nos actions pour que de nouvelles personnes puissent être accueillies et contribuer par leur expérience et leur désir de changement.

Enfin, cette orientation donne le sens de notre combat sociétal et politique : c'est la démocratie elle-même qui doit s'approfondir. Les différentes sphères de notre société sont appelées à s'ouvrir et se transformer pour aller à la recherche de ceux qui manquent encore à l'appel, du fait de l'exclusion, et dont la contribution pourra rendre notre société plus humaine et moins violente.

Nous voulons vivre cette priorité dans trois domaines prioritaires : construire l'éducation, construire l'économie, construire la mobilisation citoyenne avec ceux qui manquent encore.

PRIORITÉ D'ACTION 1 : Accéder à l'éducation et construire les savoirs avec l'intelligence de tous

I. Le combat pour une école de la réussite de tous continue

Comme nous l'avons rappelé dans la première partie, cette mobilisation a contribué à la loi de Refondation de l'école de la République en 2013. **Les résultats obtenus et ceux qui restent encore à accomplir nous poussent aujourd'hui à nous concentrer sur deux grandes actions : mobiliser l'ensemble des acteurs de l'École (enfants, parents, enseignants et autres acteurs de l'éducation) et saisir le Conseil économique, social et environnemental pour apprendre des réussites.**

Mobiliser les parents, les enseignants, les quartiers. Ce combat a reposé sur plusieurs projets emblématiques : le projet pilote « En associant leurs parents à l'école, tous les enfants peuvent réussir » désormais terminé et évalué ou encore le livre « Tous peuvent réussir ». Le réseau « des 21 quartiers », qui travaille sur le même thème, continue et présentera ses propositions à l'automne 2014. Le projet pilote « Promotion familiale à Fives » dans un quartier de Lille mobilise les écoles avec les autres forces du quartier et les professionnels. Le projet de Noisy-le-Grand avec l'école et Montessori. Les projets pilotes de Bezons et de Paris 18^e explorent aussi la mobilisation de l'intelligence de tous. À partir de l'expérience de ces projets, nous voulons soutenir les engagements d'enfants, de parents, d'enseignants partout : en s'appuyant sur le réseau des bibliothèques de rue et la dynamique Tapor d'amitié entre les enfants et en renforçant le réseau Wresinski École, espace de soutien à des enseignants qui veulent la réussite de tous. Nous voulons ouvrir ce réseau aux parents et de plus en plus le faire vivre au niveau local.

> Nous allons demander au gouvernement **de saisir le Conseil économique, social et environnemental (CESE)** en vue d'un rapport qui tire les leçons des réussites des écoles et des quartiers et montre qu'il n'y a pas de fatalité dans le lien entre précarité et échec scolaire. Nous chercherons à ce que des parents défavorisés, des parents solidaires, des enseignants, des chercheurs et acteurs de quartiers soient associés au travail de

la section éducation/culture/communication du CESE, croisent leurs analyses sur ces réussites et contribuent aux préconisations. Ce rapport permettra d'inscrire dans la durée la mobilisation des acteurs de l'éducation.

> **Nous entendons, en parallèle poursuivre notre effort sur les chantiers difficiles :**

1. Les Ateliers pour l'École ont travaillé sur l'orientation des jeunes enfants défavorisés vers les filières du handicap. Cela n'a pu aboutir à des propositions communes avec les partenaires. La problématique n'avait pas fait l'objet de recherche-action indiquant des actions utiles. Il faut continuer de travailler sur ce défi pour mieux le comprendre, expérimenter et trouver des alliances pour le faire avancer. Les secrétariats École, Famille et Santé d'ATD Quart Monde devront collaborer pour établir un plan de travail en vue d'avancer vers des propositions avec les partenaires concernés (associations de familles, professionnels, syndicats, conseil généraux...). Il faudra aussi s'appuyer sur l'expérience de membres du Mouvement ayant l'expérience du handicap.
2. Les Ateliers pour l'École avaient également soulevé la question de **l'orientation des jeunes**. Là non plus, un accord n'a pu être trouvé. Cependant **un projet pilote est né de ces ateliers** : « **l'École de production** » à Dole, qui explore le lien entre apprendre et travailler avec des jeunes en échec à l'école. De même le projet pilote « **S'engager et apprendre ensemble** » avec des jeunes vivant l'exclusion en service civique nous apprend comment faire émerger ensemble projet, désir

d'apprendre, rigueur et soutien mutuel. La dynamique jeunesse du Mouvement et les secrétariats École et Emploi-Formation se mobiliseront pour accompagner ces projets pilotes et en tirer toutes les leçons. Plus généralement, **il nous faut continuer d'investir avec la jeunesse** qui vit la précarité et donner de la visibilité à cet engagement.

II. Libérer l'expression et les potentiels de tous

Chercher les conditions pour libérer le potentiel éducatif des familles les plus démunies.

En lien avec le combat « une éducation pour tous », une autre question encore plus fondamentale nous attend. Nous avons affirmé que la participation des parents démunis à l'école était essentielle pour la réussite de tous les enfants et qu'ils doivent être considérés comme partenaires de l'éducation des enfants. Clairement, l'enfant a beaucoup plus de mal s'il sent que l'école et ses parents ont du mal à se parler, à s'estimer et à se comprendre. Les parents blessés par la misère, dans leur intelligence et leur confiance en eux, ont eux-mêmes du mal à transmettre leurs valeurs, leur courage, leur intelligence à leurs enfants. La transmission de la confiance en soi entre parents et enfants est entravée du fait du manque d'estime de soi des parents. La difficulté des parents à oser exprimer leur expérience et leur intelligence rejaillit sur la difficulté des enfants à s'exprimer tant la société en général dévalorise l'expérience et l'intelligence des plus précaires.



Atelier du Croisement du savoir et des pratiques.
(Photo François Philpneau)

Pour atteindre cet objectif ambitieux, nous souhaitons :

- Innover dans notre compréhension et nos actions sur le potentiel éducatif des familles les plus démunies
- Renforcer le Croisement des savoirs et des pratiques, les actions culturelles, l'Université populaire Quart Monde, les dynamiques jeunesse et enfance, et l'appropriation des nouvelles technologies.

Nous nous devons de travailler ce sujet : **comment les enfants les plus démunis peuvent-ils se construire avec le courage et l'intelligence de leurs parents, de leur milieu ?** On entend dire qu'ATD Quart Monde est contre le placement. Ce n'est pas la bonne question. Ce qui compte c'est que les enfants les plus démunis puissent se construire et devenir adultes en ayant la possibilité de comprendre leurs parents, s'appuyer sur leurs forces, pardonner leurs erreurs. Il faut qu'ils puissent s'appuyer sur des racines réelles et non sur un vide ou une violence institutionnelle. Différents projets pilotes, (le projet de Lille-Fives en partenariat avec des associations de protection de l'enfance, de Noisy-le-Grand avec Montessori, et de la Maison des Parents, à Brest), ainsi que les travaux avec les pouvoirs publics rapprochant les professionnels de la protection de l'enfance et de l'éducation¹⁸, montrent que nous sommes en mesure de mener une importante recherche dans ce domaine.

Renforcer les actions d'émancipation

1. Développer le Croisement des savoirs et des pratiques.

La création des Ateliers du croisement des savoirs et des pratiques s'est avérée d'une très grande fécondité. Les actions réalisées suscitent une grande demande de la part des personnes en situation de pauvreté et des institutions, et la co-formation est de plus en plus reconnue par les pouvoirs publics qui commencent à la recommander, par exemple dans la politique de la Ville. Le réseau « Participation, Croisement des savoirs » continue ainsi de se renforcer avec de nouveaux membres tels que les associations, les professionnels du secteur, les universitaires. Il garantit l'ancrage de la démarche dans la société.

Forts de ces premiers résultats, il nous faut aujourd'hui :

- **Former d'autres personnes au Croisement des savoirs.** En 2013, le réseau « Participation

et Croisement des savoirs » a mis en place une première formation à l'animation du croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté à destination des professionnels institutionnels ou associatifs. L'impact très positif de la formation et les attentes de professionnels ont poussé le Réseau à programmer de nouveaux cycles chaque année.

- Le Réseau a entrepris un autre chantier qui consiste à **faire entrer le Croisement des savoirs dans la formation initiale et permanente** des professionnels en charge de la mise en œuvre des droits fondamentaux : cette démarche est aussi à poursuivre.
- **Diminuer les résistances méthodologiques** de l'université à l'approche nouvelle du croisement des savoirs et des pratiques. La démarche suscite aussi une grande curiosité qu'il nous faut faire grandir chez ceux et celles qui cherchent une autre relation entre l'université et la société. C'est pourquoi, le Réseau prévoit de lever ces résistances en organisant un séminaire universitaire sur la qualité scientifique des recherches participatives en partenariat avec un ou deux laboratoires de recherche existants (ODENORE, CNAM...). La diffusion de ses résultats donnera lieu à un article et un colloque.
- Chercher **comment expérimenter le Croisement des savoirs dans des contextes d'action** pour qu'il contribue au pilotage de l'action par la relecture croisée d'actions réalisées et la construction de projets à partir des différentes aspirations.

2. Approfondir le domaine de l'art, de la culture et de la création

Un séminaire « Chercheurs d'art » a réuni des volontaires qui s'engagent dans l'action culturelle et les actions de création avec les personnes en situation de pauvreté. Il a montré une nouvelle fois la puissance et la pertinence de ces actions. Il nous semble utile de renforcer cette formation pour que nos actions culturelles soient toujours

¹⁸- Voir en particulier le groupe de travail « Familles vulnérables, enfance et réussite éducative » (déc. 2012) de la Conférence nationale pour la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, coprésidé par Pierre-Yves Madignier et Dominique Versini et le rapport du groupe : « Pour une politique de l'enfance au service de l'égalité de tous les enfants » du groupe de travail « Familles vulnérables, enfance et réussite éducative ». Voir aussi « Réussir la protection de l'enfance avec les parents en précarité », M-C. Renoux, 2008 ; « Précieux enfants précieux parents », P. Klein, 2003 ; « Quand la misère sépare les enfants et les parents » (rapport à l'ONU), Diana Skelton Faujour, 2004.

de grande qualité et touchent l'aspiration des personnes en situation de pauvreté à transformer le monde.

Un nouveau groupe permanent de travail dans le cadre du pôle Action Connaissance soutiendra les permanents engagés dans des démarches de création avec les populations défavorisées ainsi que les Festivals des Savoirs et des Arts.

3. Consolider les espaces de base de la libération de la parole : Universités populaires Quart Monde ; dynamique Enfance Taponi ; dynamique Jeunesse « Djynamo ».

Au cours de la période 2008-2012, trois nouvelles Universités populaires Quart Monde régionales se sont créées : en Lorraine, en Centre Loire et dans le Grand Sud Ouest. L'impact de ces créations est notable sur la mobilisation des personnes en situation de pauvreté.

Partout nous visons **le renforcement de la démarche**, en insistant notamment sur la formation des animateurs de groupes de base et de plénière pour soutenir la libération de la parole et de la pensée de chacun et pour atteindre de nouvelles personnes en situation d'exclusion.

La dynamique jeunesse (Djynamo) et la dynamique Enfance (Taponi), chacune par leurs propres méthodes – que ce soit à partir de pratiques collectives, de conseils d'enfants, de bibliothèques de rue ou encore d'enquêtes de jeunes – vont aussi continuer à permettre à des jeunes, à des enfants de libérer leur parole et de confronter leurs pensées pour apprendre à la rendre plus pertinente et compréhensible par d'autres. C'est aussi par l'amitié entre les enfants et entre les jeunes que l'école pourra réussir à être une chance pour tous.

Continuer d'apprivoiser les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

De nombreux projets – NTIC dans le Nord-Pas-de-Calais, projet en partenariat avec une association de jeunes cherchant à réduire la fracture numérique en Île-de-France, site web Taponi international, etc. – ont conduit à la construction d'activités sur le net ou de blogs très féconds. Il est vital que le Mouvement ATD Quart Monde continue à explorer ces instruments et aide les enfants, les jeunes et les adultes à se former à l'usage des réseaux sociaux, avec ce qu'ils représentent de chances et de risques, pour en faire des outils de construction de savoir, d'émancipation et de mobilisation.

PRIORITÉ D'ACTION 2 : Promouvoir une économie respectueuse des personnes et de la Terre

Le développement durable est aujourd'hui devenu le mot d'ordre : on cherche enfin de plus en plus à concilier environnement, justice sociale et économie. Cette démarche développe beaucoup de nouvelles façons de produire, de s'organiser, de vivre ensemble et donne beaucoup d'espoir d'un monde où demain tout le monde vivra mieux. Mais si on ne réussit pas à penser cela avec des personnes en situation de pauvreté, à partir de leur vie et de leur expérience, les solutions ne pourront être appliquées que par les plus instruits et les plus aisés.

Sur fond de malaise économique, de nombreux acteurs expérimentent des activités économiques qui ne sont pas prioritairement basées sur le profit mais visent le bien-être des personnes et des communautés.

À partir de son expérience dans ce domaine, ATD Quart Monde veut contribuer à développer au travers de projets pilotes une économie qui respecte la dignité de chacun, encourage la solidarité et ne gaspille ni le savoir-faire des personnes, ni les ressources limitées de notre planète.

> Nous allons continuer l'entreprise écosolidaire **TAE (Travailler et apprendre ensemble)** qui permet à des travailleurs très exclus et d'autres d'apprendre à faire entreprise ensemble. Nous allons analyser et faire connaître plus systématiquement ses innovations.

> Nous nous préparons à l'expérimentation sur au moins un territoire du projet « **L'Emploi conçu comme un droit** », pour tendre vers zéro chômage de longue durée. À la différence de la logique de l'insertion, il ne s'agira pas de préparer des personnes pendant un an ou deux à se battre mieux pour décrocher ensuite un emploi autre ailleurs, mais de trouver de nouvelles activités utiles et créatrices, de nouveaux emplois avec des personnes qui en sont privées depuis trop longtemps. (voir p. 44)

> Le service civique est une nouvelle possibilité pour des jeunes, d'exercer une activité hors du cadre d'un contrat de travail et orientée vers le bien commun. Nous voulons **continuer d'expé-**

rimer avec des jeunes en situation de précarité l'accès au service civique, et trouver de nouveaux partenaires qui s'y engagent avec nous. (voir p. 45)

À côté de ces trois actions phare, nous voulons développer d'autres initiatives :

- **Nous entendons que les bienfaits du développement durable soient aussi accessibles aux personnes en situation de pauvreté.** Nous nous appuierons pour ce faire sur des actions pour une nourriture plus saine grâce au jardinage collectif, mais aussi sur le partenariat avec une AMAP, des chantiers collectifs dans des quartiers pour améliorer le vivre ensemble et le cadre de vie...
- Nous expérimenterons un projet qui se penche sur **l'immigration comme chance pour le pays d'origine et pour le pays d'immigration** ; ce projet sera à coconstruire en lien avec un pays d'émigration et la diaspora de ce pays en France.
- Nous allons continuer et renforcer **le travail de connaissance de la réalité de travail et d'emploi des personnes en situation de pauvreté** : « présence par le travail », dialogue avec les militants Quart Monde, les alliés du monde populaire et les syndicats. Un nouveau réseau Wresinski « grande pauvreté - économie - travail » animera un dialogue avec les acteurs du monde économique, à partir de nos initiatives et projets pilotes et de notre travail de connaissance.
- Le revenu et ce qu'il permet de faire ou pas, est un sujet. Nous allons **finaliser le livret « Oser**

se parler de l'argent », pour permettre aux personnes ayant un budget impossible d'exprimer leur expérience, leurs stratégies et leurs réflexions sur l'économie.

- Nous prévoyons enfin de développer une stratégie pour la présence en milieu rural, et possiblement créer un secrétariat pour recueillir la connaissance et les engagements des membres du Mouvement en milieu rural.

PRIORITÉ D'ACTION 3 : Mobiliser pour la paix et les droits de l'homme

Dans ces temps d'inquiétude économique et sociale, les regards sur les populations précaires se durcissent. Les efforts d'ATD Quart Monde depuis son origine pour faire connaître et comprendre tous ceux qui vivent la précarité ou la grande pauvreté doivent redoubler d'énergie. La mobilisation citoyenne et politique des dernières années montrent que le grand public attend des outils et des campagnes qui lui permettent d'exprimer ce désir de sortir de la peur et du sentiment de fatalisme.

I. Mobiliser

Une communication mobilisante

L'effort de communication doit continuer à s'affiner notamment dans trois directions :

- Améliorer la connaissance et la compréhension des personnes en situation de précarité sociale par le plus grand nombre, et notamment par les milieux populaires.
 - Faire comprendre les actions et les engagements du Mouvement ATD Quart Monde pour mobiliser la société et que chacun prenne sa part.
 - Développer le Mouvement, en particulier le réseau d'alliés et des donateurs.

> Pour y parvenir, nous voulons avant tout ancrer localement la communication et la mobilisation. Pour communiquer, le Mouvement se base sur les messages que portent les membres de terrain. La force de « communication » d'un militant, d'un allié, d'un volontaire repose sur sa propre expérience sensible qui touche bien plus que des messages généraux. La communication est l'affaire de tous, car chaque membre est lui-



Aux Ayalades à Marseille. (Photo François Philiponeau)

même un messenger. Or, de tels messages ne coûtent pas des millions en publicité, alors qu'ils sont d'une grande efficacité. Cependant, pour y arriver, il faut absolument mutualiser et optimiser nos outils de mobilisation et la formation.

L'évaluation a montré que les formations à prendre la parole en public organisées en région par l'équipe « mobicom » nationale ont eu beaucoup de succès. Pour transformer cet intérêt en impact local, il faut s'organiser, créer un réseau de liens qui permette de se sécuriser, se soutenir, échanger des bonnes pratiques. Pour cela l'équipe France soutiendra la création de **pôles Mobilisation-Communication dans les régions et groupes locaux qui le souhaitent**. Ces pôles porteront les différentes dimensions de relation presse, promotion des publications, campagnes de mobilisation et recueil de noms, etc.

> **Nous voulons également permettre à de nouvelles personnes de s'engager.** La notoriété grandissante du Mouvement doit s'accompagner d'un élargissement de sa base et d'un soutien d'un large courant citoyen contre la discrimination envers les personnes en situation de précarité. L'évaluation de toutes les régions montre qu'il n'est pas facile pour les gens de passer du sentiment d'inquiétude ou d'injustice à l'engagement citoyen. Pour cela nous devons provoquer des rencontres qui permettent d'échanger et de soutenir les gestes qui refusent les logiques d'élimination des plus faibles.

Nous prévoyons deux types de rencontres :

- celles qui permettent d'aller vers le grand public (par des conférences, par exemple),
- celles qui donnent les moyens d'accueillir toute personne en recherche d'action concrète contre la misère.

Dans ce but, **nous entendons réformer notre démarche traditionnelle de « première information sur ATD Quart Monde » en démarche « d'accueil et découverte »**. Plusieurs régions vont expérimenter ensemble un cycle où les personnes intéressées peuvent découvrir les valeurs, les visions et les racines du Mouvement et partager ce qui les a amenées à s'intéresser à ATD Quart Monde. De cette expérimentation menée avec les correspondants formation en région et le pôle Formation, nous tirerons des outils, une démarche et une formation de formateurs qui seront proposés à tous ceux et celles qui animeront ces démarches accueil et découverte.

Aller à la rencontre du grand public par une tournée de conférences dans toute la France

pour lutter contre les idées fausses et la discrimination : une population qui se tait et ne participe pas aux lieux de débat ne peut pas répondre aux préjugés qui s'accumulent sur elle ; ces préjugés qui mènent à des discriminations. Pour rompre cette impasse, la responsabilité citoyenne de chacun est de refuser ces préjugés, d'oser la rencontre et de construire la participation de tous qui enrichit l'intelligence de tous. Une formation d'orateurs et d'animateurs de soirée sera mise en place pour permettre à tout groupe local ou groupe de citoyens de faire venir une conférence dans sa ville.

Pour permettre un lien durable avec tous les sympathisants : mieux utiliser les nouvelles technologies pour la mobilisation. De nombreuses personnes sont sensibles au message d'ATD Quart Monde. Souvent elles n'ont pas de temps pour participer aux actions du Mouvement mais souhaiteraient le soutenir. Les nouvelles technologies doivent nous pousser au-delà de nos moyens traditionnels, comme le journal « Feuille de route ». Ainsi les newsletters électroniques nous permettront de mieux communiquer et d'envoyer des appels aux dons par courriel. Dans cette perspective, nous prévoyons de **réformer l'outil « Fichier des Amis » pour qu'il permette aux régions et groupes locaux de mobiliser localement.**

Mobilisation citoyenne et politique

Le sentiment général d'impuissance face à des forces économiques et politiques qui ne laissent place à aucune alternative accentue l'impression que la misère est une fatalité. Le combat pour une école de la réussite de tous les enfants nous a montré qu'un changement profond est possible mais il ne peut aboutir que s'il se fait sur les plans personnel, collectif et politique. C'est pourquoi, nous sommes aujourd'hui convaincus qu'il faut ajouter une autre démarche à nos efforts habituels de représentation auprès des décideurs par des alliés dans toutes les sphères de la société. Comme nous l'avons fait dans le combat pour une école de tous, nous voulons inventer des démarches citoyennes et politiques qui réduisent la distance entre d'un côté des actions de terrain et de l'autre des actions de plaidoyer. Ces démarches permettent de mobiliser ensemble acteurs de terrains et décideurs pour coconstruire des propositions politiques à partir des savoirs et des engagements des plus démunis comme des autres parties prenantes.



Marche citoyenne, Journée mondiale du refus de la misère, 17 octobre 2013 (Photo J.-C. Foureau)

Ceci demande un effort particulier de formation des alliés à la représentation, à la communication des idées du Mouvement dans leur milieu, ainsi qu'un effort de formation commune à penser et agir ensemble entre membres du Mouvement pour apprendre à coconstruire des propositions politiques.

Le pôle Politique a été créé il y a 5 ans pour réunir tous les secrétariats et réseaux Wresinski d'action dans tous les droits fondamentaux ainsi que les représentants du Mouvement dans les instances nationales où le Mouvement a gagné des sièges. Ce pôle a évalué son action et énoncé ses priorités de la façon suivante :

- **Faire bouger la société au niveau politique, faire bouger les lignes dans ses institutions et son organisation.**
- **Faire progresser la démocratie pour tous en promouvant la participation citoyenne et politique de tous à partir des personnes en situation de pauvreté.**
- **Dialoguer avec des partenaires pour penser ensemble et créer des combats communs.**

Nous nous proposons d'atteindre ce double objectif :

> **En élargissant les partenaires du Mouvement.** En plus des domaines de partenariats actuels (École, Famille-Petite Enfance, Vacances, Culture, Santé, Logement, Participation, Emploi

Formation, Jeunesse-Éducation populaire, Élus locaux), quatre nouveaux domaines seront explorés : les courants philosophiques spirituels et religieux ; les acteurs du monde économique ; les professionnels du développement social local et du travail social collectif ; les professionnels de la justice.

> **En poursuivant nos efforts en faveur d'une plus grande participation des personnes en situation de pauvreté aux instances de décisions politiques.** Cette participation sociale et politique des exclus a toujours été l'ambition du Mouvement. Elle est aujourd'hui reprise dans plusieurs instances en particulier le Conseil national de lutte contre les exclusions. Nous nous engagerons dans des expérimentations avec des institutions en cherchant à faire avancer les repères d'une participation pertinente et respectueuse : en particulier, une participation qui entraîne tout le monde, évite l'écroulement et vise à aller à la recherche de ceux qui manquent encore ; et une représentation qui s'appuie sur une formation citoyenne et politique à penser collectivement les questions de société et à créer un lien de qualité entre représentants et représentés.

> **En développant le réseau des Comités Solidaires pour les Droits, en partenariat avec le Secours Catholique et Amnesty International,** pour continuer à faire avancer les droits des plus précaires et mobiliser les citoyens pour refuser toutes les discriminations pour précarité sociale.

De ces combats citoyens pourront naître des causes significatives entraînant des actions juridiques auprès du défenseur des droits et de la justice. Ces Comités solidaires pour les droits devront être particulièrement attentifs aux populations qui sont aujourd'hui trop souvent des boucs émissaires, à l'image de la population rom, et plus généralement des populations migrantes ou déplacées régulièrement pointées du doigt comme la cause de tous nos maux. Nous chercherons à ne pas isoler les populations suivant leurs origines et à mener des combats communs au nom du droit commun et de l'appartenance à une même humanité.

> **En cherchant à faire émerger des combats politiques nouveaux avec de nombreux partenaires** qui fassent progresser les droits et responsabilités de tous et qui soient enracinés dans les aspirations profondes des plus démunis rendues inaudibles par l'humiliation. Nous chercherons à mobiliser de larges partenariats sur ces combats, capables de faire bouger des lignes (comme le combat pour une école pour tous, ou la reconnaissance de la discrimination pour précarité sociale). La dynamique créée par la journée du 17 Octobre sera l'occasion de construire et de manifester ces combats communs.

Mobilisation citoyenne des personnes en situation de pauvreté

Souvent nos propositions d'engagement pour créer du changement mettent beaucoup de temps pour avoir de l'effet (le combat école a mis 3 ans avant d'influencer la loi, il ne portera ses fruits sur le terrain que petit à petit). Il faut proposer aux personnes qui cherchent à exercer leur militantisme des espaces d'engagements locaux comme ceux du « **Développement Social Local** ». Là, si deux ou trois personnes participent, on peut avoir une influence plus immédiate (par exemple, faire en sorte que la fête de la ville ait lieu aussi dans le quartier relégué). **Il nous faut rejoindre et soutenir les liens et les engagements dans les quartiers**, permettre aux plus exclus de s'inscrire dans la démocratie de base, d'expérimenter leur pouvoir d'agir citoyen et politique. Il nous semble aussi que **les groupes de base d'Université populaire Quart Monde pourraient être plus ancrés dans une vie collective locale** : se réunir au Centre social, se lier au conseil de vie sociale pour ceux qui sont en institutions (centre d'hébergement, etc.).

Dans l'esprit des Festivals des Savoirs et des

Arts, nous pourrions lancer **des chantiers de quartier où les gens améliorent ensemble leur environnement**.

Enfin le **nouveau secrétariat Développement social local, Travail social collectif nous mettra plus en lien** avec le collectif « Pouvoir d'agir » et ceux qui veulent construire une participation qui ne soit pas décrétée d'en haut. Les projets pilotes de Noisy-le-Grand, Lille-Fives, Bezons, Paris 18^e ainsi que la dynamique de présence dans les quartiers s'inscrivent dans cette priorité.

II- Se former et se soutenir

L'évaluation a montré combien il était crucial de rejoindre et d'accueillir des personnes nouvelles mais que pour ce faire, il était indispensable que les personnes engagées depuis plusieurs années puissent se ressourcer, se renouveler. Nous devons prévoir des temps **de ressourcement, de recul** pour ceux qui durent dans leurs engagements **d'alliés, de militants Quart Monde**.

Nous voulons continuer d'apprendre à agir ensemble, sortir de la relation aidant-aidé vers une relation de combat commun. D'autre part, les personnes engagées depuis des années doivent pouvoir se ressourcer et continuer à se former. Se soutenir dans nos engagements quotidiens est une condition pour construire un Mouvement profond et durable.

Nous voulons aussi vivre les temps d'approfondissement de notre connaissance du Mouvement et de soutien aux engagements **au plan européen** : séminaire d'action, séminaire d'été, retour d'expérience (par exemple, après une mission, écrire un rapport de mission sur ce qu'on a appris, tenté et partager ce rapport dans une demi-journée de travail avec un groupe ad hoc) et « shadowing » (suivre un autre membre du Mouvement dans sa pratique pendant quelques jours pour apprendre en faisant).

Nous voulons continuer à apprendre à faire **Mouvement ensemble** : pour cela, nous sentons l'importance de réinventer une « *formation commune à penser et à agir ensemble* » en lien avec les Ateliers du croisement des savoirs et des pratiques, tout cela en lien avec les équipes d'animation régionale.

Apprendre à relire l'action locale entre militants Quart Monde, alliés, (et volontaires-permanents s'il y en a sur place) nous permettra de mieux comprendre et d'intégrer la contribution de chacun. En outre, dans la perspective des assises du volontariat et des assises du Mouvement d'ici 2017, ce travail devrait également nous faire davantage réfléchir sur nos relations au sein du Mouvement, sur les contributions de tous, et continuer inlassablement à chercher la relation de réciprocité pour sortir de l'exclusion sociale ou de la relation aidant-aidé : une relation où chacun peut donner le meilleur de lui-même.

Il nous faut enfin continuer à créer les conditions d'une alliance indispensable avec des citoyens situés dans l'ensemble des autres composantes de la société, une nécessité que Joseph Wresinski avait déjà bien comprise. Certains groupes finissent en effet par n'avoir

presque uniquement que des militants Quart Monde, alors que nous avons absolument besoin d'alliés dans toutes les sphères de la société pour que le Mouvement reste bien un lieu d'expérience de liens forts et constructifs avec la société pour dépasser l'exclusion sociale. Il faut donc retrouver le sens de cette alliance citoyenne, que toutes et tous soient bien persuadés de son importance pour ensuite la proposer largement autour de nous. C'est là une des clefs pour permettre d'enrayer les logiques d'exclusion qui prévalent dans tous les rouages de la société. Nous voulons créer des rencontres régionales et nationales annuelles de soutien aux alliées dans la société.

2017 sera aussi le 60^e anniversaire du Mouvement et le centenaire de la naissance de Joseph Wresinski. **Nous en ferons une occasion de travailler et faire connaître nos sources.**

2.3 12 PROJETS PILOTES : ENTREPRENDRE POUR MONTRER LES POSSIBLES ET APPRENDRE DE L'ACTION

Les projets pilotes évoqués dans le texte général de programmation sont au nombre de 12. Chacun a une vocation de recherche-action dans un domaine spécifique avec des partenaires incontournables du domaine et la population en situation de grande pauvreté. Le but est de montrer des possibles là où les choses semblent impossibles et d'apprendre avec la population et les partenaires ; ce qui peut inspirer les actions d'autres acteurs et des pouvoirs publics.

- Centre de promotion familiale, sociale et culturelle à Noisy-le-Grand, Seine-Saint-Denis
- Entreprise éco-solidaire « Travailler et Apprendre Ensemble » à Noisy-le-Grand, Seine-Saint-Denis
- Maison de vacances familiales de La Bise, près d'Arbois, Jura
- Espace Jeu Rencontre parents petits enfants, canton d'Antrain, Ile-et-Vilaine
- « En associant les parents tous les enfants peuvent réussir » 21 quartiers en France dont celui de Maurepas à Rennes, Ile-et-Vilaine
- Promotion familiale, sociale et culturelle à l'échelle d'un quartier. Lille-Fives, Nord
- S'engager et apprendre ensemble : permettre à des jeunes de vivre un service civique
- La Maison des Parents, Brest, Finistère
- Habiter et Vivre Ensemble Autrement, Bezon, Val d'Oise
- « Un emploi conçu comme un droit » en exploration dans plusieurs lieux, dont l'Ile et Vilaine
- École de production Jura, Dole, Jura
- Un quartier se mobilise pour la réussite de tous les enfants Paris, 18^e

Pour des raisons de place, nous présentons dans les pages qui suivent 6 « fiches projets pilotes », parmi les plus nouveaux.

Promotion Familiale, sociale, culturelle dans le quartier de Fives à Lille



(Photo ATD Quart Monde)

Missions :

Objectifs initiaux

- Rejoindre et permettre aux familles de Lille-Fives qui vivent dans la grande précarité de réaliser leur projet personnel et familial, de participer à la vie du quartier.
- Rechercher les changements de regard et des pratiques des professionnels et des familles, et permettre le développement du pouvoir d'agir pour les familles.
- Apprendre des actions menées dans le cadre du projet, avec nos partenaires et essaimer les acquis plus largement dans d'autres lieux.

Après 5 ans d'expérience, l'évaluation approfondie 2008-2012 montre que notre projet s'apparente à un projet de **développement social local** avec la particularité que les familles, habituellement exclues, deviennent actrices et aussi références pour l'évaluation.

• Historique, antécédents, de quoi le projet émerge :

Ce projet s'appuie sur l'expérience du Mouvement dans le domaine de la promotion familiale, à Noisy-le-Grand et ailleurs et sur une longue phase d'exploration avec des partenaires. Lancement du projet en 2008 par ATD Quart Monde, ainsi que l'Asead, AGSS Udaf et le Home des Flandres (associations de protection de l'enfance) qui forment le comité de pilotage.

Avec qui se vivra le projet :

Des familles déjà en lien avec l'équipe de terrain, et celles que l'on veut rejoindre encore dans le quartier de Fives. Les partenaires cofondateurs, des partenaires locaux déjà coacteurs du projet (écoles, centre sociaux, institutions...), ceux que l'on veut rejoindre (collectif pouvoir d'agir, d'autres écoles...). Actuellement, l'ensemble des partenaires porte le souci de rejoindre les familles exclues pour des raisons de pauvreté. Il reste à chercher ensemble, dans le cadre de sa mission propre et en lien avec celle des autres, les conditions qui permettront la participation des familles les plus isolées au développement du quartier.

Comment :

- Une équipe de terrain est présente dans le quartier (visites, sorties d'école, bibliothèques de rue, colportage culturel, soutien à l'accès aux droits, faciliter les liens...). Les lieux d'actions principaux sont des lieux géographiques : la résidence « Jardins de Fives » et le secteur rue Amiral Courbet, et des lieux plus institutionnels comme les écoles, le collège (lieux fréquentés par tous et représentant un espoir pour les familles) et le **groupe de concertation permanente (réunissant des professionnels de différents secteurs éducatifs et sociaux, suite à une coformation par le croisement des savoirs et des pratiques)**. Un travail spécifique **sur le changement des regards et des pratiques**, des rencontres parents enseignants à travers plusieurs actions (Campagne annuelle, participation des parents aux projets de l'école, action de recueil de la pensée des parents « petits mots » à la sortie de l'école), des groupes de travail « regard/pratique », du croisement des savoirs et des pratiques.
- Un travail **de capitalisation et de recherche** (avec la collaboration de l'Université de Lille) des enseignements du projet. Un rayonnement local, départemental et national (Etats généraux de la violence, PEG ville ¹, PEGd ², REAAP ³, Mouvement ATD Quart Monde,...). Programmer avec nos partenaires (associations, institutions et familles) les cinq prochaines années.

• Nouvelles perspectives :

Lancer un groupe de travail d'enseignants qui cherche les savoir-faire utiles pour une école de la réussite de tous. Élargir le réseau d'amis et d'alliés pour travailler la question de la mixité sociale subie ou choisie. **L'équipe n'a pas vocation à rester indéfiniment sur le quartier : quels changements pérennes allons-nous laisser en quittant le quartier dans un horizon de 5 ans ?**

1. Projet Éducatif Global sur la ville de Lille.

2. Projet Éducatif Global départemental.

3. Réseau d'écoute d'appui et d'accompagnement des Parents.

« La Maison de Vacances Familiales »



« Les familles devaient avoir un lieu de repli, un havre de paix où elles puissent retrouver des forces, recréer entre époux et enfants de l'amour, entre voisins de l'amitié ». Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement ATD Quart Monde 1917/1988.

Mission

La Bise se veut être un espace et un temps pour des vacances familiales où les difficultés relationnelles familiales, aggravées par la misère, deviennent moins insurmontables, simplement parce qu'elles sont vécues dans un climat de liberté, de joie, de paix, de respect et d'amitié au sein de la famille et avec d'autres.

4 priorités :

- accueillir en priorité des familles en situation de grande pauvreté.
- promouvoir les forces et mes liens dans chaque famille,
- approfondir la connaissance de ce que vivent les personnes en situation de pauvreté aujourd'hui,
- se former en permanence au savoir être et savoir vivre ensemble qui libère.

Le projet du séjour des familles à La Bise se prépare avec la famille, les services sociaux ou des personnes référentes d'association et en particulier les équipes locales d'ATD Quart Monde. Plus la famille est actrice de son projet plus la réussite et la fierté d'avoir pu réaliser cette expérience des vacances seront grandes.

Historique, antécédents, de quoi le projet émerge :

Privées des sécurités de base, les familles en situation d'exclusion ont particulièrement besoin de repos et de reconstruction. Les vacances permettent notamment de reconstituer la cellule familiale, la plupart du temps éclaté. Le Droit aux « Vacances pour Tous » s'inscrit dans le cadre de la « loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions » de juillet 1998. L'objectif principal du projet pilote « La Maison de Vacances Familiales » est de faire reconnaître et mettre en application le « Droit aux Vacances ». La maison de vacances familiales fondée par le Mouvement ATD Quart Monde en 1978 répond à ces objectifs.

Avec qui se vivra le projet :

- Des familles en grande pauvreté et en précarité
- Les accueillants présents lors des séjours de vacances à La Bise
- L'association « les amis de La Bise »
- Les équipes du Mouvement ATD Quart Monde
- Les partenaires sociaux et financiers
- Le réseau Wresinski « Vacances pour tous »

Comment :

- Réussir les séjours : préparation du séjour en amont avec la famille et les travailleurs sociaux, formation des accueillants et préparation du séjour avec eux.

Faire connaître ce lieu, sa mission, à travers toute la France reste l'action prioritaire pour l'équipe pour permettre aux familles les plus démunies d'accéder aux vacances.

- La Connaissance : « La Bise est un lieu où nous tirons une connaissance particulière. Nous devons trouver une méthode pour produire la connaissance qui n'est pas pour démontrer le bienfait des vacances mais pour comprendre la pauvreté d'aujourd'hui. » Être témoin de la vie des plus pauvres.

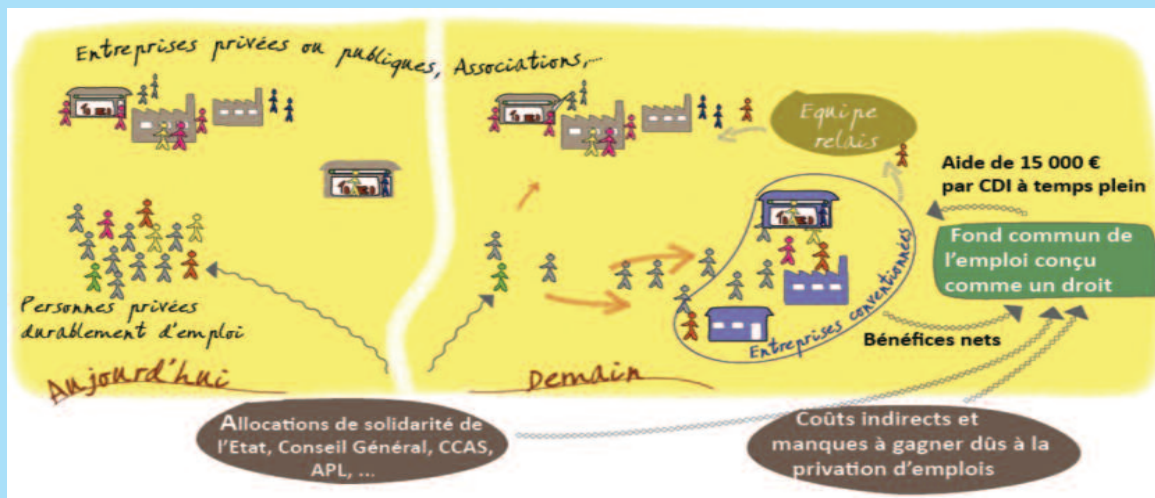
- La Formation : Lieu de formation à la connaissance de la grande pauvreté, à l'action vacances en lien avec la promotion familiale, en étroite collaboration avec le pôle Formation régional et national.

- L'Association « Les Amis de La Bise » : Une redynamisation des acteurs proches de La Bise.

La force de cette maison est la présence des acteurs locaux. La Bise est portée par un environnement de personnes qui croient à ce projet et s'investissent régulièrement dans les activités de la maison.

Ces expériences positives, valorisantes, donnent des forces aux familles pour affronter leur quotidien. Et même si leur existence redevient rapidement difficile, cette éclaircie dans leur vie n'est pas vaine car elle reste un moment indélébile qui permet à la personne de dire : « J'ai été capable de cela » et à la famille de se rappeler : « On l'a vécu ensemble ».

Expérimenter des territoires sans chômage de longue durée « L'emploi conçu comme un droit »



Mission :

Montrer qu'il est possible, à l'échelle de territoires volontaires et engagés, de proposer un emploi en CDI à temps choisi, à toutes les personnes durablement privées d'emploi sans surcoût pour la collectivité publique prise dans son ensemble. Il faut pour cela obtenir le cadre légal pour conduire cette expérimentation sur 3 « petits » territoires (3 à 10 000 habitants). Mettre en œuvre et l'évaluer sur une durée de 5 à 7 ans. A long terme, obtenir un cadre légal qui autorise à tout territoire qui le souhaite d'opter pour le cadre légal permettant la suppression du chômage d'exclusion.

Historique, antécédents, de quoi le projet tire sa source

- dans la volonté toujours affirmée, des familles avec lesquelles le Mouvement ATD Quart Monde est engagé depuis des décennies, de pouvoir gagner dignement leur vie par le travail, plutôt que de vivre d'allocations ;
- dans l'inscription dans le préambule de la Constitution du « devoir de travailler et du droit d'obtenir un emploi » qui ne s'est jamais traduit, jusqu'à ce jour, par une législation opérationnelle permettant de le mettre en œuvre ;
- de l'expérience de l'Insertion par l'Activité Économique et du Travail adapté, qui montre que personne n'est inemployable pourvu qu'on adapte les conditions de travail aux personnes. L'évaluation des 10 ans de l'entreprise Travailler et Apprendre Ensemble montre qu'on peut faire évoluer le concept d'insertion vers des emplois durables.
- de l'expérience à Seiches-sur-le-Loir par Patrick Valentin et l'association AITA ¹ qui montre que les travaux utiles à réaliser sont là, ainsi que les personnes pour les effectuer ;
- de l'étude macro-économique sur le coût de la privation durable d'emploi, réalisée par ATD Quart Monde

en 2013, qui montre que cette privation coûte à la collectivité publique au moins 15 000 euros par personne et par an, somme suffisante pour créer des emplois à temps plein au SMIC pour toutes les personnes concernées.

Avec qui se vivra le projet :

- avec les personnes directement concernées par le projet, celles qui s'estiment durablement privées d'emploi stable (y compris si elles sont de manière chronique en emploi précaire), ce qui recouvre une grande diversité de situations : personnes issues de la grande pauvreté et/ou très peu qualifiées, et personnes plus qualifiées mais que le marché du travail exclut.
- Avec l'ensemble des acteurs du territoire : élus, entreprises, acteurs de la société civile, citoyens... pour relever le défi de l'emploi pour tous.

Comment :

- Au plan national, rencontre du Gouvernement, administrations, Parlement, présidents des Conseils généraux des territoires choisis pour l'obtention du cadre légal pour expérimenter.
- Sur chaque territoire, il faut mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire ; rencontrer des personnes privées d'emploi pour leur demander ce qu'elles savent faire, ce qu'elles aiment faire et ce qu'elles ont envie de faire ; rencontrer l'ensemble des acteurs du territoire pour identifier, à partir des souhaits et compétences des personnes rencontrées, les travaux utiles qui pourraient être réalisés ; dès que le cadre légal, permettant de financer les emplois par réallocation du coût de la privation durable d'emploi, est obtenu, conventionnement d'une ou plusieurs entreprises existantes ou créées spécialement, pour créer les emplois correspondants aux travaux identifiés.

1. Association Intermédiaire de Travail Adapté.

S'engager et apprendre ensemble

L'engagement des jeunes les plus en difficulté dans un service civique

Mission :

ATD Quart Monde expérimente des conditions d'engagement dans un service civique de jeunes de milieux très différents, notamment avec des jeunes ayant le plus de difficulté à intégrer de tels dispositifs. L'objectif est d'identifier des conditions favorables à l'engagement de tous les jeunes et ainsi, de questionner la dimension « accessible à tous » du dispositif service civique.

Historique, antécédents, de quoi le projet émerge :

- De décembre 2010 à avril 2011 : mise en place d'un comité de pilotage du projet rassemblant des membres d'ATD Quart Monde, dont le représentant au Comité stratégique de l'Agence du service civique, autour de l'équipe locale du projet et d'un coordinateur, en vue de proposer à une douzaine de jeunes d'horizons différents un engagement dans le cadre du service civique.
- D'avril 2011 à février 2012 : partenariat avec Unis-Cité Rhône : soutien sur la sélection et l'accompagnement de jeunes, contribution à des temps forts et des temps de formation.
- De février à août 2012 : diverses actions de mobilisation de jeunes en grande difficulté et de jeunes solidaires (par exemple, animations hebdomadaires dans un village mobile d'insertion).
- De juin 2012 à août 2013 : partenariat avec l'atelier des Friches (petite association locale qui travaille au croisement des questions de lien social, d'arts et de nature dans la ville). Trois jeunes en service civique (deux de ces jeunes avaient vu leur candidature à un service civique refusée dans d'autres structures) et deux jeunes volontaires-permanents d'ATD Quart Monde font équipe et remplissent pendant 9 mois une mission de médiation, animation, entretien sur deux quartiers de Lyon. Un allié d'ATD Quart Monde

propose à cette équipe de cinq jeunes des temps réguliers d'approfondissement de ce qui se vit ensemble. Il reste en lien privilégié avec les 2 volontaires-permanents et soutient les 2 permanents de l'association dans cette aventure.

Avec qui se vivra le projet :

Des jeunes intéressés, en particulier des jeunes en situation d'exclusion.

En 2014, le projet se vivra essentiellement avec des acteurs du service civique associatifs et institutionnels en vue de rechercher les conditions favorables à l'engagement de jeunes en grande difficulté dans un service civique et amorcer une dynamique collective de soutien.

Comment :

Le projet pilote est à l'initiative des 2 dynamiques suivantes et y est pleinement acteur :

- Construction d'un séminaire de travail, porté par la DRJSCS (Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale), sur la question de l'accessibilité du service civique aux jeunes qui en sont le plus éloigné. Ce séminaire devrait rassembler à l'automne 2014 des structures accueillant des jeunes en service civique, des intermédiaires jeunesse, des jeunes et des décideurs.
- Démarrage en janvier 2014 d'un groupe de travail porté par le CRAJEP, composé d'associations et de collectivités territoriales qui ont une expérience d'accueil de jeunes en difficulté dans le cadre d'un service civique (invitation page ci-contre). Le but de ce groupe est de partager et expliciter des pratiques, faire des propositions et des préconisations pour faire avancer la question du service civique accessible à tous (en particulier par des contributions au séminaire de travail ci-dessus).

Notre objectif est que ces deux dynamiques voient émerger des projets d'expérimentation qui permettront à chacun, et en particulier les jeunes en grande difficulté, d'aller plus loin dans cet engagement d'un service civique accessible à tous jusqu'au bout.

Perspectives

- Travailler la question « La loi instituant le service civique est-elle une bonne loi ? »
- Comment permettre à des structures qui accueillent des jeunes en service civique d'avoir le double objectif suivant : la réalisation de la mission qu'elles confient à des jeunes en service civique et l'engagement jusqu'au bout de chacun des jeunes et de la structure dans la mission de service civique, le 1^{er} ne prenant pas le pas sur le 2^{ème} ?

Vers un service civique effectivement accessible aux jeunes les plus en difficulté dans notre pays ...

Dès le premier moment, il faut que les jeunes entendent qu'ils ne sont pas rien

C'est la 1^{ère} fois depuis 2 ans que je vais faire quelque chose de mes journées

Je veux être utile

C'est la 1^{ère} fois qu'on ne me prend pas pour une débile

Vous avez une expérience où le service civique a été une chance pour des jeunes éloignés de ce type de dispositif ? ...

Nous les avons sélectionnés, non pas pour leurs compétences mais parce qu'ils avaient vraiment envie d'être utiles !

De quel soutien avons-nous besoin pour réussir / faire réussir un service civique ?

Regardez-nous comme une chance ! Nous ne comprenons pas cette société mais nous voulons y avoir notre place

Qu'est-ce qui rend un service civique accessible à tous ? Sélection, rencontre, engagement, connaissance, accompagnement, mission, équipe, formation, gestion des moments difficiles, ...

... nous vous invitons à un groupe de travail pour apprendre de nos expériences, en tirer des enseignements pour les partager à d'autres acteurs du service civique.

1^{ère} rencontre :
Mardi 14 janvier 2014
14h - 17h
à salle Vendôme - 233 rue
Vendôme - 69003 Lyon

Merci de nous confirmer votre participation à :
CRAJEP - Myriam Mehadihi - m.mehadihi@crajeprhonealpes.org - 06 98 26 94 40
ATD Quart Monde - David Rigaldès - david.rigaldes@club-internet.fr - 06 48 12 91 45

crajep
Rhône-Alpes

Invitation au groupe de travail.

Des conditions favorables à l'engagement de jeunes en grande difficulté dans un service civique (conditions expérimentées dans le cadre du projet pilote)

Concernant la mission :

- Une mission collective remplie par un groupe de jeunes en service civique, composée de jeunes très différents, dont :
 1. certains pour qui un engagement en service civique constitue un défi important,
 2. et d'autres pour qui la réussite de l'engagement de chacun fait partie de leur engagement et qui pourront être particulièrement structurants pour le groupe.
- Une mission qui peut s'adapter dans le temps à chacun des jeunes et au groupe.

Concernant la structure qui accueille les jeunes en service civique :

- Un projet de « prendre des jeunes en service civique » qui a explicitement deux objectifs d'une importance équivalente :
 1. la réalisation concrète de la mission confiée,
 2. la réussite de l'engagement « jusqu'au bout » de chacun des membres de l'équipe, des salariés de la structure « bienveillants ».

Concernant l'accompagnement :

- Une formation et un accompagnement des tuteurs,
- un accompagnement du groupe de jeunes dans sa dynamique collective,
- des relais d'accompagnement des jeunes, extérieurs à la structure : des personnes extérieures mais qui sont associées au projet d'une manière ou d'une autre,
- une disponibilité au moment de difficulté d'un engagement pour soutenir, proposer et inventer des modalités d'adaptation de la mission et de l'engagement.

Concernant la sélection :

- s'appuyer sur l'aspiration du jeune à être utile et non, comme souvent sur des compétences ou un savoir se présenter ;
- aller vers les jeunes, développer des occasions et des manières de connaître des jeunes, d'être en relation pour accompagner le jeune vers un engagement (en service civique par exemple) ;
- proposer un « processus » de sélection qui prend le temps, permet de faire une expérience, qui sans être dans une logique de « tester pour évaluer » est davantage une expérience pour regarder ensemble des difficultés et trouver des modalités pour les dépasser en vue d'un engagement réciproque dans la durée.

Mission :

Formation professionnelle, humaine et sociale pour des jeunes de 15 à 18 ans en délinquance avec le système scolaire. Formation continue pour des entreprises partenaires dans des secteurs de niche. Formation découverte pour des 18/25 ans en recherche de projet professionnel. Connaissance sur les actions en faveur des jeunes et de l'emploi.

Historique, antécédents, de quoi le projet émerge :

Un groupe de fondateurs à Dole (39), issus de différents corps de métiers (pneumatiques, banque, éducation...), s'est regroupé autour de la problématique des jeunes ne trouvant leur place ni à l'école, ni dans la société. Issus de différentes cultures, ces jeunes aspirent à se former par la pratique plutôt que sur les bancs de l'école. Le modèle de l'école de production, découvert grâce au réseau école d'ATD Quart Monde, apporte une réponse à cette situation. De nombreuses entreprises exercent dans des filières informelles ou manuelles (métiers du recyclage, métiers du bâtiment, métiers de l'industrie...). Elles peinent à trouver de la main d'œuvre formée à des métiers pour lesquels il n'existe parfois pas de formation diplômante. C'est le cas de la filière pneumatique qui compte des métiers porteurs. Juralternance a choisi de se positionner sur ce secteur en proposant une formation pratique sur différents postes liés à la profession.

Les acteurs et les partenaires du projet :

- Une équipe de terrain : gérant, formateurs, équipe administrative, enseignants, administrateurs.
- Des jeunes de 15 à 18 ans en décrochage scolaire et

leurs familles : 6 élèves accueillis en septembre 2013, 20 élèves espérés à l'horizon 2016.

- Des partenaires publics :

DRPJS ¹, DIRECCTE ², Région Franche Comté, Départements du Doubs et du Jura, Communauté d'Agglomérations du Grand Dole, Ville de Dole, Mission locale, maison des adolescents, MECS ³...

- Des partenaires privés : Fondation de France, Fondation Mac Donald, Fondation François d'Assise, Fondation Macif, Fondation de la Fédération Française du Bâtiment, Syndicat des professionnels du pneu, entreprises du secteur pneumatiques...

- Des partenaires associatifs : Association de scolarisation des enfants Tziganes, ATD Quart Monde.

Les étapes : Ouverture de l'école avec la filière pneumatiques en 2013 qui forme 6 élèves par an. Ouverture d'une section métallerie en septembre 2014 qui formera 6 à 8 élèves sur deux ans. Processus d'amélioration et de capitalisation : Ateliers d'analyse des pratiques, réunions de suivi de projet, adhésion à des réseaux (MOUVES, FNARS...), développement des partenariats.

Défis : Maîtrise de la montée en charge (chiffre d'affaire, nombre d'élèves...) ; Coût du projet relatif au nombre d'élèves accueillis ; Développement de la formation/travail sur les niches économiques...

1. Direction Régionale de la Protection de la Jeunesse et des Sports.

2. Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

3. Maison d'Enfants à Caractère Social.

Un quartier au service de la réussite scolaire de tous les enfants

projet pilote Paris 18^{ème}

Mission :

En continuant à s'inscrire dans l'action menée par les partenaires du quartier, notamment au niveau du combat pour l'école, développer une dynamique avec les enfants défavorisés, leurs parents et les institutions locales pour avancer ensemble vers la réussite scolaire de tous les enfants, notamment en renforçant le dialogue entre tous ces acteurs.

Historique, antécédents, de quoi le projet émerge :

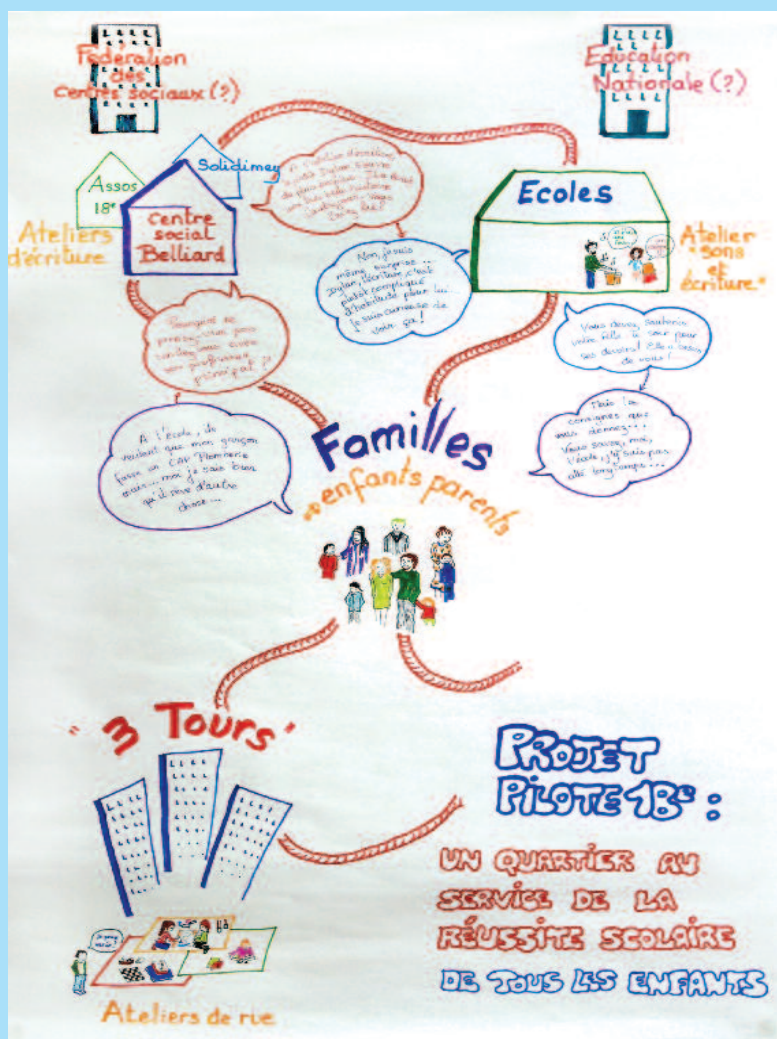
Ce quartier de la Porte Montmartre - Moskawa - Porte de Clignancourt, classé « politique de la ville », est le plus pauvre de Paris, cumulant les indices de précarité.

Après 5 années d'expérimentation des ateliers d'écriture dans ce quartier, tout un terreau de relations s'est constitué à travers différents partenariats, en particulier dans le cadre de la réussite éducative. Les partenaires sont interpellés par la pertinence des ateliers d'écriture qui ont permis en particulier à des enfants de faire des progrès en termes d'apprentissages et de vivre ensemble. Interpellés sur leur propre capacité à toucher les plus pauvres, ces partenaires reconnaissent également au Mouvement ATD Quart Monde une réelle compétence de ce point de vue.

Avec qui se vivra le projet :

Les enfants du quartier, notamment ceux issus des familles parmi les plus défavorisées, et leurs parents.

Les partenaires déjà en lien : l'équipe de développement local, le centre social CAF Belliard, plusieurs associations impliquées dans l'accompagnement à la scolarité dont « Solidimey », des professionnels du monde de l'éducation (enseignants et directeurs d'école) et en particulier l'école élémentaire Fernand Labori.



Comment :

- Poursuivre et renforcer, au moyen des ateliers d'écriture, le partenariat avec le centre social CAF Belliard et l'association Solidimey. Et développer les relations avec les familles des enfants concernés par ces ateliers.
- Renforcer les liens avec l'école dans le cadre de l'Aménagement des Rythmes Éducatifs.
- Aller à la rencontre de familles plus défavorisées en poursuivant la participation aux ateliers de rue.
- Développer une présence en vivant dans le quartier.
- Renforcer l'équipe en lien avec l'équipe Paris et l'équipe régionale Île de France.

Questions qui restent :

- Impliquer des partenaires décisionnaires (élus, inspection académique, fédération des centres sociaux).
- Construire un financement.



Le livre : « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté ». (Photo Typhaine Cornacchiani).

3. MOBILISER

3.1 CAMPAGNE CONTRE LES IDÉES REÇUES ET LA DISCRIMINATION POUR PRÉCARITÉ SOCIALE

3.1.1 Le succès du livre « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté »

« Le mensonge, écrivait Hannah Arendt, est souvent plus plausible, plus tentant pour la raison que la réalité, car le mensonge possède le grand avantage de savoir d'avance ce que le public souhaite entendre ou s'attend à entendre. » Et pourtant, travestir la vérité est souvent à l'origine de grandes catastrophes, sociales, humaines et démocratiques.

En pleine campagne des élections présidentielles de 2012, ATD Quart Monde a été frappé par la multiplication des préjugés sur les pauvres qui, peut-être, plus qu'à l'ordinaire se sont mis à circuler dans les différents échanges auxquels don-

nent lieu, en général, de tels rendez-vous politiques. Quelques-uns de ces préjugés ont été repris sur le site Internet du Mouvement, avec des informations qui les déconstruisent, puis ont été diffusés dans un dépliant papier. L'intérêt pour cet outil a conduit au projet du livre « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté ».

Comme l'explique dans l'introduction, Marie-France Zimmer, militante Quart Monde qui a l'expérience de la précarité :

« Beaucoup de gens croient que le montant du RSA est proche de celui du SMIC, que l'on peut cumuler le RSA et les allocations familiales. Beaucoup sont même persuadés qu'avec le RSA, l'on touche plus qu'avec le SMIC. Aujourd'hui je peux prouver ce que je dis. Si tant de militants Quart Monde se sont emparés de ce dépliant, c'est parce qu'il prouve que nous ne sommes ni des menteurs ni des fraudeurs. Combien de fois certains d'entre nous se sont fait traiter de fraudeurs à la suite d'une erreur de versement de la CAF ! [...] Pour répondre à

*tout ce qu'on entend sur nous et sur [les immigrés], il est important de se référer à des études et des chiffres officiels. Vous n'imaginez pas combien c'est important pour nous.*¹⁹»

Ce constat, aussi triste qu'accablant, réclamait une réponse : c'est l'objet de ce petit livre paru en septembre 2013, lancé publiquement le 17 octobre 2013, Journée mondiale du refus de la misère, et dont le prix de vente, fixé volontairement à un niveau très accessible (5€), a été rendu possible par un mode de financement coopératif et une campagne d'achats en souscription auprès d'associations et de syndicats.

La publication de ce livre est le fruit d'un long travail de recherche et s'attache donc, chiffres à l'appui, à se confronter à plus de 80 de ces préjugés. Citons en quelques-uns : « les pauvres sont incapables d'élever leurs enfants », « se loger et manger, c'est plus important que la culture », « les pauvres font tout pour profiter au maximum des aides », « on peut gagner plus au RSA

qu'avec le SMIC », ou encore « les pauvres coûtent cher ».

Le succès rencontré par ce livre, déjà vendu pour l'heure à 30 000 exemplaires (!), constitue une immense satisfaction, même si les idées reçues ont la peau dure !

Au-delà des seules ventes, l'accueil du livre par le grand public et par les professionnels (enseignants, travailleurs sociaux, élus...) a été plus que favorable. Plusieurs présentations ont eu lieu en librairie ou dans des maisons de quartier et entre 40 et 60 exemplaires ont été vendus lors de chaque rencontre. Ce livre se prête particulièrement bien à des échanges de type « forum citoyen », où les participants sont invités à réfléchir et s'exprimer alternativement en petits groupes et tous ensemble.

Le nombre de recensions de l'ouvrage par la presse et à la radio est impressionnant lui aussi : un peu plus de 260 dans la presse écrite, sans compter l'écho rencontré sur internet ou encore les radios dont France Info, France Inter, Le Mouv'... Une radio régionale a même décidé d'aborder chaque jour à l'antenne l'une des 88 idées reçues.

19- Idem note 18 p. 35 de ce rapport moral.

Parutions médias campagne idées reçues 2013

Périodicité	Nombre parutions	Quelques titres
Mensuels, bimestriels, trimestriels	269	Acteurs publics, En vue, Revue internationale stratégique, Le courrier du Parlement, TSA, Terra Eco, Fémitude, Témoignage Chrétien, La voix des parents, Territoires et entreprises, Après-vente, Magazine Nord, Tsugi, Bulletin du militant CFDT...
Hebdomadaires	10	Le Nouvel Observateur, Jeudi tout Montpellier, L'Humanité Dimanche, L'Impartial, Le Cannois, Hebdo de Savoie...
Quotidiens	5	La Marseillaise, L'Hérault du Jour, Midi libre, L'Humanité, Le Bien public
Sites internet	19	Le canard social, Seableu.fr, Euractif.fr, CRIJ Rhône - Alpes, Magicmaman.com, CHU Saint-Etienne, Vanitycase.fr, Éditions Chez Albert...
Affichage public	12	Mairie de Cran-Gevrier, Syndicat Sud Énergie Bretagne ERDF-GRDF, Mairie de Saint-Maur-des-Fossés, Ville de Poitiers, Ville de Saint Priest, Mairie de Roubaix, Ville de Manosque, Mairie de Guingamp, Ville de Dax
Total	315	

Certains médias n'ont pas souhaité nous offrir un espace publicitaire, mais ont préféré publier un article à la place (Ouest-France, Unsa Mag...). Des nouvelles parutions sont attendues en 2014. Sans avoir un volet télé, la campagne a été aperçue dans l'émission « On n'est pas couchés » sur France 2.

3.1.2 Campagne d'affiches et d'encarts dans la presse écrite

Afin de donner plus d'écho à sa campagne contre les idées reçues sur la pauvreté, ATD Quart Monde a lancé une campagne de publicité (voir les visuels ci-dessous). Plus de 300 médias²⁰ ont offert gratuitement l'espace publicitaire. Devant ce succès, des affiches ont également été proposées.



3.1.3 Campagne de dessins et de caricatures dans les réseaux sociaux

Entre le 17 septembre et le 17 octobre 2013, une campagne intitulée « Un jour, un préjugé » s'est déroulée sur les réseaux sociaux. Une dizaine de dessinateurs de presse ont offert leurs dessins pour cette version raccourcie des idées reçues qui



a bien circulé sur Facebook et Twitter, provoquant beaucoup de visites du site d'ATD Quart Monde²¹.

Une quinzaine de ces dessins serviront en 2014 à la conception d'une série d'affiches « Combattre la pauvreté, c'est aussi combattre nos préjugés », à destination des centres sociaux, maisons de quartiers, locaux associatifs, etc.

3.1.4 Préconisations pour la lutte contre la discrimination pour précarité sociale

Les différents retours d'expérience qui ont été patiemment accumulés sur la discrimination pour précarité sociale – des témoignages jusqu'aux résultats concrets d'un testing scientifique – ont poussé le Mouvement ATD Quart Monde à s'interroger sur les moyens de l'action. Comment faire ? Comment faire en sorte que ces discriminations reculent ?

Trois grands types d'action nous paraissent aujourd'hui essentiels pour avancer de façon décisive :

1. Agir pour condamner la discrimination pour précarité sociale.
2. Agir pour faire reculer les traitements différents, par la formation et l'information.
3. Faire avancer les politiques publiques en faveur de l'accessibilité et de la mise en œuvre des droits pour tous.

• PREMIER AXE : Agir pour condamner la discrimination pour précarité sociale

Nous ne pouvons pas dire qu'il y a absence totale d'outils dans la législation en vigueur en France pour se défendre contre la discrimination pour précarité sociale. Cependant, ce sont des outils dispersés qui ne couvrent pas tout le champ de cette forme de discrimination. La protection existe ainsi dans certains domaines, par exemple dans la santé (non-discrimination des porteurs de carte CMU dans le code de la santé publique) ou dans l'emploi (protection par la Convention de l'OIT n°111) mais elle ne s'applique qu'à des caractéristiques bien précises comme l'apparence physique.

20- Cf. le tableau p. 49 de ce rapport.

21- Cf. <http://www.atd-quartmonde.fr/Campagne-contre-les-idees-recues,2460>.



Il est également possible d'invoquer le dysfonctionnement du service public pour dénoncer un non-accès au droit. Mais tout cela est disparate et peu lisible.

Au total, aux quelque vingt motifs de discriminations²² existants déjà, il apparaît donc aujourd'hui nécessaire d'y ajouter la discrimination pour précarité sociale.

Nous suggérons pour ce faire l'ajout de deux dispositions juridiques :

- Ajout de la précarité sociale comme motif de discrimination prohibée dans le code pénal, article 225-1, dans le code du travail, article L 1132-1, et dans la loi 2008-496 du 27 mai 2008. Cela se justifie à cause de l'ampleur et de la gravité de cette réalité car il faut en être conscient : cette discrimination constitue un frein aux progrès dans l'accès au droit commun des personnes en situation de précarité et de grande pauvreté.
- La signature et la ratification du protocole additionnel 12 de la Convention européenne des droits de l'homme : cette mesure ajouterait une possibilité supplémentaire de recours en cas de discrimination.

De tels renforcements des outils du droit, notamment la modification dans le code pénal, permettront d'agir plus efficacement contre des discriminations directes, surtout dans les situations où les auteurs de la discrimination ne cachent pas leurs motifs.

Or l'inscription dans les textes législatifs ne donne pas seulement des possibilités de recours et de dissuasion contre la discrimination pour

précarité sociale. Elle entraîne aussi des comportements volontaristes et, par sa valeur éducative, permet de modifier en profondeur les attitudes des générations à venir.

• DEUXIÈME AXE : Agir pour faire reculer les traitements différents par la formation et l'information

Cette action devrait à notre sens se décliner selon trois axes majeurs :

– Vers le grand public

- Au risque de nous répéter, les idées reçues ont en effet la peau dure.

Le succès du petit livre publié par

ATD Quart Monde sur le sujet, le montre, de même que la diffusion d'un dépliant sur quelques idées fausses sur la pauvreté et l'immigration pendant la campagne électorale de 2012 en France et qui a eu un effet retentissant sur Internet. Il est donc nécessaire que la réalité de ce type de discrimination continue à être documentée, par exemple au travers d'études ou d'autres testings.

- Une telle information pourrait également prendre la forme d'un grand débat à l'**Assemblée nationale** afin que les Français puissent réfléchir aux responsabilités des institutions, des professionnels et des citoyens dans la discrimination pour cause de pauvreté.
- Il y a besoin d'un **effort particulier pour se défaire dès l'enfance de l'héritage des idées reçues**. Pour ce faire, l'Éducation nationale peut et doit jouer un rôle majeur, par exemple en diffusant des outils pédagogiques de qualité pour lutter contre les stéréotypes et en incluant dans ses programmes une formation aux droits.

– Vers les professionnels

- Les professionnels des médias

Ils sont comme tout le monde et ont des idées reçues, héritées de leur parcours. Leur formation

22- Aux dix-neuf critères de l'article 225-1, il convient en effet d'ajouter celui de l'article 221-1-1 : « harcèlement sexuel subi, refusé ou révélé ». Cet article 221-1-1 a été ajouté par la loi n°2012-954. Il dispose notamment : « Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes parce qu'elles ont subi ou refusé de subir des faits de harcèlement sexuel tels que définis à l'article 222-33 ou témoigné de tels faits, y compris, dans le cas mentionné au I du même article, si les propos ou comportements n'ont pas été répétés ».

à comprendre la diversité des populations – et en particulier des populations vulnérables qui n’ont pas la force sociale d’exercer un droit de réponse – est essentielle pour libérer le grand public d’habitudes ou d’idéologies qui conduisent au mépris et à la division. À contrario, toute parole déplacée voire fausse, peut être lourde de conséquences, comme en témoigne une militante d’ATD Quart Monde : « Une fois, j’ai été interviewée par un journaliste. Il m’a dit : ‘pourquoi vous êtes au RSA ? Vous avez l’air intelligent !’ Ensuite, j’étais énervée et agressive dans l’interview. » Non seulement l’impact peut être destructeur, mais la parole participe alors d’un mépris pouvant conduire aux pires idéologies et à faire du pauvre l’ancestral bouc émissaire du groupe.

C’est pourquoi nous demandons que soit confiée conjointement au CSA, à la CNCDH et au défenseur des droits, la mission de publier chaque année un rapport sur les paroles publiques qui entraînent le mépris humain et minent la République.

- Les professionnels mandatés par les pouvoirs publics

Les droits fondamentaux dont l’effectivité assure une sortie durable de la grande pauvreté et de la précarité, sont mis en œuvre par de multiples institutions. Les lois qui ont généralisé les droits de tous pour tous n’ont pas toujours été accompagnées de la formation essentielle : apprendre à connaître les personnes en situation de précarité, à les considérer comme sujets de droits et comme des partenaires responsables de l’effectivité de ces droits. Une personne militante analyse ses relations : « Beaucoup de personnes en difficulté ont de fortes tensions avec les professionnels... Avec ceux qui ne nous comprennent pas, ou parce que leur langage et le nôtre n’est pas le même, notre moyen de défense peut être l’agressivité et cela se retourne contre nous. »

C’est pourquoi nous croyons à la nécessité d’une formation permanente entre les intervenants professionnels, les institutions et les personnes en grande pauvreté ou plutôt, une coformation, comme nous l’avons pratiqué dans le cadre de deux programmes de recherche menés par le Mouvement ATD Quart Monde entre 1995 et 2000 : le Croisement des savoirs, où les chercheurs étaient des personnes en situation de pauvreté et des universitaires encadrés par une équipe pédagogique, et le Croisement des pratiques, qui a associé des personnes militantes en situation de pauvreté et des praticiens-formateurs.

Comme en témoigne un des participants, issu de la grande pauvreté : « On s’oblige à s’écouter, on se dit ce qu’on pense, on est plus détendu. Quand on n’est pas d’accord, on attend notre temps de parole. Des fois, tu as envie de bouillir quand tu entends des choses, mais il y a un respect entre nous. » **Pour les professionnels :** « Une formation « costaud ». Je savais que la présentation des travailleurs sociaux était négative, mais j’ai mis le doigt sur cette question. J’aurai plus d’humilité dans ma façon de travailler. C’est une formation riche, mais qui bouscule. » « ...Cela va changer mon regard sur les décisions à prendre ; aller plus loin, notamment en permettant aux travailleurs sociaux de témoigner des capacités des personnes... »

Plus fondamentalement, il convient aussi d’introduire à l’université et dans les centres de formation une critique épistémologique sur la hiérarchie des savoirs très ancrée dans notre civilisation, où le savoir théorique doit dicter le savoir d’action qui est lui-même en surplomb par rapport au savoir d’expérience.

C’est pourquoi il semble indispensable que les programmes universitaires et référentiels de formation initiale dans tous les domaines incluent la pensée des personnes en situation de pauvreté. Cette « déconstruction » de la hiérarchie des savoirs ouvrira l’esprit des étudiants sur la pertinence de ne pas s’enfermer dans une posture « de sachant », en apprenant à croiser son savoir avec les plus vulnérables dont on a l’habitude de ne pas attendre la pensée.

– Vers les publics qui vivent la précarité : soutenir les collectifs et le pouvoir d’agir

Les défis du nonaccès et du nonrecours au droit entraînent souvent l’idée qu’il suffirait que les personnes connaissent leurs droits pour que les choses s’arrangent. Nombre de programmes publics pensent pouvoir résoudre ces deux défis, mais apportent une réponse incomplète et le plus souvent inefficace.

L’expérience des mouvements d’émancipation qui ont fait avancer le droit pour des groupes exclus – et le plus souvent pour tous les citoyens – montre que, d’une part, le droit n’a pas toujours été écrit en pensant aux plus vulnérables et que, d’autre part, la notion même d’avoir des droits disparaît pour les gens les plus opprimés. Or, les

populations précaires doivent être soutenues délibérément pour assumer trois refus :

- le refus de la culpabilité de leur situation ;
- le refus de la fatalité de cette situation ;
- le refus de l'inutilité sociale à laquelle elles sont condamnées.

L'expérience d'ATD Quart Monde confirme la nécessité de créer des collectifs pour sortir de la honte et de s'appuyer sur les associations qui permettent aux plus démunis de rejoindre des espaces de mobilisation et d'intelligence citoyenne.

C'est pourquoi il est essentiel que les pouvoirs publics soutiennent financièrement ces espaces, et les reconnaissent comme des interlocuteurs valables et incontournables de la démocratie participative, de l'éducation populaire et du pouvoir d'agir.

TROISIÈME AXE : Faire avancer les politiques publiques en faveur de l'accessibilité et de la mise en œuvre des droits pour tous

– Faire connaître les droits

Il est nécessaire de poursuivre des campagnes de communication sur les droits sociaux, comme par exemple la campagne sur l'Aide à la Complémentaire Santé ou encore de généraliser les rendez-vous de droits pratiqués par la Mutualité sociale agricole, où un conseiller vérifie avec l'allocataire qu'il a connaissance et accès à ses droits.

– Améliorer l'accessibilité des droits

Si l'accès au droit commun progresse pour les personnes en situation de grande précarité, non seulement les conditions de vie s'améliorent, mais, dans le même temps, les discriminations s'estompent et les personnes concernées se trouvent en meilleure position pour se défendre.

L'accessibilité aux droits fondamentaux doit donc être travaillée dans tous les domaines, avec une mention spéciale pour l'accès à un domicile : des personnes en situation de pauvreté avec qui nous avons eu un échange sur les résultats d'un *testing* ont souligné que le domicile est souvent un préalable pour avoir accès à des droits. Or, même s'il y a aujourd'hui des possibilités de domiciliation pour des personnes sans toit, il ne s'agit pas encore d'un droit réellement garanti. Dans le système actuel, ceux-ci sont condamnés à vivre dans un sous-droit qu'est le droit à l'hébergement temporaire. En effet, en vue de protéger ces ménages, les pouvoirs publics calculent

le « *reste à vivre* » en déduisant des ressources, le montant de dépenses contraintes comme le loyer, le coût de l'énergie et du téléphone, etc. Si ce « *reste à vivre* » est inférieur à un certain pourcentage des ressources, on refuse bien souvent l'accès au logement. Cette pratique vérifiée maintes fois, et non écrite, rend impossible l'accès au droit.

*Une préconisation conjointe d'ATD Quart Monde et d'Habitat et Humanisme est de ne plus calculer le « *reste à vivre* » qui devient une barrière, mais le « *reste à habiter* » (la somme disponible pour habiter) et de calculer le loyer en fonction de cela ²³. Un amendement dans la loi ALUR est déjà adopté dans ce sens, proposant des remises sur quittance pour les plus démunis financées par les sur-loyers des habitants de logements sociaux ayant dépassé les plafonds.*

Enfin, l'accueil dans les administrations doit être amélioré. D'une part, les règles et procédures peuvent être simplifiées (par exemple en diminuant le nombre des documents demandés pour instruire un dossier) et, d'autre part, il faut rendre leur application bienveillante en permettant de la souplesse aux fonctionnaires et intervenants.

*C'est pourquoi les « *accommodements raisonnables* » appliqués au Canada dans les administrations et dans le droit du travail, peuvent nous inspirer : Le principe fondamental de l'« *accommodement raisonnable* » est de trouver des solutions à des effets discriminatoires de règles et de procédures pour une partie, le plus souvent minoritaire, de la population. En attendant que les règles changent et s'affinent, on accorde aux fonctionnaires la possibilité de les adapter au cas par cas afin d'annuler leur effet discriminatoire, d'une façon qui ne va pas à l'encontre des droits et libertés d'autres personnes.*

– Multiplier les études d'impact, les évaluations et les études qualitatives

Un moyen pour améliorer des dispositifs est de les soumettre à une étude d'impact. En France, l'étude d'impact est prévue pour les projets de loi par une ordonnance organique consécutive à la révision constitutionnelle de 2008. L'étude d'impact peut éviter a priori de nombreuses erreurs. L'évaluation régulière des politiques publiques avec tous les acteurs, y compris les

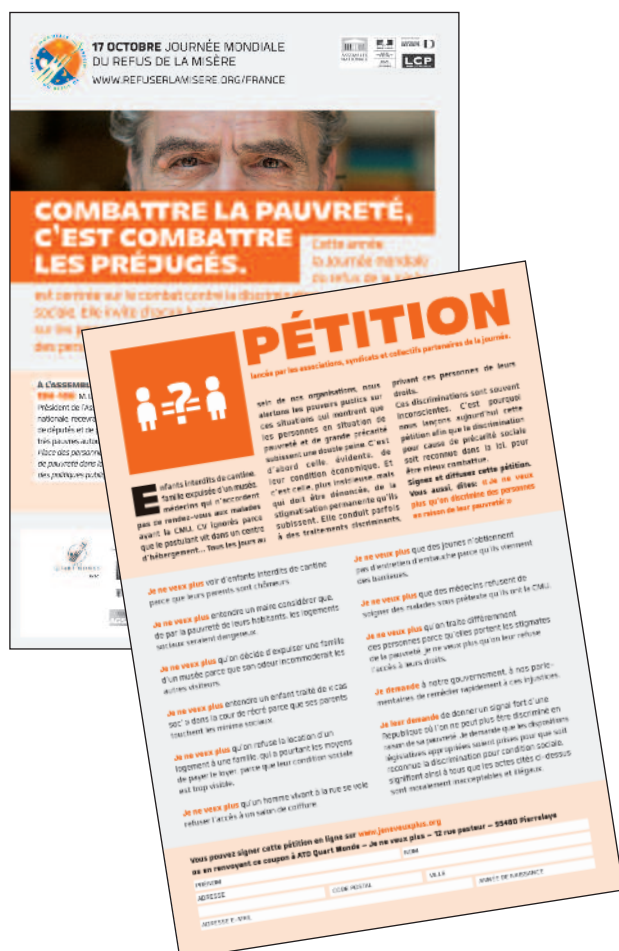
23- Cf. le document « Permettre l'accès de tous au logement pour tous : Combattre les mécanismes d'exclusion du logement pour insuffisance de ressources », Habitat et Humanisme et ATD Quart Monde, mars 2013.

premiers intéressés, doit permettre aussi d'améliorer l'accessibilité au droit et l'effet réel des dispositifs sur l'effectivité des droits.

C'est pourquoi il est indispensable de diligenter des enquêtes qualitatives sur les raisons qui expliquent ces traitements « différents ». Il manque, à titre d'exemple cruellement d'enquêtes auprès des médecins sur les raisons réelles de leurs réticences à prendre des patients bénéficiaires de la CMU. Une connaissance approfondie de ces réticences pourra améliorer les circuits administratifs et séparer les difficultés techniques des préjugés.

3.1.5 La pétition « Je ne veux plus » pour la reconnaissance de la discrimination pour raison de précarité sociale

La Journée mondiale du refus de la misère fut également l'occasion de lancer une pétition destinée à permettre la reconnaissance de la discrimination pour raison de précarité sociale. Imprimé à 10 000 exemplaires, ce texte a en outre bénéficié d'une large diffusion grâce au



journal « Résistances », qui bénéficie lui-même d'un tirage de 260 000 exemplaires. À ce jour, ce texte a recueilli plus de 20 000 signatures.

3.1.6 L'impact de la Journée mondiale du refus de la misère du 17 octobre 2013 « Ensemble vers un monde sans discrimination »

Nous l'avons dit. Cette Journée fut un grand et beau moment. Ce fut aussi un vrai succès « médiatique ». Jugez-en plutôt !

On a dénombré au total pas moins de **755 articles** dans la presse internationale, nationale, régionale et locale : 151 articles dans la presse nationale, 372 dans la presse régionale et 47 articles à l'international mentionnaient spécifiquement ATD Quart Monde et 185 autres faisaient référence pour la plupart à la question de la discrimination pour précarité sociale, tout en étant cependant centrés sur une autre association (Médecins du monde, Secours populaire, etc.) !

Au-delà et de façon générale, la Journée a été beaucoup plus relayée par les médias en 2013 qu'en 2012, comme le confirme le nombre d'articles en nette progression : **+82% d'articles**²⁴ par rapport à l'année précédente. Ce succès peut être notamment attribué au **testing** qui a permis de faire exister la question de la discrimination dans tous les médias. À ce succès de l'écrit s'ajoute également une importante couverture radio et télévision, comme en témoignent ces quelques exemples :

- **Matin RMC** : interview de Pierre-Yves Madignier, président d'ATD Quart Monde.
- **France Inter** : reportage.
- **BBC** : interview de Bruno Tardieu, délégué national d'ATD Quart Monde.
- **TF1** : reportage discrimination.
- **France 2** : reportage sur l'engagement d'un volontaire, Guillaume Amorotti à Noisy-le-Grand.
- **France 3 national** : reportage sur la discrimination à l'embauche.
- **France 3 Île-de-France** : plateau avec Bruno Tardieu.
- **RTL** : direct de Bruno Tardieu à 18h.

24- Détails : Presse nationale : +115 % par rapport à 2012, et +8,8% pour la presse régionale.

3.2 CONSTRUIRE ENSEMBLE L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE POUR TOUS

3.2.1 L'inscription, dans la loi pour la Refondation de l'École de la République, de l'accueil de tous les parents à l'école et de la coopération entre les élèves

Là encore : que d'efforts et de persévérance ! Mais au final, le Mouvement ATD Quart Monde et l'ensemble de celles et ceux qui ont participé à l'aventure de la plateforme « Quelle école pour quelle société ? Construire l'école de la réussite de tous » peuvent être fiers, que ce soient les enseignants, les militants, les parents ou encore les 12 partenaires sociaux associés à cette réflexion active : La loi de Refondation de l'École de la République, votée le 6 juin dernier par 304 voix pour et 203 voix contre, contient de nombreux éléments qui, sans la mobilisation de tous, n'auraient pas été intégrés à ce texte.

Lesquels ?

Il s'agit tout d'abord du fameux article 3 pour lequel nous avons tant bataillé. **Voici l'ajout obtenu** : l'article « reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à l'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune distinction. Il veille également à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement. Pour garantir la réussite de tous, l'école se construit avec la participation des parents, quelle que soit leur origine sociale. Elle s'enrichit et se conforte par le dialogue et la coopération entre tous les acteurs de la communauté éducative... Le service public de l'éducation fait acquérir à tous les élèves le respect de l'égalité des dignités des êtres humains, de la liberté de conscience et de la laïcité. Par son organisation et ses méthodes, comme par la formation des maîtres qui y enseignent, il favorise la coopération entre les élèves. »

D'autres articles de la loi portent également la marque des efforts accomplis sur l'École. Ainsi celui dans lequel on peut lire : « Dans les classes enfantines ou les écoles maternelles, les enfants peuvent être accueillis dès l'âge de deux ans révolus dans des conditions éducatives et pédagogiques adaptées à leur âge visant leur développement moteur, sensoriel et cognitif, précisées par le ministre chargé de l'Éducation nationale.

Cet accueil donne lieu à un dialogue avec les familles. Il est organisé en priorité dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé, que ce soit dans les zones urbaines, rurales ou de montagne et dans les régions d'outre-mer. » Ou encore : « Il est prévu, dans tous les établissements d'enseignement, un espace à l'usage des parents d'élèves et de leurs délégués. »

À côté de ces éléments essentiels, on retrouve également d'autres passages qui sont de vraies avancées, comme, par exemple, la formation des enseignants aux méthodes de pédagogie de la coopération ainsi qu'à la connaissance des familles qui ont les plus grandes difficultés dans la vie. Il est par ailleurs mentionné que les enseignants doivent associer les parents lorsque l'enfant doit être aidé en dehors de l'école pour l'orientation, ainsi il y aura moyen de s'appuyer sur le texte pour les élèves de collège.

L'une des participantes du séminaire « École », Murielle, nous avait déjà précédemment dit sa joie d'avoir vu une telle avancée ²⁵. Marie-Aleth Grard, vice-présidente d'ATD Quart Monde, peut à son tour légitimement laisser exprimer sa joie : « Je ressens une vraie reconnaissance de tout le travail accompli depuis tant d'années par nombre de membres du Mouvement. Bravo à tous et restons attentifs pour que tout cela se mette en place en n'oubliant personne. Le combat école continue ! »

3.2.2 La production et la diffusion d'un outil pédagogique sur les espaces parents

Le 17 octobre 2013, Madame Pau-Langevin, ministre déléguée à la réussite éducative, a inauguré à l'ESPE ²⁶ de Rennes cet outil de formation innovant en présence des enseignants, des parents et des professionnels qui ont participé à sa création.

La mise en place de cet outil est le résultat d'une longue collaboration. Depuis plusieurs années en effet, ATD Quart Monde, l'Éducation nationale, la ville de Rennes, l'ESPE de Bretagne, l'université Rennes 2 et l'association de parents FCPE collaborent pour faire progresser la réussite de tous les enfants à l'école.

²⁵- Cf. le sous chapitre 1.2, p. 21 de ce rapport moral.

²⁶- « L'École supérieure du professorat et de l'éducation » (ESPE) est aujourd'hui le nouveau nom des anciens IUFM.

Dans la lignée du projet « En associant leurs parents à l'école, tous les enfants peuvent réussir ! » mené entre 2007 et 2011 dans le quartier de Maurepas, ce partenariat ²⁷ a permis d'aboutir, avec le concours du CRDP de l'académie de Rennes et de l'Institut français de l'Éducation, à un outil de formation sur internet destiné aux enseignants et éducateurs, parents, collectivités, associations, ou encore aux travailleurs sociaux.

- Son objectif ? Améliorer les relations entre l'école et les parents, et particulièrement ceux qui sont les plus éloignés de l'école.

- Le moyen utilisé ? Le témoignage filmé accompagné d'une réflexion tant des parents que des enseignants. Très concrètement, cinq séquences vidéos, de 10 minutes environ chacune, classées par thèmes et qui mêlent souvenirs d'école, peurs réciproques, entrée en relation, espaces pour les parents, éducation partagée, sont offertes aux utilisateurs pour être à la base d'un temps de formation, de 2 heures au moins. Par ailleurs, les transcriptions intégrales de ces cinq séquences sont également présentées pour pouvoir travailler efficacement sur le contenu des témoignages entendus. Cinq fiches d'animation, proposant des façons d'utiliser ces séquences vidéo en formation, selon le public, la durée et les formations en plusieurs étapes de même que sept « Récits de vie », qui permettent de mettre en situation les personnes en formation, par petits groupes, à partir d'une situation qu'ils peuvent rencontrer, qui permet de les interroger sur leur propre pratique.

Au total, cet outil que nous avons intitulé « Familles, école, grande pauvreté : quand parents et enseignants s'en mêlent », téléchargeable gratuitement sur : <http://crdp2.ac-rennes.fr/blogs/fam> ²⁸ est un magnifique complément visuel et pédagogique de ce que le livre « Tous peuvent réussir » (cf. paragraphe 3.2.3 ci-après) entend lui aussi montrer. Il répond en outre pleinement à l'une des grandes attentes de la loi de Refondation de l'École de la République de juillet 2013 : permettre la réussite de tous les élèves en associant leurs parents.



Catherine Tropolard qui a participé à la création du premier outil de formation du groupe « Familles-école-grande pauvreté » en 2002, ici avec la ministre George Pau-Langevin le 17 octobre 2013 à Rennes. (Photo Mariejo Masurel)

Signalons enfin que lors de son déplacement à Rennes c'est en faisant nommément référence à cet outil que Mme Pau-Langevin a également présenté la circulaire n°2013-142 du 15 octobre 2013 « Renforcer la coopération entre les parents et l'école dans les territoires » qui affirme que « pour construire l'École de la réussite de tous les élèves, une coopération renforcée avec les parents, particulièrement avec les parents les plus éloignés de l'institution scolaire, constitue un enjeu majeur ».

Chaque directeur d'école et responsable d'établissement a reçu cette circulaire le 17 octobre.

3.2.3 Au milieu des sorties de l'année, la publication du livre « Tous peuvent réussir »

Né d'une recherche-action d'une équipe d'enseignants membres d'ATD Quart Monde, ce livre repose presque tout entier sur une conviction profonde : celle qu'« il n'y a pas de fatalité à une situation d'échec », quelle qu'elle soit, et particulièrement à l'École, institution essentielle dans la lutte contre l'exclusion.

Au travers d'échanges, de discussions, de récits-interviews, de séminaires d'analyses, en dialogue avec l'ensemble des participants, cet ouvrage a voulu donner à voir des moments de travail d'enseignants, des moments de pratiques professionnelles et montrer comment, à partir de cas concrets, l'activité professionnelle peut être productrice de savoirs, de savoirs pratiques et recréer du lien.

27- Voir p. 33 de ce rapport.

28- Une partie du site nécessite toutefois un code d'accès, étant réservée à un usage en formation.

Car c'est bien là une des grandes originalités de « *Tous peuvent réussir* » : au fil des pages, le métier d'enseignant (ré)apparaît non plus seulement comme une expertise destinée à fonder une autorité, mais retrouve pleinement son sens de métier de relation ; une relation fondée sur « l'importance de la rencontre », pour reprendre le titre du chapitre 2, une relation consciente de « l'enjeu du dialogue », chapitre 5.

Ce réinvestissement de l'idée de l'éducation comme fruit d'une nécessaire action collective, ce retissage du fil social caractérise bien sûr en premier lieu la relation élève-enseignant : il s'agit d'intéresser, de trouver et (re)valoriser l'apport de chacun, (re)donner l'envie de participer, par exemple, déjà en libérant la parole des enfants.

Mais « *Tous peuvent réussir* » va au-delà : il rappelle clairement l'importance fondamentale de ces autres acteurs souvent oubliés de l'École, et particulièrement lorsqu'il s'agit des plus démunis, que sont les parents. « Passer de la défiance à la confiance, quitter les idées reçues sur les parents qui ne s'intéresseraient pas à la scolarité de leur enfant en prenant les moyens de les écouter, en notant leurs paroles pour comprendre leurs difficultés, permet d'entrer dans le dialogue. Cela repose sur la conviction que les parents sont indispensables à la réussite de leur enfant. »

Tout cela bien sûr, réclame non seulement un engagement personnel des enseignants mais presque aussi un renouvellement ou, pour à nouveau reprendre un des chapitres du livre, la prise de conscience de « renversements fondamentaux ». Donnons la parole au texte pour redonner quelques-unes de ces postures « nouvelles » : « l'enfant le plus exclu de la classe doit devenir celui qui construit le savoir avec les autres », ou encore « le savoir n'a de sens que s'il est émancipateur, libérateur ».

Cela suppose aussi le développement d'un « savoir-faire d'action », autre grand apport de ce témoignage : plutôt qu'un appel à de grands principes, ces enseignants se sont en effet plongés au cœur de leurs pratiques dans les moments les plus quotidiens pour identifier les gestes les plus essentiels et les plus décisifs, ce que les philosophes grecs ont appelé le « *kaïros* » ou « l'agir en situation » ; en d'autres termes, au sein de l'École, (ré)agir à l'imprévu pour le mettre au service du projet pédagogique.

Cette capacité d'agir en situation peut se traduire

Bruno Masurel, Mouvement ATD Quart Monde, janvier 2014, témoigne :

« Fatima (parent d'élève) nous dit qu'à l'école, enfant, on lui a surtout dit qu'elle ne sait rien faire, et c'est bien plus tard, dans un atelier d'activités manuelles pour adultes, à l'hôpital, qu'elle s'est sentie elle-même capable de faire de belles choses de ses propres mains. Cela explique pourquoi il lui a fallu des années, avec des rencontres entre parents, où elle a vu que d'autres parents sont comme elle, pour oser dire à la maîtresse qu'elle ne comprenait pas quand elle lui parle de "cursus", à propos de sa fille...

Erwan va bientôt avoir trois ans et vient d'entrer dans une "classe passerelle"²⁹. Après un accident (jambe cassée) survenu dans sa famille, les services sociaux ont suspecté une situation de maltraitance, et cela a donc failli provoquer le placement d'Erwan et de son petit frère, mais a finalement entraîné la décision d'une aide éducative renforcée. La maîtresse et l'éducatrice d'Erwan remarquent que le comportement d'Erwan, dans la classe passerelle, est très lié à sa mère : Quand elle amène Erwan dans la classe avec confiance, celui-ci est serein et participe bien. S'il ressent l'anxiété de sa mère, à cause d'une remarque qu'on lui a faite la veille, ou simplement d'un regard qui lui a paru malveillant, alors Erwan devient instable dans la classe passerelle, il fait pipi sur lui, il n'est pas à l'aise avec les autres enfants, est agité.

Ainsi, même très petits, les enfants perçoivent bien si leurs parents ont confiance en eux, dans leur rapport à l'école, s'ils font confiance à l'école, et cela les met eux-mêmes en confiance. À l'inverse, la méfiance de la mère est perçue par l'enfant, et son comportement en est complètement transformé, il se trouve dans une insécurité qui empêche tout apprentissage et toute confiance dans les autres ». »

de mille manières. Christian témoigne sur des élèves proposant des scénettes : « Ils jouent une partie de foot. Je me demande intérieurement comment je vais pouvoir faire évoluer leur sujet car d'autres groupes ont déjà joué sur ce thème pendant les séances précédentes et, à chaque fois, j'ai dû intervenir pour éviter que leur scène ne

29 - Cette classe passerelle accueille des enfants de 2 à 3 ans (12 au plus), venant de familles très défavorisées, et est animée conjointement par une enseignante et une éducatrice de jeunes enfants. Un parent y est invité à accompagner son enfant, surtout au début. Dès qu'il le peut, l'enfant entre ensuite en petite section de maternelle.

soit trop longue et pour les inciter à lui donner un sens. Je ne suis pas du tout rassuré. Cependant, ils sont heureux et ne jouent pas aux caïds ».

L'enjeu, on le voit bien, est de taille. Mais ce qui frappe au fur et à mesure de l'expérience accumulée par les enseignants de ce projet et dont témoignent ces pages, c'est que toute élaboration de projets éducatifs, tout travail d'élaboration des politiques éducatives devrait faire une large place à l'activité réelle des acteurs sur le terrain.

Au total, les résultats mis en avant par ce livre qui est à la fois témoignage, réflexion et proposition, démontrent que faire de l'École un projet intégrateur, social et éducatif pour tous, oui, c'est possible, à condition toutefois de :

- changer les façons de faire des professionnels pour donner plus de pouvoir d'agir aux

familles, et les faire reconnaître comme partenaire ;

- créer ou conforter des temps et des espaces de rencontre entre parents et professionnels ;
- se former pour reconnaître et acquérir ensemble des savoirs et des compétences dans une logique de coconstruction (chacun apporte sa pierre pour la réussite des enfants) ;
- valoriser la coopération comme moteur de la construction de l'action éducative au niveau local ;
- donner davantage de sens et de légitimité à l'action collective.

Voilà quels pourraient être quelques-uns des enseignements de ce livre déjà vendu à près de 1 900 exemplaires et qui a fait l'objet de nombreuses présentations de ses auteurs (cf. encart ci-dessous).

Présentation de « Tous peuvent réussir » par ses auteurs

Christian Deligne

Congrès ICEM-Freinet – août 2013
Salon du livre de Vaux le Pénil – octobre 2013
Toulon, Conférence tout public – 20/11/2013
Marseille, Conférence à l'ESPE – 21/11/2013
Article pour la revue de l'AGSAS – février 2014

Régis Félix

Présentation du livre au CESE – 9/4/2013
Café pédagogique – interview - ...
Montpellier, conférence aux professeurs néo-titulaire, IUFM – 15/5/2013
L'Humanité – Interview – 21/5/2013
Article dans la revue du SGEN-CFDT – juin 2013
France-Inter, interview avec Marie Verkindt par Sonia Bourhan – 19/9/2013
Colmar, conférence tout public - 3/10/2013
UNESCO, colloque international sur l'éducation inclusive – 18/10/2013
Dole, conférence tout public, 18/10/2013
Article dans la revue Diversité du SCENREN-CNDP – octobre 2013
Aix en Provence, Librairie La Provence – 21/11/2013
Nice, lycée Calmette, conférence aux chefs d'établissements et Conseiller d'orientation – 22/11/2013
Nice, conférence tout public, 22/11/2013
SUD-Éducation, journée de formation à Créteil – 28/11/2013

Benoît Hooge :

ESPE de Rennes, futurs CPE – novembre 2013, conférence à l'Université du temps libre à Erquy.

■ Présentation des Éditions Quart Monde

Dès la fondation d'ATD Quart Monde en 1957, conscient de l'enjeu que constituait la diffusion des idées défendues par le Mouvement, Joseph Wresinski a souhaité le doter d'une maison d'éditions. Aujourd'hui, les Éditions Quart Monde comptent plus de 1 000 titres à leur catalogue – témoignages et romans, littérature jeunesse, travaux de recherche, documents audiovisuels, CD et DVD... toutes langues confondues. Leur vocation n'est pas commerciale : l'argent perçu en vendant les productions est fort utile et soutient l'action éditoriale du Mouvement, mais le vrai bilan est humain : cinq livres vendus, ce sont cinq personnes dont le regard sur le Quart Monde va être modifié et qui vont peut-être s'investir dans la lutte contre la misère et l'exclusion. En 2013, les Éditions Quart Monde ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 200 000 €.

Site des éditions Quart Monde : www.editionsquartmonde.org



En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté

Jean-Christophe Sarrot, Bruno Tardieu, Marie-France Zimmer
Un livre pour tous les citoyens curieux de comprendre les grandes questions qui agitent nos sociétés, au-delà des apparences et des discours faciles.
Coédition Éditions Quart Monde / Éditions de l'Atelier.
12 x 18 cm ; 192 pages ; 5 €

Ventes 2013 = 9185 exemplaires



Détruire la misère

Le magnifique discours prononcé par Victor Hugo à l'Assemblée législative, en 1849... dans un petit livre carte postale.

Une coédition Éditions Quart Monde / D'un Noir Si Bleu
10,5 x 15 cm ; 12 pages ; 3,50 €

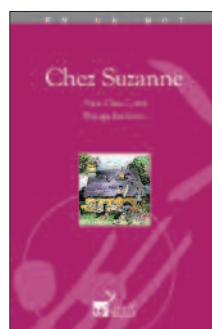
Ventes 2013 = 1101 exemplaires



Promenade au pays du savoir

Un groupe d'enfants du quartier de Fives, à Lille, a mené une réflexion sur le savoir : quels sont les lieux où on apprend ? Qu'est-ce qui aide à apprendre ou, au contraire, qu'est-ce qui empêche d'apprendre ? Comment pourrait être une école où tous réussissent à apprendre ?
19 x 25 cm ; 60 pages ; 5 €

Ventes 2013 = 55 exemplaires



Chez Suzanne

Anne-Claire Lourd, Philippe Laidebeur

Sur le plateau de Millevaches, au cœur du Limousin, Suzanne doit impérativement trouver une nouvelle maison. Pas facile, d'autant qu'elle ne veut pas se séparer de son troupeau de chèvres. Un réseau de solidarité rurale va l'aider à surmonter les obstacles.

11 x 17,5 cm ; 80 pages ; 3 €

Ventes 2013 = 771 exemplaires



Tous peuvent réussir !

Partir des élèves dont on n'attend rien

Régis Félix et onze enseignants membres d'ATD Quart Monde

Pourquoi l'école est-elle impuissante face à l'échec scolaire de beaucoup d'enfants et de jeunes de milieux très défavorisés ? Comment construire une école qui ne laisse personne sur le bord du chemin, une école qui permette la réussite de tous les élèves, y compris ceux qui sont le plus en difficulté ? Une équipe d'enseignants, tous riches de leur expérience au sein d'ATD Quart Monde, refuse la fatalité. L'ouvrage propose des pratiques pédagogiques qui s'appuient sur les élèves les plus en difficultés et sur leurs parents.

Coédition Éditions Quart Monde / Chronique Sociale
15 x 22 cm ; 208 pages ; 16,90 €

Ventes 2013 = 1143 exemplaires

FINANCER LES PROJETS

Comptes 2013 du Mouvement ATD Quart Monde en France

Au cours de l'exercice 2013, le Mouvement ATD Quart Monde a enregistré :

- Un total des **charges de 6 636 838 €**, soit une baisse de 2,2% par rapport à 2012.
- Un total des **produits de 6 632 730 €**, soit une baisse de 2,1% par rapport à 2012.

Ces baisses au niveau des charges comme au niveau des produits s'expliquent en grande partie par la sortie de l'Île de la Réunion des comptes du Mouvement ATD Quart Monde.

Après la participation de la Fondation ATD Quart Monde qui collecte les dons et organise la solidarité avec les différentes associations ATD Quart Monde, le Mouvement présente ainsi au titre de l'exercice 2013 un **déficit de 4 108,51 €** (0,1% des charges).

COMPTE DE RÉSULTAT (en EUROS)

CHARGES			PRODUITS		
	2013	2012		2013	2012
Achats	920 117	985 892	Ventes	241 271	188 540
Services extérieurs	736 139	745 088	Dons, adhésions, mécénat	3 526 301	3 222 365
Autres services extérieurs	940 276	1 078 825	Subventions publiques	2 077 846	2 612 511
Impôts et taxes	213 780	244 691	Autres produits de gestion courante	724 452	632 644
Charges de personnel	3 473 178	3 483 074	Produits financiers	0	0
Amortissement	123 956	131 136	Produits exceptionnels	16 872	67 939
Autres	229 393	120 400	Reprises sur provisions	45 988	51 588
Total des charges	6 636 838	6 789 105	Total des produits	6 632 730	6 775 587
<i>Excédent de l'exercice</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>Déficit de l'exercice</i>	<i>4 109</i>	<i>13 518</i>
TOTAL	6 636 838	6 789 105	TOTAL	6 636 838	6 789 105

ANALYSE DES CHARGES PAR NATURE

Au cours de l'année 2013, les charges s'élèvent à 6 636 838 € contre 6 789 105 € en 2012 ce qui correspond à une légère diminution de 2,2%.

- Le montant des **achats** s'élève à 920 117 € contre 985 892 € en 2012, cela représente une baisse de 6,7%. Le poste fabrication de livres baisse de 39,3%. Le poste fabrication de « Feuille de Route » augmente de 13,9%. Cette augmentation est due à un décalage de facturation des frais concernant un numéro de Feuille de Route (12 facturés en 2013 au lieu de 11 en 2012). Le poste fabrication de cartes de vœux est stable.

Le poste « autres achats divers » baisse de 67 %, soit une diminution de 26 869 € par rapport à 2012. Il s'agit d'un retour à la normale suite aux dépenses inhabituelles de 2012 concernant le film « Joseph l'insoumis » et le jeu vidéo « Bouba et Marius ».

Le poste diverses prestations de services baisse de 36,6%, soit - 54 639 €. Cette diminution est liée à plusieurs dépenses inhabituelles de 2012 (colloque « La misère est violence », l'Université populaire Quart Monde européenne, étude du réseau santé).

- **Les services extérieurs** s'élèvent à 736 139 € contre 745 088 € en 2012 (- 1,2%).

Le poste entretien baisse de 13,6% soit - 26 161 €. Cette diminution fait suite à des dépenses inhabituelles en 2012 pour des remises aux normes de sécurité incendie de deux bâtiments (La maison de vacances familiales de La Bise dans le Jura et la « Grande Maison » de Méry-sur-Oise). Environ 10 000 € de baisse sont dus à un changement d'imputation des frais d'entretien de photocopieurs qui apparaissent en 2013 dans le poste location et charges, suite à un changement de contrat.

Le poste sessions et colloques baisse de 34,8% (- 19 253 €) après avoir fortement augmenté en 2012 quand deux sessions avaient nécessité la location de salles extérieures.

- **Les autres services extérieurs** atteignent la somme de 940 276 € contre 1 078 825 € en 2012, ce qui représente une baisse de 12,8%. Celle-ci s'explique principalement par les dépenses ponctuelles réalisées en 2012 en lien avec l'organisation d'événements (colloque « La misère est violence »

et Université populaire Quart Monde européenne) et la réalisation de deux films.

- **Les charges liées aux rémunérations** représentent 3 702 094 € contre 3 744 609 € en 2012 (- 1,1%). Ces charges correspondent aux rémunérations de plus de 150 personnes :

- 103,7 équivalents temps plein (ETP) de volontaires permanents et salariés solidaires ;
- 16,6 ETP de volontaires de service civique ;
- 23,9 ETP de salariés de l'association André Micard.

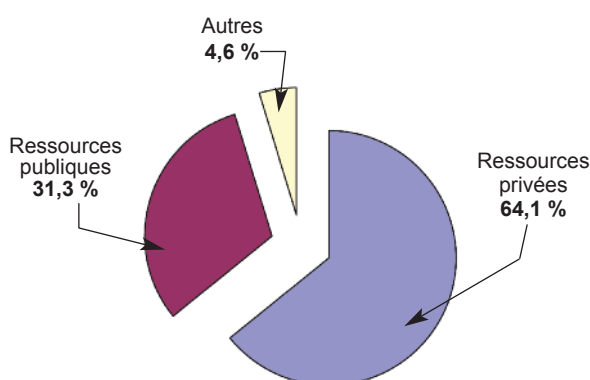
ANALYSE DES PRODUITS PAR NATURE

Les produits reçus au cours de l'exercice 2013 s'élèvent à 6 632 730 €. Comparé à 2012 où ils s'élevaient à 6 775 587 €, ils sont en baisse de 2,1%.

Cette baisse globale des produits reçus en 2013 est à mettre en relief avec le niveau exceptionnel des crédits publics ponctuels reçus en 2012 comme cela est détaillé ci-après.

En comparaison avec l'exercice 2011, le montant des produits continue d'augmenter sensiblement : + 48 363 €, soit 0,7%.

Répartition des produits par nature



- Le poste des **ventes** présente une hausse de 28% avec 241 271 € en 2013 pour 188 540 € en 2012, soit une variation de 52 731 €.

Les ventes de livres notamment connaissent une spectaculaire augmentation de 81,3% en raison du très bon accueil réservé au livre « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté » diffusé à près de 30 000 exemplaires au sein du réseau d'ATD Quart Monde, auprès de nombreux partenaires, en librairie et des livres sur l'école. La vente de Feuille de Route connaît également une augmentation de 7,8%. La vente de la revue Quart Monde baisse en revanche de 17% par rapport à 2012.

• Subventions publiques

Les subventions publiques obtenues en 2013 sont en baisse de 20,5% par rapport à 2012 mais reviennent au niveau de 2011. Elles s'élèvent à 2 077 846 € et représentent 31% de l'ensemble des recettes alors qu'en 2012, elles en représentaient 39%.

- Subventions publiques nationales : elles ont été versées par plusieurs ministères, la CNAF, l'ACSÉ, le CDVA, le FONJEP et l'ANCV ³⁰ pour un montant total de 825 145 € en 2013 (- 23,9% par rapport à 2012). Cette baisse relative s'explique principalement par les subventions ponctuelles qui ont été accordées en 2012, notamment une réserve parlementaire de 105 000 €.

- Subventions publiques locales : elles ont représenté 1 152 701 € en 2013 (- 12,1% par rapport à 2012). Le fait que la région de la Réunion soit sortie du périmètre du Mouvement ATD Quart Monde France explique cette baisse pour près de 112 000 €.

Les subventions des conseils régionaux s'élèvent à 299 295 € soit une hausse de 10,9% par rapport à 2012. L'écart provient principalement de l'augmentation de la subvention reçue du Conseil régional Île-de-France (92 500 € en 2013).

Les subventions des conseils généraux s'élèvent à 369 887 € soit une baisse de 19,9% par rapport à 2012.

Les subventions des mairies s'élèvent à 202 299 € soit une baisse de 11,7% par rapport à 2012.

- Subventions internationales : elles ont représenté 100 000 € en 2013 (- 53,8% par rapport à 2012). Cette baisse importante s'explique principalement par l'absence de la subvention européenne de 130 000 € versée au titre de l'Université populaire Quart Monde européenne qui a lieu tous les deux ans.

³⁰- CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) – ACSÉ (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) – CDVA (Conseil du développement de la vie associative) – FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) – ANCV (Agence nationale pour les Chèques-Vacances).

- Les **autres produits de gestion courante** correspondent à des remboursements et participations à des frais engagés par le Mouvement. Ils se montent à 724 452 € en 2013 (+ 14,5%).

- Le montant **des produits exceptionnels** est de 16 872 € en 2013 ; il s'agit essentiellement de remboursements de trop perçus par des fournisseurs.

- En 2013, le compte **reprise sur provisions et transfert de charges** s'élève à 45 988 €.

- **Dons, adhésions, mécénat**

Les dons sont reçus par la Fondation ATD Quart Monde (voir page suivante).

Les dons affectés spécifiquement par les donateurs à l'action en France atteignent 672 791 € en 2013 (- 11,2% par rapport à 2012).

Les ressources provenant du mécénat de fondations ou d'entreprises se sont élevées à 274 352 €. Cela constitue une légère baisse de 5,6% qui fait suite à la hausse spectaculaire de 47,9% enregistrée en 2012.

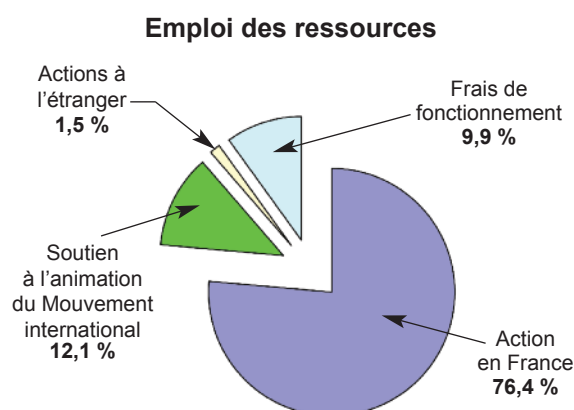
Le poste adhésions (cotisations des adhérents) est en baisse de 13,3%, le nombre d'adhérents étant passé de 8 339 en 2012 à 7 679 en 2013.

La participation de la Fondation ATD Quart Monde

et des associations « sœurs » au Mouvement représente 2 500 000 € en 2013 (+ 19% par rapport à 2012).

- **Résultat de l'exercice 2013**

Après participation de la Fondation ATD Quart Monde qui collecte les dons et organise la solidarité avec les différentes associations ATD Quart Monde, le Mouvement présente au titre de l'exercice 2013 un **déficit de 4 108,51 €** (0,1% des charges). Il sera proposé à l'Assemblée générale d'affecter ce résultat au poste « Autres réserves » du bilan.



LE BILAN

Au 31 décembre 2013, 1 529 458 € ont été comptabilisés au bilan du Mouvement ATD Quart Monde (1 701 024 € en 2012). L'actif représente le patrimoine de l'association et le passif représente ses ressources financières. Le bilan du Mouvement ATD Quart Monde présente un niveau relativement modeste car l'ensemble des actifs immobiliers sont détenus et gérés par la Fondation ATD Quart Monde. Les disponibilités s'élevant à 433 533 € au 31 décembre 2013 permettent cependant de faire face sans difficulté aux dépenses de court terme.

ACTIF		(en EUROS)	PASSIF	
	2013			2013
Immobilisations	295 493	Fonds associatifs & réserves		494 800
Stocks	42 573	- dont résultat de l'exercice		- 4 109
Fournisseurs débiteurs	20 068	Provisions		25 450
Subventions à recevoir	485 918	Fonds dédiés		2 903
TVA	31 983	Emprunts & dettes		64 885
Groupe & associés	85 167	Dettes fournisseurs		120 100
Débiteurs divers	121 191	Dettes fiscales et sociales		355 685
Disponibilités	433 533	Groupe & associés		314 839
Charges constatées d'avance	11 556	Créditeurs divers		70 401
Autres	1 975	Produits constatés d'avance		80 395
TOTAL ACTIF	1 529 458	TOTAL PASSIF		1 529 458

Les dons et legs reçus par la Fondation ATD Quart Monde

Grâce au soutien fidèle des amis et donateurs, les dons, legs et donations représentent une part déterminante des recettes d'ATD Quart Monde, lui donnant la capacité de poursuivre et développer son action. En France, ils sont collectés par la Fondation ATD Quart Monde. Celle-ci est reconnue d'utilité publique et c'est elle qui émet les reçus fiscaux.

Parmi l'ensemble des dons, legs et donations reçus, certains sont « affectés », c'est-à-dire que le donateur a précisé à quelle action ou type d'action il souhaite que son don soit destiné. La Fondation affecte alors le don à l'usage souhaité en transmettant l'argent correspondant à la structure d'ATD Quart Monde menant l'action concernée : Mouvement ATD Quart Monde France, Volontariat international, association « ATD Quart Monde Terre et Homme de Demain » (action en Afrique, Asie, Amérique latine, Caraïbes, océan Indien), etc. Les dons « non affectés » sont utilisés en fonction des besoins les plus urgents. Ils sont essentiels pour répondre aux besoins du Mouvement et pour garantir sa liberté d'action.

En 2013, les dons, legs et donations collectés en France par la Fondation ATD Quart Monde représentent un total de 6 292 000 €, contre 6 642 000 en 2012, soit - 5,3% (cf tableau et graphique ci-dessous).

Les dons sont en forte baisse (- 978 000 €), mais si l'on tient compte d'un don très exceptionnel en 2012 (1,2 M€ affecté à l'engagement du volontariat), les dons « hors exceptionnel » progressent légèrement (+ 3%).

Les legs, quant à eux, passent de 747 000 à 1 375 000 €. Leur forte croissance compense en partie l'absence de don exceptionnel en 2013.

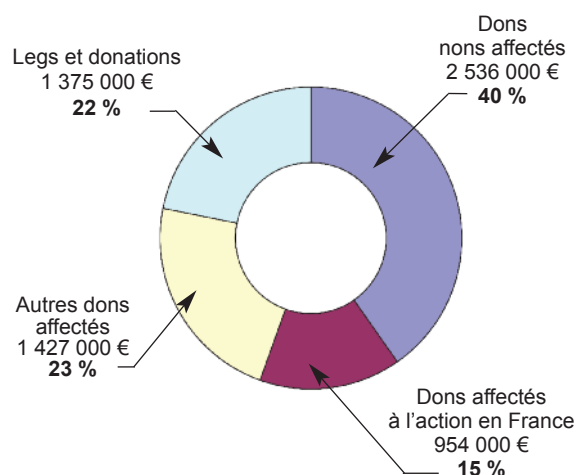
Concernant les dépenses, outre le reversement des dons affectés, la Fondation ATD Quart Monde a

versé des soutiens à l'action du Mouvement en France (2 370 000 €) et dans le monde (2 193 000 €), en partie grâce aux dons et aux legs non affectés qu'elle a reçus (3 911 000 €). Elle assume aussi l'entretien et les investissements immobiliers en France, ainsi que les frais d'appel et de traitement des dons reçus. Au niveau immobilier, l'année 2013 a été marquée par la vente de locaux à Reims et Paris, par la poursuite du chantier de la future Maison ATD Quart Monde France à Montreuil (93), où l'emménagement est prévu fin juin 2014, ainsi que par des travaux importants dans le Maison Quart Monde de Rennes.

Globalement, les ressources régulières de la Fondation ATD Quart Monde (dons, legs...) restent inférieures aux besoins liés à l'action en France et dans le monde. Ce déséquilibre, lié au développement de la présence du Mouvement ATD Quart Monde auprès des familles les plus pauvres dans les dix dernières années, est un défi pour l'ensemble des membres du Mouvement. Il nous rappelle l'enjeu de permettre à un nombre chaque jour plus grand de personnes et d'institutions de connaître, reconnaître et soutenir notre action auprès des familles souvent oubliées de tous.

Trouver de nouveaux amis, susciter l'engagement citoyen, permettre à de nouvelles personnes de devenir membres d'ATD Quart Monde et donateurs, reste une manière concrète de nous engager et de participer à l'équilibre financier d'ATD Quart Monde sur le long terme.

Dons, legs et donations en 2013



Dons, legs et donations en euros	2013	2012
Dons non affectés	2 536 000	2 367 000
Dons affectés à l'action en France (dont 247 000 € pour la Maison ATD Quart Monde France)	954 000	757 000
Autres dons affectés (volontariat, région Afrique, Asie, Amérique Latine...)	1 427 000	2 771 000
Legs et donations	1 375 000	747 000
TOTAL	6 292 000	6 642 000

Des initiatives innovantes pour financer nos projets

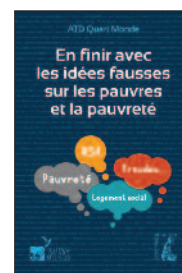
■ Vous connaissez le *crowdfunding* ? ATD Quart Monde l'a expérimenté avec succès !

Littéralement, ce terme anglophone signifie « financement par les foules ». Et quel meilleur moyen qu'internet afin de faire financer un projet par une multitude de personnes apportant chacune une modeste contribution ? Ces dernières années, plusieurs sites se sont développés afin d'offrir un espace à ceux qui recherchent un soutien financier pour mettre en œuvre un projet innovant, créatif ou solidaire.

Pour la première fois, ATD Quart Monde a expérimenté ce mode de financement de projets à l'occasion de la publication du livre « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté ». Le premier objectif était d'obtenir un soutien financier de 3 000 € afin de pouvoir diffuser le livre au prix très abordable de 5 €. Il a été atteint très rapidement, ce qui a permis d'encourager les soutiens supplémentaires en vue de la réalisation d'un second objectif : l'organisation de rencontres-débats avec l'un des auteurs. Là encore, les internautes ont montré leur enthousiasme pour cette initiative et ce sont en tout 5 569 € qui ont été récoltés en l'espace de 3 mois !

Le principe de ces sites est fondé sur l'échange : toute personne qui soutient un projet se voit offrir une contrepartie qui peut varier en fonction de la somme attribuée. Ainsi, les personnes qui ont soutenu la publication du livre sur les idées fausses se sont vues proposer que leur nom soit inscrit sur l'arrière-fond de la couverture du livre !

Vous aussi, si vous cherchez à faire connaître et à financer un projet solidaire, pensez aux sites de financement participatif !



■ Des briques pour la nouvelle Maison Quart Monde France à Montreuil !

On en parlait depuis bien longtemps, la nouvelle Maison Quart Monde France est finalement sortie de terre à Montreuil, à l'Est de Paris. Ce bâtiment neuf de quatre étages sera, à compter de juillet 2014, un lieu de réflexion, de mobilisation et de soutien des engagements citoyens pour l'accès aux droits de tous. Ce sera également un espace d'événements avec une médiathèque, des expositions et l'Université Populaire Quart Monde d'Île-de-France.

Pour financer un tel projet, la vente de l'immeuble de la rue Bergère ne suffisait pas. Il a donc été proposé à tous les amis d'ATD Quart

Monde d'apporter une modeste contribution par le financement d'une ou plusieurs briques à 5 €. Tout au long de l'année 2013, plus de 40 000 briques se sont ainsi amoncelées pour atteindre 200 000 € de dons !



Nous vous donnons rendez-vous à l'inauguration pour vous faire découvrir bien plus qu'un bâtiment !

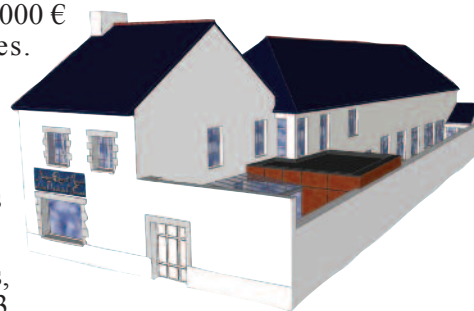
■ La Maison Quart Monde du Grand-Ouest fait peau neuve grâce au soutien d'étudiants et de nombreux partenaires !

Afin de pouvoir continuer à recevoir du public, la Maison Quart Monde de Rennes devait faire l'objet d'importants travaux de réhabilitation et de mise aux normes. Pour financer un tel projet, la Fondation ATD Quart Monde a accepté d'allouer 120 000 €, les subventions de la Ville, du Conseil général, du Conseil régional et de l'État ont permis d'apporter 175 000 € supplémentaires.

Plus de 150 000 € étaient encore nécessaires pour boucler le budget estimé à près de 490 000 €.

Sur deux années, en 2012 et en 2013, des étudiants du Master

Administration des Entreprises de l'IGR-IAE de Rennes, se sont investis dans la prospection d'entreprises mécènes. Élaboration de supports de communication, participation à des rencontres, organisation d'une table ronde sur l'emploi des personnes très défavorisées : début 2014, l'implication de ces étudiants avait déjà contribué à réunir près de 90 000 € auprès d'entreprises mécènes et de particuliers. Au-delà de l'apport financier au projet de réhabilitation, cette initiative a aussi permis aux étudiants et entreprises impliqués de découvrir le Mouvement ATD Quart Monde et ses actions. Que ce soit une bibliothèque de rue ou la rénovation d'un bâtiment, tous les projets menés sont autant d'occasions de parler du sens de notre action et des valeurs que nous portons.



■ Varier, c'est durer !

Zoom sur le financement du projet pilote de promotion familiale de Lille Fives

Le projet pilote de promotion familiale, sociale et culturelle de Lille Fives a démarré il y a cinq ans. C'est à la fois un projet local, ancré sur un territoire, et un projet qui porte une dimension nationale et tient lieu d'expérimentation. Il a été pensé dès le départ avec de nombreux partenaires dans l'optique de construire dans la durée. Un vrai défi à bien des niveaux donc ; zoom sur la question du financement.

En 2013, le projet a coûté 220 000 € et les subventions publiques et privées ont couvert près de 75% des dépenses. Au-delà de leur montant, ces subventions garantissent la pérennité du projet du fait de leur pluralité. Ministères, collectivités locales et fondations d'entreprises ont soutenu le projet depuis sa création.

Au niveau national, les conventions pluriannuelles d'objectifs ont permis de garantir un financement dans la durée et d'inscrire le projet pilote dans la globalité des actions engagées par le Mouvement. Ainsi, la Direction générale de la cohésion sociale, le ministère de la Jeunesse, la Caisse nationale des allocations familiales et l'Agence nationale de la cohésion sociale et de l'égalité des chances ont soutenu le projet en 2013.

Au niveau local, conseil régional, conseil général et mairie ont répondu présent avec des financements sur la durée mais se sont également engagés dans une véritable relation de partenariat. Ainsi, le Conseil général du Nord et la ville de Lille sont pleinement associés à la démarche. Ils participent au Comité technique interpartenarial qui se réunit une à deux fois par an et sont particulièrement intéressés par les éléments de méthode qui émergent du projet. Le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais soutient quant à lui le projet pour sa dimension de recherche action mais interroge l'équipe sur les possibilités d'essaimer sur les autres territoires de la région. Ces partenariats ne sont pas garantis et les arbitrages budgétaires auxquels sont soumis les financeurs obligent à rester vigilants et à explorer de nouvelles pistes.

D'autres partenaires ont ainsi été sollicités, comme la Caisse d'allocations familiales du Nord qui a récemment financé la campagne des droits de l'enfant *via* un prix de l'innovation sur la parentalité. Là encore, plus que le montant des sommes allouées, c'est un nouveau partenaire qui a pris connaissance du projet et s'est inscrit dans une démarche d'évolution de ses propres pratiques. De même, le Fonds social européen pourrait constituer une nouvelle source de financement avec une ouverture à la dimension européenne.

Enfin, les financements privés constituent également des soutiens forts. Les fondations qui ont financé le projet de Lille Fives sont des partenaires durables du Mouvement ATD Quart Monde qui souhaitent découvrir les projets en profondeur. Ils se rendent sur place pour rencontrer l'équipe et comprendre les ambitions de ce projet. Cet aspect de soutien sur la durée est absolument essentiel car choisir de cheminer avec les plus exclus, c'est accepter de se mettre au rythme de chacun dans une fidélité qui dure sur plusieurs années.

Impliquer les partenaires financiers, inscrire ces partenariats dans la durée et varier les sources de financement, le projet de Lille Fives illustre bien les buts que nous poursuivons dans le financement de nos projets.



Bibliothèque de rue à Lille Fives. (Photo François Philiponeau)

PERSPECTIVES 2014

Renouveler notre stratégie Renouveler notre équipe nationale

Renouveler notre stratégie :

Aller à la recherche de ceux qui manquent encore pour construire à partir des savoirs, du travail et de la citoyenneté de tous

Cette orientation choisie par le Mouvement ATD Quart Monde international est depuis toujours notre boussole. Il ne s'agit pas seulement d'aller vers, mais bien d'aller à la recherche. Cette démarche suppose une mobilisation permanente, inlassable et de chacun dans son milieu, pour rallier encore et toujours ceux et celles qui sont encore absents et qui, de ce fait, manquent à notre société, à nos associations, à nos communautés, à nos entreprises, à nos syndicats, à nos lieux de culte, etc. Elle suppose de rouvrir nos Universités populaires Quart Monde, nos bibliothèques de rue, nos groupes locaux pour qu'ils soient tournés vers la recherche de ceux que l'isolement rend encore silencieux. Elle nous entraîne à encourager notre démocratie à s'approfondir en luttant contre la discrimination pour précarité sociale, qui imperceptiblement et partout fait que les cercles où se décident la vie des quartiers, des entreprises, des écoles écartent une partie de nos concitoyens.

Nous mettrons notre première priorité à continuer de construire une école pour tous, où tous les enfants et les jeunes apprennent et nous savons que pour cela, tous les parents, tous les jeunes et enfants y compris les plus démunis, doivent contribuer à la construction des savoirs et de la qualité de

nos écoles. Cela passera par toutes nos actions de partage du savoir, de la parole et de la création, nos efforts pour consolider la famille – premier lieu de partage du savoir et de transmission – et par la mobilisation de toutes les écoles. Nous échangerons sur ces pratiques avec les membres du Mouvement à travers le monde.

Notre deuxième priorité sera de contribuer à repenser l'économie du monde qui s'est faite sans l'expérience et la pensée des plus démunis avec l'intention de la rendre plus respectueuse des personnes humaines et de la nature. Comprendre l'expérience et la pensée des plus démunis sur leur économie, sur notre économie sur le développement durable sera notre première mobilisation avec tous. Nous partagerons ces découvertes et la connaissance que nous construirons avec les membres du Mouvement à travers l'Europe.

Notre troisième priorité sera d'élargir la mobilisation citoyenne pour que de plus en plus de personnes en France, en particulier des classes populaires et les jeunes se joignent au grand courant de refus des préjugés sur les pauvres et des discriminations qui s'ensuivent. Cette mobilisation citoyenne à partir des plus exclus fera également bouger des lignes politiques et renouvellera les pratiques sur la participation. Nous formerons des formateurs pour que dans des groupes locaux de plus en plus nombreux, nous puissions accueillir tous les citoyens qui veulent rejoindre notre résistance.

Renouveler notre équipe nationale : Alternance et continuité

La base de notre Mouvement c'est l'engagement : l'engagement des personnes en situation de pauvreté, les militants Quart Monde, pour résister à la misère au jour le jour et pour rejoindre un Mouvement qui affirme que la misère n'est pas fatale ; l'engagement de citoyens insérés dans toutes les sphères, professions, courants de la société, les alliés, pour que celle-ci refuse les logiques d'exclusions et découvre la richesse de reconstruire avec ceux qu'on avait rejetés ; l'engagement des volontaires-permanents qui se rendent le plus libres possible pour consacrer leur temps plein à rejoindre les combats des plus exclus, et pour construire ce Mouvement. L'engagement, la prise de responsabilité dans le combat contre la misère nécessite de pouvoir régulièrement se renouveler, changer de mission, laisser ses sécurités pour se remettre à apprendre. Ainsi, depuis plusieurs années, nous avons cherché à ce que tous les responsables locaux, régionaux, nationaux aient des mandats limités dans le temps tout comme les volontaires-permanents pour leurs missions.

L'équipe de la Délégation nationale que nous formons tous les deux n'échappe pas à cette règle, aussi nous avons remis notre mandat à son terme.

Comme pour la plupart des équipes d'animations régionale, un groupe relais a été créé avec les conseils des membres du Mouvement ATD Quart Monde, afin de travailler au mandat de la nouvelle équipe et de conseiller pour le choix de ses membres. Ce groupe relais était composé de militants Quart

Monde, d'alliés et de volontaires-permanents de toute la France. Il a auditionné chacun de nous deux, ainsi que Marie-France Zimmer, Marie-Aleth Grard et Pierre-Yves Madignier, qui ont fait équipe avec nous pour l'animation du Mouvement. Il a aussi interviewé de nombreux membres du Mouvement pour parler de la gouvernance du Mouvement et par un échange profond entre eux ils ont pu tirer les leçons sur la manière dont le Mouvement a été animé depuis 4 ans, chercher à ce que les constructions pertinentes puissent durer après le changement et identifier des points à travailler pour la future équipe.

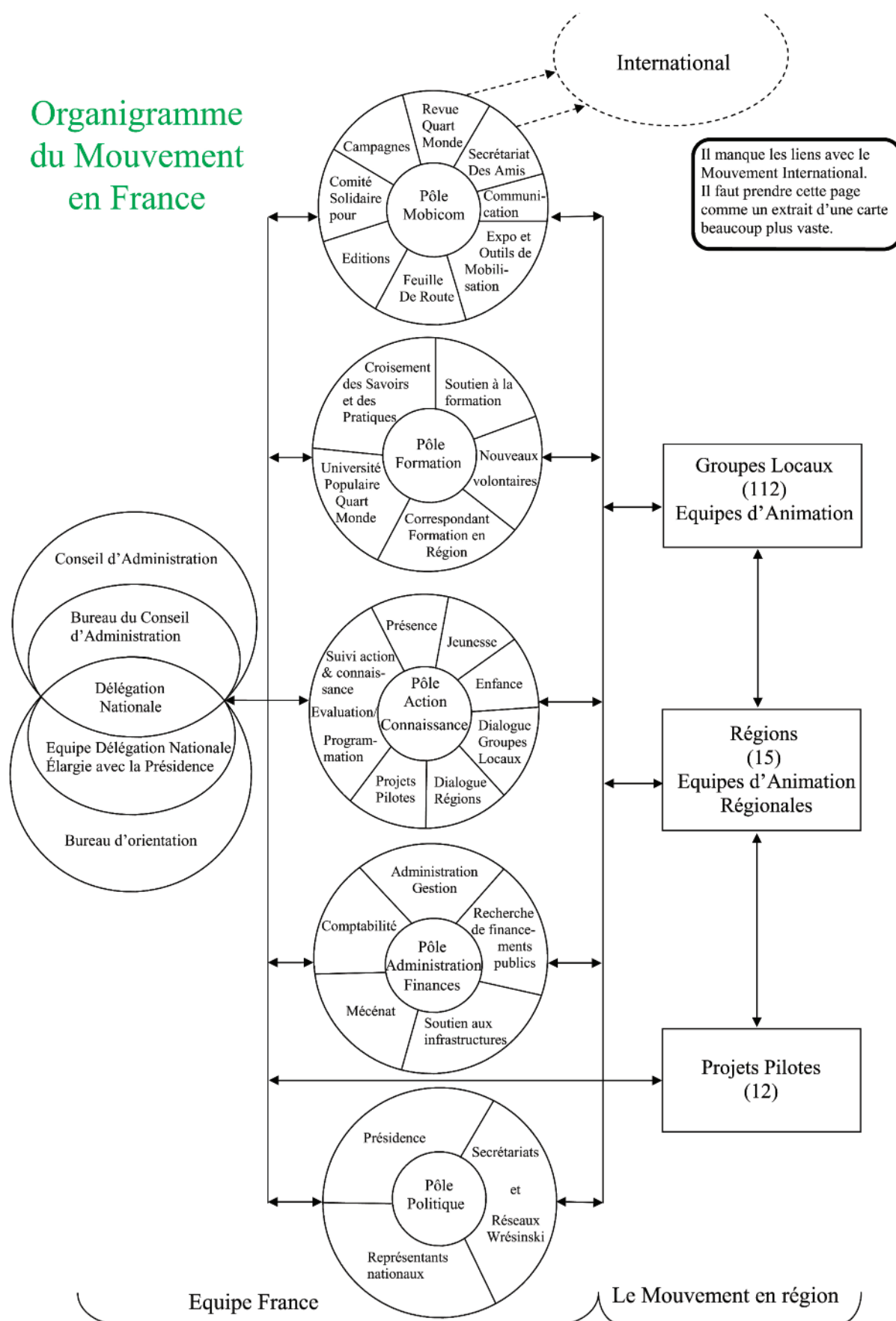
Bert Luyts a accepté de continuer une année dans la nouvelle équipe, et Bruno Tardieu, après deux mandats de 4 ans, va changer de mission après un temps sabbatique. La nouvelle équipe sera également composée de Christophe Géroudet, volontaire-permanent, délégué national, de Marie-Aleth Grard, alliée, et de Pascal Lallement volontaire-permanent. Pierre-Yves Madignier et Marie-France Zimmer continueront à conseiller cette nouvelle équipe.

Ce processus de consultation avec le tiers-lieu que constitue le groupe relais et l'accompagnement de l'équipe Europe et de la Délégation générale (monde) a permis une profonde transmission d'expérience de notre équipe, et une liberté pour la nouvelle équipe à qui nous souhaitons beaucoup de bonheur et de force.

*Délégation nationale,
Bruno Tardieu,
Bert Luyts*

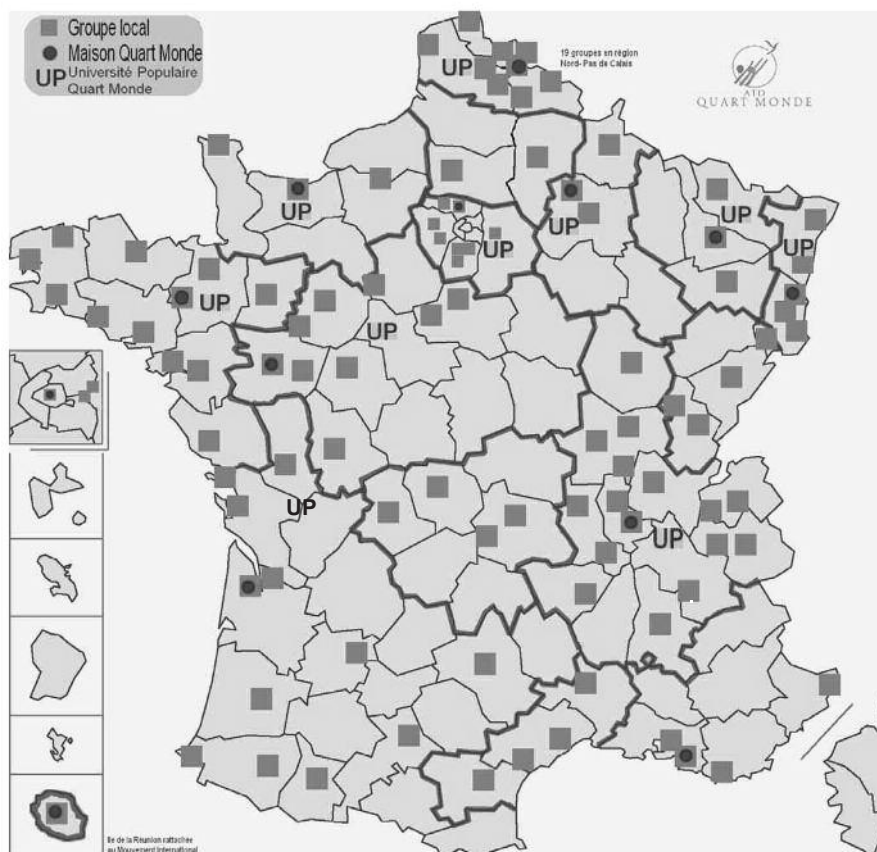
ANNEXES

Organigramme du Mouvement en France



Équipes ATD Quart Monde en France et Universités populaires

- 15 équipes d'animations régionales.
- 112 groupes locaux ou représentations du Mouvement en France.
- 10 Universités populaires Quart Monde.



Conseil d'administration 2012 - 2013 du Mouvement ATD Quart Monde France

■ Bureau du Conseil d'administration :

Pierre-Yves Maignier	Président
Marie-Aleth Gard	Vice-présidente
Claire Hedon	Vice-présidente
Marie-Claude Allez	Secrétaire
Patrick Duval	Trésorier
Bruno Tardieu	Délégué national

■ Liste des membres du Conseil d'administration :

Marie-Claude Allez	Retraitée
Michel Aussedat	Volontaire permanent
Armand Caiazzo	Associé dirigeant chez Human & Partners
Patrick Duval	Enseignant
Marie-Aleth Gard	Alliée, membre du CESE pour ATD Quart Monde
Claire Hedon	Journaliste
Emmanuel Hirsch	Professeur d'université
Bénédicte Jacquy-Vazquez	Fonctionnaire
Robert Le Bihan	Militant Quart Monde
Marcel Le Hir	Militant Quart Monde
Pierre-Yves Maignier	Ingénieur
Bert Luyts	Volontaire permanent
Didier Ponsot	Retraité
Bruno Tardieu	Volontaire permanent
Jean-Charles Watiez	Administrateur civil
Marie-France Zimmer	Militante Quart Monde



AGIR TOUS POUR LA DIGNITE

Les engagements communs du Mouvement International ATD Quart Monde pour les années 2013-2017 ¹

L'écart entre les populations qui luttent contre l'extrême pauvreté et les autres citoyens continue de se creuser. Les crises que traverse notre planète renforcent les violations des droits de l'Homme et l'abandon dont sont victimes les familles confrontées à la pauvreté.

La violence de la misère enferme les personnes et les familles très pauvres dans l'ignorance, le dénuement, le mépris et finalement dans le silence, jusqu'à les faire parfois douter de leur appartenance à la communauté humaine. Pourtant à force de résister pour survivre, tenter de vivre ensemble, elles ont une expérience et un savoir à partager dont nos sociétés ont besoin pour faire face aux défis du monde actuel.

Mais les réponses à la misère restent trop souvent des mesures d'urgence, provisoires. ATD Quart Monde a mené dans 12 pays une évaluation de l'impact des Objectifs du Millénaire pour le développement (fixés par l'ONU) ; ce travail confirme que les programmes dans lesquels les personnes confrontées à l'extrême pauvreté ne sont pas consultées et associées, avant, pendant et après leur déroulement, ne les atteignent que très rarement.

NOTRE ORIENTATION

Aller à la recherche de ceux qui manquent encore

Agir tous pour la dignité, c'est agir pour que tous soient connus, rencontrés, puissent vivre en étant respectés et apporter leur contribution pour en finir avec la misère.

Nous savons que si on ne laisse personne de côté, les projets et les politiques unifient au lieu de diviser, réduisent les inégalités au lieu de les accroître, font progresser la justice, la liberté et la paix pour tous. Notre espoir, c'est de voir que cette ambition progresse partout dans le monde, comme point d'appui d'un développement durable pour tous.

Cette volonté de chercher ceux et celles qui manquent encore est notre repère dans tout ce que nous allons entreprendre à la fois au sein de notre Mouvement et avec nos partenaires, dans nos engagements

associatifs, spirituels, politiques, syndicaux etc.

Cela nous amène à nous demander régulièrement :

- Que faisons-nous pour que notre groupe ou notre équipe s'ouvre en permanence à de nouvelles personnes qui sont rejetées, sans aucun droit ou dont la vie est tellement difficile ?
- Comment ces personnes vont-elles pouvoir trouver leur place, s'exprimer et contribuer avec d'autres à des changements, influencer des programmes, des projets ?

Cela doit nous encourager à travailler avec d'autres qui sont dans des démarches de solidarité avec les plus exclus, à réfléchir comment ceux qui vivent dans la misère vont pouvoir dialoguer et être entendus là où se réfléchit l'avenir de nos sociétés, au niveau local, national ou international.

NOS TROIS PRIORITES

1. Accéder à l'éducation et construire les savoirs avec l'intelligence de tous

Même si l'éducation pour tous est une priorité dans tous les Etats, des millions d'enfants, de jeunes, d'adultes ne peuvent pas aller à l'école ou accéder aux savoirs dont ils ont besoin. Ils ne peuvent pas partager leur expérience et leur réflexion, ni contribuer aux projets qui le concernent. C'est une discrimination grave, un gâchis insupportable. Toutes ces intelligences pourraient contribuer à renouveler nos savoirs (à l'école, à l'université, dans la vie politique, etc), faire en sorte que la lutte contre la misère soit réellement efficace et bâtir un monde plus juste.

C'est pourquoi nous voulons :

- **Identifier les savoirs utiles** transmis par la famille, la communauté, les savoir-faire de chacun et voir concrètement comment ils peuvent compléter les savoirs transmis à l'école, à l'université, dans les centres de formation avec le souci de promouvoir la démarche du croisement des savoirs.

¹ Ces engagements communs sont le fruit d'un travail mené pendant un an dans 78 groupes de 30 pays avec de nombreux échanges internationaux à distance à partir des engagements que nous avons portés ensemble de 2008 à 2012. Ce document est seulement un résumé. Pour en apprendre plus sur les sujets présentés ici, y compris avoir un résumé de ce qui a été mis en œuvre sous les précédents engagements communs, vous pouvez consulter le document complet sur le site : [engagements communs](#)

- Dans nos actions (bibliothèques de rue, universités populaires Quart Monde, ateliers de création), **stimuler la curiosité, la joie d'apprendre**, libérer les capacités et la créativité pour que chacun se rende compte qu'il a des connaissances à partager et qu'il peut apprendre. Soutenir l'engagement des jeunes dans des projets de partage du savoir.

- **Faire reconnaître la famille** comme premier lieu d'éducation et les parents comme des partenaires indispensables pour la réussite scolaire de leurs enfants. De là peuvent se développer la coopération et la complémentarité entre enseignants et parents.

- **Combattre les obstacles** pour l'accès à l'éducation (cotisations, etc) et agir ensemble contre les discriminations à l'école ou dans des lieux de formation.

- **Promouvoir la coopération** entre apprenants comme alternative à la compétition qui sévit dans trop de structures d'éducation.

- **Développer des partenariats** avec des institutions, des centres d'apprentissage qui s'engagent à mettre en œuvre le droit à une éducation réellement pour tous.

2. Promouvoir une économie respectueuse des personnes et de la Terre

Le système économique place les plus pauvres en situation de crise permanente et les entraîne souvent dans une inactivité forcée. Pourtant, jour après jour, ils luttent et travaillent dur pour faire vivre leur famille, prendre en main un environnement très dégradé dans lequel ils sont obligés de vivre. Ils créent souvent leurs propres emplois informels et leurs réseaux de solidarité pour survivre.

A travers le monde, de nombreux acteurs expérimentent des activités économiques qui ne sont pas prioritairement basées sur le profit mais visent à améliorer le bien être des personnes et des communautés. Fort de son expérience dans ce domaine, ATD Quart Monde veut contribuer à développer ce type d'économie au service de tous, qui respecte la dignité de chacun et encourage le partage, la solidarité, la coopération. Une économie qui ne gaspille ni l'intelligence et le savoir-faire des personnes, ni les ressources limitées de notre planète.

Pour cela, nous voulons :

- **Mieux connaître** les initiatives des personnes en grande pauvreté pour faire vivre leur famille, protéger leur environnement et se relier à leur communauté.

- **Poursuivre et mettre en réseau les projets "Travailler et Apprendre Ensemble"**, où l'accès au travail décent renforce les liens communautaires.

- **Développer le dialogue avec les différents acteurs du monde économique** (entreprises, universités, associations, syndicats, services publics...) pour promouvoir le travail décent pour tous et une protection sociale dans chaque pays.

- **Participer à des réseaux de l'économie sociale et solidaire** qui contribuent à une économie au service de tous.

- **Explorer et expérimenter** des initiatives améliorant les conditions de vie ou utiles à l'ensemble d'une communauté (accès à l'eau, protection de l'environnement, amélioration de l'habitat...).

Nous voulons le faire avec détermination et prudence car certains investissements économiques peuvent diviser les communautés et écarter les plus fragiles.

3. Mobiliser pour la paix et les droits de l'Homme

Il n'est plus possible de parler de la paix sans reconnaître la violence de la misère et la contribution des plus pauvres pour bâtir cette paix.

Pour en finir avec la grande pauvreté, **des engagements citoyens**, des courants de solidarité sont indispensables pour faire reculer les préjugés et gagner le respect des droits de tous.

Pour que le Mouvement puisse continuer d'agir, nous avons besoin de subventions. Mais par ailleurs pour qu'il garde sa liberté d'action, nous avons besoin de développer notre financement citoyen en continuant à faire grandir notre réseau d'amis et de donateurs.

Pour cela, nous voulons développer cette mobilisation citoyenne dans plusieurs directions :

- **Communiquer et interpeller** : nous devons intégrer la communication à partir de nos actions, de nos événements, ce qui suppose d'y mettre des forces, de se faire aider par des personnes compétentes, pour gagner de nouveaux amis, de nouveaux partenaires.

- **Organiser des campagnes publiques de mobilisation** : par les médias, les réseaux sociaux, des conférences. 2017 (centenaire de la naissance du Père Joseph Wresinski) pourra être une occasion de réaliser des événements publics.

- **Garder des liens avec ceux qui prennent contact** avec ATD Quart Monde par des rencontres et en s'appuyant sur un bon fichier, nos sites internet, nos journaux.

- **Développer nos engagements citoyens** en tant que voisin, parent, professionnel, membre d'une association, d'une communauté de croyants, d'un syndicat, d'un parti politique et les proposer à d'autres. Développer notre capacité de dialogue avec certains courants philosophiques, religieux, écologiques, politiques, pour renforcer le courant du refus de la misère.

- **Développer des espaces de formation et de soutien pour les membres du Mouvement** afin que personne ne reste seul et que chacun puisse échanger sur son engagement, se nourrir de l'expérience des autres. Un effort de communication interne doit permettre à tous de se sentir d'un Mouvement international.

Réalisation couverture : Dominique Rouffet
Photos de couverture : ATD Quart Monde
Mise en page : Lydie Rouffet
Imprimerie : TPI / La Frette

Mai 2014

Rédaction : Loïc Batel avec les contributions de Bert Luyts, Bruno Tardieu, Pierre-Yves Madignier, Marie-Aleth Grard, Nicolas Charoy, Olivier Gerhard, Sophie Bilong, Paul Maréchal, Laure Fouard, Gustave Depincé, Mariejo Masurel, Bruno Masurel, Michel Aussedat, Dominique Duquet, Magali Louette, Thomas Poirier, Hélène Hussaud, Typhaine Cornacchiari, Jean-Christophe Sarrot, Annie Mitic-Pedrono, Leslye Abarca, Anne Carion, Catherine de Schauenburg, François Phliponeau, Pierre Segondi et d'autres membres du Mouvement.



Éditions Quart Monde
33, rue Bergère 75009 Paris, France
editions@atd-quartmonde.org
www.editionsquartmonde.org
ISBN 979-10-91178-14-3

